



**ACADÉMIE  
DE NICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## Département des ressources humaines

### Lignes directrices de gestion académiques relatives à la mobilité des personnels du ministère de l'éducation nationale

Destinataires : tous les personnels de l'académie de Nice

Références :

- loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique
- décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires

La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique a introduit dans les dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat des dispositions prévoyant l'élaboration de lignes directrices de gestion par les administrations en matière de mobilité.

Conformément aux dispositions de l'article 8 du décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires, le présent document formalise les lignes directrices de gestion de l'académie de Nice en matière de mobilité, applicables aux :

- personnels enseignants des premier et second degrés, d'éducation et aux psychologues de l'éducation nationale ;
- personnels administratifs, techniques, sociaux et de santé ;
- personnels d'encadrement : personnels de direction (affectation des lauréats de concours) ;

Les lignes directrices de gestion déterminent de manière pluriannuelle les orientations générales de la politique académique de mobilité.

L'académie favorise la mobilité géographique et fonctionnelle de l'ensemble de ses personnels en leur offrant la possibilité de parcours diversifiés tout en veillant au respect des enjeux de continuité et de qualité du service public de l'enseignement, en fonction des besoins et des moyens qui lui sont octroyés par le ministère.

L'académie porte également une attention particulière sur les zones ou territoires connaissant des difficultés particulières de recrutement (éducation prioritaire, rural isolé, montagne...).

Cette politique de mobilité contribue notamment à mettre en œuvre le plan d'action ministériel relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, la diversité et la lutte contre les discriminations.

Les lignes directrices de gestion académiques définissent les procédures de gestion des demandes individuelles de mobilité. Les différents processus de mobilité s'articulent, pour

l'ensemble des corps du ministère, autour de principes communs : transparence des procédures, traitement équitable des candidatures, prise en compte des priorités légales de mutation, recherche de l'adéquation entre les exigences des postes et les profils et compétences des candidats.

L'académie accompagne tous ses personnels dans leurs mobilités et projets d'évolution professionnelle et s'attache à garantir leur meilleure information tout au long des procédures.

Les lignes directrices de gestion académiques sont établies pour 3 ans et peuvent faire l'objet, en tout ou partie, d'une révision au cours de cette période.

Les lignes de gestion académiques sont soumises, pour avis, au comité social d'administration.

Les lignes directrices de gestion académiques sont applicables à compter de leur publication au recueil régional des actes administratifs (RAA).

Un bilan de la mise en œuvre de ces lignes directrices de gestion est présenté chaque année devant le comité social d'administration.

## **1. Une politique visant à favoriser la mobilité des personnels tout en garantissant la continuité du service**

La politique de mobilité du MEN a pour objectif de favoriser la construction de parcours professionnels tout en répondant à la nécessité de pourvoir les postes vacants afin d'obtenir la meilleure adéquation possible entre les souhaits de mobilité des agents et les besoins des services.

Elle s'inscrit en outre dans le respect des dispositions de l'article L. 511-3 du code général de la fonction publique selon lesquelles la mobilité est un droit reconnu à chaque fonctionnaire.

Dans ce cadre, l'académie met en œuvre pour ses personnels des parcours diversifiés.

Pour tenir compte de difficultés particulières de recrutement, d'impératifs de continuité du service et de maintien des compétences, des durées minimales d'occupation sont instituées pour certains emplois par arrêté ministériel. Les emplois concernés sont précisés dans les annexes.

### **1.1. Les mobilités au sein du ministère de l'éducation nationale**

**1.2. L'académie organise différents processus de mobilité afin d'aider ses personnels à construire, enrichir, diversifier et valoriser leur parcours de carrière.**

#### **1.2.1. Les mouvements**

Les campagnes annuelles de mutations « à date » permettent de gérer le volume important des demandes, de garantir aux agents de réelles possibilités d'entrée dans les services et établissements du MEN et du MESRE et de satisfaire, autant que faire se peut, les demandes formulées au titre des priorités légales.

Pour les personnels ATSS, les mutations au fil de l'eau permettent, au moyen des postes publiés sur la place de l'emploi public (PEP), de répondre au besoin de recrutements sur des profils particuliers et/ou urgents.

## 1.2.2. Les détachements au sein d'un corps relevant du MEN

L'accueil en détachement a pour objectif de favoriser la mobilité des fonctionnaires et la construction de nouveaux parcours professionnels. Il est un des leviers de la gestion des ressources humaines pour répondre aux besoins du service et garantir la qualité et la continuité du service public de l'éducation et de la jeunesse.

Les détachements entrants permettent aux personnels du MEN de diversifier leur parcours professionnel par l'exercice de fonctions nouvelles au sein d'un autre corps du ministère.

Une attention particulière est portée aux demandes de détachement qui s'inscrivent dans le cadre du reclassement dans un autre corps des fonctionnaires reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions.

Ils permettent également d'accueillir des fonctionnaires d'autres fonctions publiques dont les parcours professionnels et les profils diversifiés sont susceptibles de répondre à des besoins des services et d'enrichir ainsi les missions dévolues aux corps du MEN. Certains d'entre eux sont engagés dans une reconversion professionnelle pouvant les conduire à une intégration dans le corps d'accueil.

L'académie accueille par la voie du détachement, dans les corps dont elle assure la gestion, des personnels fonctionnaires titulaires de l'État, de la fonction publique territoriale ou hospitalière, ou des établissements publics qui en dépendent.

Deux conditions cumulatives sont requises pour pouvoir être candidat :

- Les corps d'accueil et d'origine doivent être de catégorie et de niveau comparable, le niveau de comparabilité s'appréciant au regard des conditions de recrutement dans le corps, notamment des titres et diplômes requis, ou du niveau des missions définies par les statuts particuliers.
- Les candidats au détachement doivent par ailleurs justifier de la détention du diplôme exigé par les statuts particuliers du corps d'accueil.

Les personnels en position de disponibilité ou de détachement sont réintégrés dans leurs fonctions ou dans leur corps d'origine avant d'être accueillis en détachement dans leur corps d'accueil

L'académie peut également accueillir des fonctionnaires d'un État membre de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'espace économique européen.

Les candidats au détachement doivent :

- soit avoir la qualité de fonctionnaire dans leur Etat d'origine ;
- soit occuper ou avoir occupé un emploi dans une administration, un organisme ou un établissement de leur État membre d'origine dont les missions sont comparables à celles des administrations, des collectivités territoriales ou des établissements publics français.

Les missions des fonctions dévolues aux corps d'accueil auxquels ils peuvent accéder par la voie de détachement doivent correspondre aux fonctions précédemment occupées par les intéressés.

Le niveau de diplôme exigé des candidats ressortissants de l'Union européenne, et remplissant les conditions pour être détachés, est le même que celui demandé aux autres fonctionnaires titulaires selon le corps d'accueil visé.

- Situation particulière des militaires :

L'accueil de ces personnels s'effectue dans le cadre du dispositif particulier du détachement sur emplois contingentés, fixé par l'article L. 4139-2 du Code de la défense. La commission nationale d'orientation et d'intégration (CNOI) est chargée de la mise en œuvre de cette procédure de recrutement conjointement avec les services de gestion des ressources humaines de l'académie.

### **1.3. Les mobilités hors du ministère de l'éducation nationale**

#### **1.3.1. Les détachements sortants en France**

Des possibilités de mobilité par la voie du détachement existent également vers les administrations et établissements publics relevant d'autres ministères, les collectivités territoriales, et établissements publics territoriaux, ainsi qu'auprès d'organismes privés dans le cadre d'une mission d'intérêt général ou de recherche, du secteur associatif, etc.

#### **1.3.2. Les mobilités à l'étranger**

##### **1.3.2.1. Les détachements sortants**

Les détachements sortants, notamment dans le réseau de l'enseignement français à l'étranger constitué d'écoles ou établissements homologués par le MEN, d'établissements relevant d'un opérateur ou d'une association tels que l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger, la Mission laïque française ou l'Association franco-libanaise pour l'éducation et la culture, ou établissements partenaires), ou dans le réseau culturel français à l'étranger ou dans d'autres institutions constituent un autre levier de la mobilité à disposition des agents, et contribuent au rayonnement du ministère.

Une durée minimale d'expérience professionnelle sur le territoire français en qualité de titulaire dans le corps est appréciée dans l'examen des candidatures. Cette durée permet de bénéficier d'un continuum de formation, d'appréhender les différentes compétences propres aux métiers et d'avoir une bonne connaissance du système éducatif français.

La durée d'un détachement à l'étranger est encadrée pour permettre à un nombre plus important d'agents de pouvoir bénéficier d'une telle expérience.

Les agents peuvent demander un nouveau détachement à l'étranger après une durée minimale<sup>1</sup> leur permettant de valoriser en France l'expérience développée à l'étranger.

Les personnels du MEN peuvent être également détachés pour exercer leurs fonctions auprès de la principauté de Monaco.

Les personnels peuvent bénéficier d'un accompagnement personnalisé en amont, pendant et après une mobilité à l'étranger. Des entretiens leur sont proposés à chacune de ces étapes afin de leur permettre de valoriser leurs compétences et d'examiner les meilleures conditions pour réaliser une mobilité ou préparer le retour.

---

<sup>1</sup> Cette durée, précisée par la note de ser - DGRH E1 du 6-9-2021 relative aux recrutements et détachements des personnels à l'étranger – année scolaire 2022-2023, est de trois ans

### 1.3.2.2. Les affectations

Conformément à la convention du 11 juillet 2013 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la principauté d'Andorre, les personnels du MEN peuvent être affectés dans les établissements d'enseignement français en principauté d'Andorre, placés sous la responsabilité du délégué à l'enseignement représentant le ministre français chargé de l'éducation nationale.

Des personnels du MEN peuvent être également affectés au sein des écoles européennes, créées conjointement par l'Union européenne et les gouvernements des Etats membres et implantées en Belgique, Allemagne, Italie, Espagne, au Luxembourg et aux Pays-Bas.

Enfin, les personnels du MEN peuvent être mis à disposition, dans le cadre de conventions, auprès de différents organismes en France ou à l'étranger.

## 2. Des procédures transparentes de mobilité visant à garantir un traitement équitable des candidatures et favorisant l'adéquation profil/poste

Les lignes directrices de gestion académiques présentent les principes applicables en matière de gestion des demandes individuelles de mobilité afin de garantir un traitement équitable de l'ensemble des candidatures.

Les procédures de recrutement sont organisées dans le respect des principes énoncés dans le guide des bonnes pratiques « recruter, accueillir et intégrer sans discriminer »<sup>2</sup>.

Le calendrier spécifique des procédures concernées, les modalités de dépôt et de traitement des candidatures ainsi que les outils utilisés pour les différentes procédures concernées sont précisés dans les notes de services publiées sur le site internet de l'académie.

### 2.1. Les modalités de mise en œuvre de la mutation

Dans toute la mesure du possible et en fonction de l'intérêt du service, les **priorités de traitement** des demandes de mobilité définies par l'article L. 512-19 du code général de la fonction publique.

Les priorités légales sont les suivantes :

- Le rapprochement de conjoints ou de partenaires liés par un PACS ;
- La prise en compte du handicap ;
- L'exercice dans un quartier urbain où se posent des problèmes sociaux et de sécurité particulièrement difficiles ;
- La prise en compte de la situation du fonctionnaire, y compris d'une autre administration, dont l'emploi est supprimé et qui ne peut être réaffecté sur un emploi correspondant à son grade dans son service ;
- La prise en compte de la situation du fonctionnaire dont l'emploi est supprimé dans le cadre d'une restructuration de service. Cette priorité légale prime sur les autres priorités légales précitées. Sa mise en œuvre est prévue par le décret n° 2019-1441 du 23

---

<sup>2</sup> <https://www.education.gouv.fr/le-ministere-s-engage-pour-l-egalite-professionnelle-9284#guide>

décembre 2019 relatif aux mesures d'accompagnement de la restructuration d'un service de l'Etat ou de l'un de ses établissements publics.

Un agent candidat à mutation peut relever d'une seule ou de plusieurs priorités légales.

Pour pouvoir gérer l'importante volumétrie des demandes et garantir le respect des priorités légales de mutation, l'examen de ces demandes dans le cadre de la campagne annuelle de mutation, s'effectue, selon les filières, soit au moyen d'un barème (personnels enseignants des 1<sup>er</sup> et second degrés), soit au moyen d'une procédure de départage (personnels de la filière ATSS et d'encadrement).

Néanmoins, ces éléments n'ont qu'un caractère indicatif. L'administration conserve son pouvoir d'appréciation en fonction des situations individuelles, des besoins du service ou de tout autre motif d'intérêt général.

Les postes à profil/ postes spécifiques : les particularités de certains postes nécessitent des procédures spécifiques de sélection des personnels pour prendre en compte les compétences et/ou aptitudes et/ou qualifications requises et favoriser ainsi la bonne adéquation entre les exigences du poste et les capacités du candidat. Parmi les profils en adéquation avec le poste offert, les demandes des agents relevant d'une priorité légale seront jugées prioritaires.

Selon les filières, ces mobilités peuvent intervenir dans le cadre de la campagne annuelle et/ou en cours d'année au fil de l'eau.

## **2.1.1. Les modalités de mise en œuvre des détachements**

### **2.1.1.1. Les détachements au sein d'un corps du MEN**

L'académie veille à ce que ces accueils interviennent au regard des besoins des services et des établissements déterminés en fonction des capacités offertes, notamment à l'issue des concours et des opérations de mutation des personnels titulaires.

Elle s'assure que les compétences et les connaissances des candidats sont en adéquation avec les fonctions postulées. La procédure d'examen des candidatures permet de vérifier que les candidats présentent, outre les conditions réglementaires requises, les garanties suffisantes en termes de formation initiale et continue et une réflexion mûrie sur leur projet d'évolution professionnelle. Un projet mûri se caractérise par une forte motivation et une bonne connaissance des compétences attendues.

Le détachement est prononcé par décision de l'autorité compétente du MEN et de l'administration d'origine.

Les personnels détachés sont affectés en fonction des besoins du service. Ils bénéficient d'un parcours de formation adapté visant à faciliter l'acquisition des compétences nécessaires à l'exercice de leur métier.

Le détachement est révocable avant le terme fixé par l'arrêté de détachement, soit à la demande de l'administration d'accueil, soit à la demande de l'administration d'origine, soit à la demande du fonctionnaire détaché.

Trois mois au moins avant la fin de son détachement, l'agent formule auprès de l'autorité dont il dépend, soit une demande de renouvellement de détachement, soit une demande

d'intégration dans le corps d'accueil, soit une demande de réintégration dans son corps d'origine.

Deux mois au moins avant le terme de la même période, l'autorité compétente du MEN fait connaître au fonctionnaire concerné et à son administration d'origine sa décision de renouveler ou non le détachement ou, le cas échéant, sa proposition d'intégration dans le corps d'accueil.

### **2.1.1.2. Les détachements sortants**

L'importance, prépondérante pour la France, de l'action conduite par le réseau des établissements d'enseignement français à l'étranger, impose un objectif de qualité du recrutement des personnels appelés à y exercer. Un départ à l'étranger doit être réfléchi et mûri sur les plans professionnel, personnel et familial.

Cette expérience à l'étranger doit s'inscrire dans un parcours professionnel qui leur permettra de capitaliser de nouvelles compétences et être, dans toute la mesure du possible, valorisée lors de leur réintégration en France.

Les détachements sont prononcés sur le fondement des articles 14-6 et 14-7 du décret n° 85-986 du 16 septembre 1985.

Les personnels qui ont été retenus pour exercer dans un établissement de l'AEFE sont placés en position de détachement et rémunérés par l'opérateur, l'association ou l'établissement recruteur.

Le détachement n'est pas de droit et reste soumis à l'accord du MEN en raison des nécessités du service ou, le cas échéant, d'un avis rendu par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

Le détachement est accordé au fonctionnaire, par arrêté ministériel ou académique selon les corps concernés, pour une, deux ou trois années scolaires. La durée coïncide avec la période d'engagement - également fixée en années scolaires - mentionnée dans le contrat de travail proposé par l'opérateur, l'association ou l'établissement. Les contrats de travail ne peuvent proposer une durée d'engagement inférieure à une année scolaire.

Le détachement est renouvelable. Toutefois, afin de favoriser la mobilité des personnels, les agents, autres que les personnels d'encadrement, nouvellement détachés à l'étranger ne peuvent être maintenus dans cette position de détachement au-delà de six années scolaires consécutives. Par dérogation, cette durée peut être portée à neuf années scolaires consécutives lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient.

À l'issue de cette période, les agents doivent accomplir trois années de services effectifs en position d'activité dans les missions de leur corps avant de solliciter à nouveau un détachement. Ce dispositif, qui s'applique depuis le 1er septembre 2019, concerne les personnels obtenant un premier détachement ou un détachement pour un nouveau poste à l'étranger.

Les personnels recrutés par l'AEFE en qualité d'expatriés restent soumis à la durée du détachement définie dans le cadre de leurs missions.

## **2.1.2. Le principe de la double carrière des agents détachés**

Le fonctionnaire en position de détachement bénéficie du principe dit de la double carrière :

- il bénéficie des mêmes droits à l'avancement et à la promotion que les membres du corps d'accueil ;
- il est tenu compte, lors de sa réintégration dans son corps d'origine, du grade et de l'échelon qu'il a atteint ou auxquels il peut prétendre à la suite de la réussite à un concours ou à un examen professionnel ou de l'inscription sur un tableau d'avancement au titre de la promotion au choix dans son corps de détachement, sous réserve qu'ils lui soient plus favorables ;
- il est tenu compte immédiatement dans le corps de détachement du changement de grade ou de promotion à l'échelon spécial obtenu dans son corps ou cadre d'emplois d'origine, sous réserve qu'ils lui soient plus favorables ;
- il est tenu compte, lors du renouvellement de son détachement ou de son intégration dans le corps de détachement, de son avancement d'échelon (hormis l'échelon spécial) obtenu dans son corps d'origine.

## **3. L'académie informe ses personnels et les accompagne dans leurs démarches de mobilité**

L'académie accompagne les personnels dans leurs projets individuels de mobilité et d'évolution professionnelle ou dans le cadre de leur reconversion.

### **3.1. Le département de ressources humaines de proximité**

L'académie est engagée dans une démarche d'amélioration constante de sa politique d'accompagnement RH et de la qualité de son offre de service avec notamment la mise en place du département de ressources humaines de proximité.

Cette offre personnalisée peut être mobilisée pour une information, un accompagnement ou un conseil. Tout personnel qui le souhaite, quel que soit son statut, doit pouvoir bénéficier de cet appui qui mobilise l'ensemble des acteurs RH et de l'accompagnement des personnels de l'académie, du DRH aux conseillers RH de proximité, les encadrants de proximité que sont les chefs d'établissement et les inspecteurs, ainsi que les personnels sociaux et de santé, les référents égalité, handicap etc., au plus près de son lieu d'exercice, dans un lieu dédié et dans le respect des règles de confidentialité.

Par ailleurs, cet accompagnement personnalisé permet de recueillir les besoins de formation des personnels pour mieux y répondre dans le cadre de l'élaboration de l'offre académique de formation.

Cette gestion des ressources humaines de proximité s'incarne désormais par la mise en place d'une structure dédiée auprès du DRH, qui est chargée de définir une politique de mobilité (entrante, au sein de l'académie, sortante et incluant l'international) et de coordonner les différentes actions dans ce domaine.

### **3.2. Une information tout au long du processus**

L'académie organise la mobilité de ses personnels dans le cadre de campagnes et veille à garantir, tout au long de ces procédures, la meilleure information de ses personnels.

### **3.2.1. En amont et pendant les processus de mobilité**

Les personnels accèdent à des informations relatives aux différents processus de mobilité sur le site internet de l'académie.

L'administration accompagne les personnels, dans les différents outils dédiés, tout au long des différentes étapes des processus de mobilité : confirmation des demandes de mutation et transmission des pièces justificatives ; demandes tardives, modification de demande de mutation, corrections d'éléments relatifs à la situation personnelle de l'agent, demandes d'annulation et pour les ATSS, avis émis sur la demande de mutation.

L'administration communique aux agents, selon les corps, leurs barèmes pour la mutation et les caractéristiques retenues pour le départage. Un délai de quinze jours leur est accordé pour leur permettre de compléter ou rectifier les pièces nécessaires à l'évaluation de leur situation.

L'administration communique aux personnels les résultats des mutations dans les différents outils dédiés ainsi que les résultats des détachements.

Par ailleurs, l'académie communique aux organisations syndicales représentées au comité technique académique ou aux comités techniques ministériels, annuellement au plus tard au mois de novembre, les listes nominatives de l'ensemble des personnels comportant leurs corps et affectations, avec une date d'observation au 1er septembre.

### **3.2.2. Après les processus de mobilité**

Les personnels peuvent former un recours administratif contre les décisions individuelles défavorables prises au titre de l'article L. 512-18 du code général de la fonction publique lorsqu'ils n'obtiennent pas de mutation ou lorsque devant recevoir une affectation, ils sont mutés dans un département ou une zone ou sur un poste qu'ils n'avaient pas demandé(e).

Dans ce cadre, ils peuvent choisir un représentant désigné par une organisation syndicale représentative de leur choix pour les assister.

Afin de favoriser la prise de fonctions des agents mutés ou en primo affectation, le ministère s'attache à développer l'adaptation à l'emploi de ses personnels. Des formations et accompagnement des personnels sont ainsi organisés pour faciliter l'adaptation de leurs compétences aux exigences de leurs postes.

Afin de prendre en compte les spécificités des différents corps, les présentes lignes directrices de gestion sont complétées par 3 annexes déclinant les orientations générales et les principes régissant les procédures de mutation aux :

- personnels enseignants des premier et second degrés, d'éducation et aux psychologues de l'éducation nationale ;
- personnels administratifs, techniques, sociaux et de santé ;
- personnels d'encadrement : personnels de direction (affectation des lauréats de concours).

**Fait à Nice, le 25 mars 2026**

**La rectrice de l'académie de Nice**

**Natacha CHICOT  
SIGNE**

# ANNEXE 1

## Lignes directrices de gestion académiques relatives à la mobilité des personnels enseignants des premier et second degrés, d'éducation et des psychologues de l'éducation nationale

*Précision de lecture : dans l'annexe 1, l'année « N » est l'année au titre de laquelle est organisé le mouvement.*

### 1. Les caractéristiques communes des mouvements des enseignants du premier degré et des personnels du second degré<sup>3</sup>

#### 1.1. L'organisation de mouvements annuels

Le mouvement des personnels enseignants des premier et second degrés, d'éducation et des psychologues de l'éducation nationale connaît deux phases.

Pour le premier degré, une phase interdépartementale permettant aux enseignants de pouvoir changer de département, suivie d'une phase intra-départementale pour les enseignants qui doivent recevoir une première affectation dans le département ou qui réintègrent un poste après une période de détachement, de disponibilité ou de congé de longue durée et pour ceux qui souhaitent changer d'affectation au sein de leur département. Doivent également participer au mouvement intra-départemental les enseignants du premier degré ayant perdu leur poste à la suite d'une période de congé parental.

Les inspecteurs d'académie-directeurs académiques des services de l'éducation nationale procèdent aux changements de département des personnels enseignants du premier degré, sur proposition du ministre chargé de l'éducation nationale, et sous la responsabilité des recteurs/rectrices.

Pour le second degré, une phase interacadémique est organisée, suivie de la phase intra-académique. Les personnels participent au mouvement pour demander une mutation, obtenir une première affectation, ou retrouver une affectation dans le second degré (réintégration).

Le rectorat prononce les premières et nouvelles affectations des personnels nommés dans l'académie.

Compte tenu de leur importante volumétrie, l'examen des demandes de mutation des enseignants du premier degré et des personnels du second degré dans le cadre des mouvements intra-départementaux et du mouvement intra-académique s'appuie sur des **barèmes permettant un classement équitable des candidatures.**

---

<sup>3</sup> Les termes de « personnels du second degré » désignent dans l'ensemble de cette annexe « les personnels enseignants du second degré, d'éducation et les psychologues de l'éducation nationale »

Outre les priorités de l'article L. 512-19 du code général de la fonction publique, les barèmes des mouvements des personnels des premier et second degré traduisent également celles du décret 2018-303 du 25 avril 2018 relatif aux priorités d'affectation des membres de certains corps mentionnés à l'article L. 414-2 dudit code :

- agents touchés par des mesures de carte scolaire,
- agents sollicitant un rapprochement avec le détenteur de l'autorité parentale conjointe dans l'intérêt de l'enfant,
- agents exerçant dans un territoire ou une zone rencontrant des difficultés particulières de recrutement,
- agents formulant chaque année une même demande de mutation, ancienneté de la demande,
- agents justifiant d'une expérience et d'un parcours professionnel.

## **1.2. Le développement des postes spécifiques**

Les particularités de certains postes nécessitent des procédures spécifiques de sélection des personnels pour prendre en compte les qualifications et/ou compétences et/ou aptitudes requises et favoriser ainsi la bonne adéquation entre les exigences du poste et le profil du candidat.

L'académie souhaite développer le recours aux procédures de sélection et d'affectation sur les postes spécifiques aux niveaux intra-académique et intra-départemental.

Dans le cadre du mouvement intra-académique, le recteur ou la rectrice s'attache à identifier, en lien avec les corps d'inspection et avec les chefs d'établissement, les postes spécifiques requérant des qualifications, compétences ou aptitudes particulières au regard des besoins locaux et des spécificités académiques. Ils veillent à développer l'attractivité de ces postes et leur taux de couverture.

Afin de permettre à un large vivier de candidats de prendre connaissance des postes offerts et de leurs particularités, les recteurs ou les rectrices sont invités, en lien avec les corps d'inspection, à présenter de façon détaillée les caractéristiques des postes académiques spécifiques offerts et les compétences attendues et à assurer leur ample diffusion.

Lors de la phase départementale du mouvement des enseignants du premier degré, les inspecteurs d'académie-directeurs académiques des services de l'éducation nationale sont également invités à identifier et proposer certains postes en affectations spécifiques. Le processus de sélection sur postes à profil du premier et second degré respecte les principes énoncés dans le guide des bonnes pratiques « recruter, accueillir et intégrer sans discriminer »

L'académie prend en compte **l'égalité professionnelle** entre les femmes et les hommes dans le choix des personnels retenus sur l'ensemble de ces postes spécifiques.

## **1.3. L'accompagnement des personnels tout au long de leur démarche de mobilité**

L'académie organise la mobilité de ses personnels dans le cadre des mouvements interdépartemental et intra-académique et veille à garantir, tout au long de ces procédures, la meilleure information de ses personnels.

- **En amont des processus de mobilité**

Les personnels enseignants des premier et second degrés, d'éducation et PsyEN sont destinataires d'informations sur les différents processus de mobilité via le portail agent et le site internet académique.

- **Pendant les processus de mobilité**

Dans le cadre des mouvements intra-académique et intra-départemental, des dispositifs d'accueil téléphonique et d'information sont mis en place afin d'accompagner les personnels dans leur processus de mobilité.

- **Après les processus de mobilité**

Le jour des résultats d'affectation des mouvements, les candidats reçoivent communication du résultat de leur demande par message i-prof.

Dans le message i-prof, des **informations individuelles** sont communiquées aux candidats afin de leur permettre de mieux situer leur candidature au sein du mouvement en ce qui concerne leur premier vœu.

En outre, des **données plus générales**, disponibles à partir des applications informatiques, sur les résultats des mouvements seront mises à la disposition des personnels sur le site internet académique.

Ces données ne doivent pas conduire à dévoiler des éléments relatifs à la situation personnelle des intéressés, dont la communication porterait atteinte à la protection de leur vie privée.

## **1.4. Le déroulement des opérations des mouvements intra-départemental et intra-académique**

Les calendriers des mouvements intra-départemental et intra-académique sont précisés dans des notes de service annuelles publiées sur le site internet académique.

### **1.4.1. Formulation des demandes**

Les demandes de mobilité se font exclusivement par le portail « I-Prof » accessible en suivant le lien [www.education.gouv.fr/iprof-siam](http://www.education.gouv.fr/iprof-siam). Ce portail :

- propose des informations sur le mouvement,
- permet de saisir les demandes,
- affiche les barèmes des candidats,
- diffuse les résultats des mouvements.

Les personnels de catégorie A détachés dans un corps des personnels enseignants des premier et second degrés, d'éducation ou dans le corps des psychologues de l'éducation nationale ne sont pas autorisés à participer aux opérations des mouvements de leur corps d'accueil.

#### **Cas particulier des psychologues de l'éducation nationale :**

- Les modalités relatives au traitement de la demande de participation au mouvement intra-académique des professeurs des écoles psychologues scolaires non intégrés dans le corps des psychologues de l'éducation nationale sont précisées dans les lignes directrices de gestion

académiques, y compris pour les professeurs des écoles détenteurs du diplôme d'Etat de psychologie scolaire (DEPS). Ces derniers ne peuvent obtenir un poste de psychologue de l'éducation nationale dans le cadre du mouvement intra-académique qu'à la condition qu'ils demandent une intégration ou un détachement dans le corps des psychologues de l'éducation nationale.

- Les personnels appartenant au corps des psychologues de l'éducation nationale constitué par le décret 2017-120 du 1er février 2017 ne peuvent participer qu'au seul mouvement intra-académique organisé dans leur spécialité « éducation, développement et apprentissage » ou « éducation, développement et conseil en orientation scolaire et professionnelle »

Par dérogation aux dispositions de droit commun en vigueur, les professeurs des écoles détachés lors de la constitution initiale du corps des psychologues de l'éducation nationale ont la possibilité de choisir entre une participation au mouvement intra-académique des psychologues de l'éducation nationale spécialité « éducation, développement et apprentissage » ou au mouvement intra-départemental des personnels du premier degré. S'ils obtiennent une mutation dans le cadre du mouvement intra-départemental des personnels du premier degré, il sera mis fin à leur détachement. Toute double participation entraînera automatiquement l'annulation de la demande de mutation au mouvement intra-départemental organisé pour les personnels du premier degré.

#### **1.4.2. Transmission des confirmations de demande**

**Dans le premier degré**, les demandes de mutation saisies dans MVT1D génèrent des accusés de réception (sans barème, avec barème initial et avec barème validé) permettant aux candidats de vérifier, d'attester voire faire corriger les éléments constitutifs de leur barème selon les modalités précisées dans les circulaires départementales.

**Dans le second degré**, après la clôture des vœux, l'agent doit télécharger et éditer le formulaire de confirmation de demande de mutation sur l'application SIAM, via I-Prof.

Ce formulaire, signé, accompagné des pièces justificatives et **éventuellement corrigé manuscritement**, doit être déposé de manière dématérialisée sur une plateforme dédiée, selon les modalités précisées dans la circulaire académique annuelle.

#### **1.4.3. Modification et annulation d'une demande de mutation**

L'annulation totale de la participation au mouvement est permise pour les agents actuellement affectés à titre définitif. Elle n'est pas possible pour les participants obligatoires.

Dans le second degré, après avoir confirmé leur demande de mutation, jusqu'à une date fixée dans les notes de services annuelles, les candidats peuvent demander la modification de leur demande afin de tenir compte d'un enfant né ou à naître, d'une mutation imprévisible du conjoint, ou demander à annuler leur demande de participation.

#### **1.4.4. Demandes tardives**

Pour les enseignants du second degré, les modifications de demandes et les demandes d'annulation doivent être adressées au rectorat avant la date fixée dans la note de service publiée sur le site internet académique. Elles ne sont recevables que dans les cas limitatifs suivants :

- Décès du conjoint ou d'un enfant ;
- Mutation du conjoint dans le cadre d'un autre mouvement de fonctionnaire ;

- Perte d'emploi ou mutation imprévisible et imposée du conjoint ;
- Situation médicale aggravée d'un enfant.

#### **1.4.5. Consultation des barèmes**

**La vérification des vœux et le calcul du barème relèvent de la compétence des IA-DASEN pour le premier degré et du recteur ou de la rectrice pour le second degré.**

**Le barème apparaissant lors de la saisie des vœux correspond aux informations déclarées par le candidat et ne constitue pas le barème définitif.**

Dans le cadre des mouvements intra-départementaux et intra-académique, une phase de 15 jours est prévue afin de permettre au participant de prendre connaissance de son barème et, le cas échéant, d'en demander la rectification au vu des éléments de son dossier.

#### **1.4.6. Résultats des mouvements**

**Mention légale :** Les décisions individuelles prises dans le cadre des mouvements intra-départementaux et du mouvement intra-académique donnent lieu à la mise en œuvre d'un traitement algorithmique, au regard des besoins d'enseignement, en prenant en compte la situation familiale, professionnelle et personnelle des agents concernés, dans le respect des priorités légales et réglementaires en matière de mobilité des fonctionnaires.

## **2. Les caractéristiques du mouvement des enseignants du premier degré**

Le mouvement intra-départemental est optimisé dès lors qu'il intègre un maximum de postes ainsi que de nouveaux participants.

De ce fait, le mouvement automatisé gagne à se dérouler le plus tardivement possible dans l'année scolaire afin d'intégrer un maximum de situations nouvelles et de limiter les ajustements manuels. Ces ajustements manuels prennent la forme d'affectations à titre provisoire. De manière exceptionnelle, ils pourront se dérouler jusqu'à la fin du mois d'août pour couvrir les supports libérés pendant l'été.

Dans l'intérêt des élèves et des personnels et afin de ne pas désorganiser les classes et optimiser l'affectation des enseignants, l'ensemble des opérations de mobilité est finalisé le plus en amont de la rentrée scolaire.

### **2.1. Les participants**

Chaque mouvement départemental est ouvert aux enseignants du premier degré qui désirent changer d'affectation ou qui doivent obligatoirement participer au mouvement.

Afin d'éviter la multiplication des affectations à titre provisoire qui génèrent l'instabilité des équipes enseignantes, il convient de faire participer le plus grand nombre d'enseignants au mouvement intra-départemental.

C'est ainsi que doivent obligatoirement participer au mouvement :

- les personnels dont le poste à titre définitif a fait l'objet d'une mesure de carte scolaire ;
- les entrants dans le département suite au mouvement interdépartemental ;
- les personnels titulaires affectés à titre provisoire durant l'année précédente ;

- les personnels qui reprennent leurs fonctions dans le département à la suite d'une réintégration après détachement, disponibilité ou congé de longue durée ;
- les personnels ayant perdu leur poste à la suite d'une période de congé parental ;
- les fonctionnaires stagiaires nommés au 1<sup>er</sup> septembre N-1 de l'année du mouvement considérée ; - les personnels en sortie de poste adapté.

### **Cas particuliers dans les Alpes-Maritimes :**

Doivent également participer au mouvement,

- les personnels en délégation rectorale depuis le 1<sup>er</sup> septembre N-1 qui souhaitent ne plus conserver leur poste (demande à formuler avant l'ouverture du serveur),
- les personnels bénéficiant de délégations rectorales depuis le 1<sup>er</sup> septembre N-2 (à l'exception des personnels ayant assuré un intérim de direction dans leur école pendant deux ans).

Les agents placés en congé parental ou congé longue durée entre le 1<sup>er</sup> septembre N-2 et le 31 août N-1 et ayant d'ores et déjà sollicité une réintégration prenant effet au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre N conservent le bénéfice de leur affectation à titre définitif. Les agents n'ayant pas demandé leur réintégration à l'ouverture du serveur perdent le bénéfice de leur affectation à titre définitif.

Les agents placés en congé parental ou congé longue durée depuis le 1<sup>er</sup> septembre N-1, qu'ils aient ou pas sollicité leur réintégration au 1<sup>er</sup> septembre N, conservent le bénéfice de leur affectation à titre définitif.

La participation des personnels sans poste qui réintègrent de congé parental ou congé longue durée après le 1<sup>er</sup> septembre N n'est pas requise. Les demandes de réintégration devront être formulées deux mois au moins avant la date effective de reprise. Une affectation provisoire tenant compte de la résidence familiale sera proposée par l'administration. La participation sera obligatoire au mouvement N+1.

### **Cas particuliers dans le Var :**

Personnels réintégrant de congé parental : en raison des nouvelles dispositions règlementaires introduites par le décret 2020-529 du 5 mai 2020, les enseignants placés en congé parental conservent leur poste, s'ils sont nommés à titre définitif, durant les 6 premiers mois du congé. La participation au mouvement peut donc varier en fonction de la date de réintégration ainsi que de la situation administrative antérieure au congé :

- 1er cas : L'enseignant est nommé à titre provisoire et réintègre de congé parental au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre N. La participation est obligatoire sans priorité au titre de la réintégration.
- 2ème cas : L'enseignant est nommé à titre définitif et réintègre au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre N après une période de congé parental inférieure ou égale à 6 mois. Il retrouve son poste sans obligation de participer au mouvement. S'il participe au mouvement, il ne peut bénéficier de la priorité au titre de la réintégration.
- 3ème cas : L'enseignant est nommé à titre définitif et réintègre au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre N après une période de congé parental supérieure à 6 mois. Il doit obligatoirement participer au mouvement. Il peut bénéficier d'une priorité au titre de la réintégration dans les conditions fixées dans la présente note de service (cf. page 20).
- 4ème cas : Les enseignants qui réintègrent après le 1<sup>er</sup> septembre N ne doivent pas participer au mouvement. Les demandes de réintégration devront être formulées au moins 1 mois avant la date effective de reprise. Une affectation à titre provisoire leur sera proposée après entretien.
- Les personnes ayant annulé une demande de retraite après le 1<sup>er</sup> mars de l'année N du mouvement considéré.

A titre facultatif, participent au mouvement les personnels titulaires d'un poste à titre définitif qui souhaitent changer d'affectation. La non-obtention d'un des postes demandés lors des vœux conduit automatiquement au maintien de l'agent sur le poste actuel.

## 2.2. La publication des postes

Dans chacun des deux départements, tout poste est susceptible d'être vacant du fait du mouvement des personnels. La liste des postes publiée est indicative et non exhaustive ; s'ajoutent, en effet, tous les postes qui se libèrent en cours de mouvement. Il est donc conseillé aux candidats de ne pas limiter les vœux formulés lors de cette phase aux seuls postes mentionnés comme vacants.

## 2.3. La formulation des vœux

Tous les participants à la phase départementale (participants obligatoires et non-obligatoires) procèdent à la saisie de leurs vœux sur le serveur MVT1D via IPROF.

40 vœux au maximum peuvent être formulés. Parmi ces 40 vœux, l'ensemble des participants pourra formuler des vœux simples » et des vœux « groupes ». Les participants obligatoires doivent obligatoirement formuler au moins 1 vœu groupe de type « MOB » (voir définition ci-après).

***Le non-respect de cette règle peut entraîner une affectation à titre définitif hors vœux sur tout poste resté vacant.***

- **Les vœux « simples »** expriment le souhait d'exercer dans une école et sur une nature de support précise (adjoint maternelle, élémentaire, brigade départemental, titulaire de secteur, SEGPA, ULIS...). Ils peuvent être exprimés par tous les participants
- **Les vœux « groupes » (cf. Listes 2.6.1)** correspondent à différentes compositions possibles :

- Ils peuvent être constitués de natures de supports identiques dans une même commune (groupe de type « Assimilé commune – AC », c'est-à-dire les anciens vœux « communes » ;

**Précision importante** : un vœu groupe de type commune n'existe que si plusieurs postes de même nature constituent une « famille de postes ». Si une commune ne comporte qu'une seule école élémentaire, le vœu groupe commune « ECEL » n'est pas proposé car il n'y a pas de « famille de postes ». MVT1D considère, à juste titre, qu'il s'agit d'un vœu simple.

- Ils peuvent être constitués de natures de supports identiques situés dans des communes différentes (groupes de type « Autres – A », c'est-à-dire les anciens vœux « secteur » et « regroupement de communes » ;

- Enfin, ils peuvent être constitués de natures de supports différentes situés dans des communes différentes (groupe de type « Autres – A- MOB), c'est-à-dire les anciens vœux de « zone large »

Pour ces vœux « MOB », les natures de supports sont regroupées de la manière suivante :

➤ Dans les Alpes Maritimes

- Groupe « Enseignement » (élémentaire, maternelle, décharges totales de direction, adjoint fléché anglais, TS...)
- Groupe ASH (ULIS, SEGPA, enseignant spécialisé, RASED...)
- Groupe Remplacement (brigade ASH, brigade départementale)

➤ Dans le Var

- Groupe « Enseignement » : Adjoints de classe élémentaire (ECEL), Adjoints de classe maternelle (ECMA), Décharges totales de direction (DCOM)
- Groupe « ASH » : Ulis école TFC, Enseignants en SEGPA, RASED à dominante pédagogique et relationnelle),
- Groupe « Remplacement » : Titulaires Remplaçants Brigade (TRB), Titulaires Secteur (TS)

Dans les deux départements, les différentes sortes de « vœux groupes » peuvent être formulées par l'ensemble des participants.

Au sein de chaque groupe, par défaut, c'est l'ordonnancement des postes prévu par le département qui est pris en compte dans l'algorithme. Les candidats peuvent modifier l'ordre des postes défini par le département au sein d'un groupe. L'algorithme examine l'ordre précis défini par le participant (ou par défaut par le département).

Il est fortement recommandé de multiplier, au-delà des vœux « simples », les vœux « groupes » regroupant des natures de supports identiques qui permettent une affectation sur une nature de support choisie.

Pour les agents n'ayant pas respecté leur obligation de participation au mouvement, une affectation à titre définitif sera recherchée après examen de l'ensemble des autres demandes.

## **2.4. Les affectations : critères de classement et éléments de barème**

En dehors des affectations sur poste à profil pour chaque département, l'examen des demandes de mutation intra-départementale des enseignants du premier degré s'appuie sur des barèmes définis dans les présentes lignes directrices de gestion.

La modalité normale d'affectation pour un enseignant est l'affectation à titre définitif. Des affectations à titre provisoire sont néanmoins nécessaires mais ce type d'affectation doit rester le plus résiduel possible (affectation d'enseignants n'ayant pas les titres requis pour un poste, enseignants devant participer obligatoirement au mouvement n'ayant obtenu satisfaction sur aucun de ses vœux, y compris ses vœux MOB, etc.).

L'algorithme du mouvement examine les vœux de la manière suivante :

1. Priorité
2. Barème
3. Rang du vœu

4. Sous-rang de vœu (les participants peuvent ordonnancer les natures de supports au sein des vœux groupes)

En cas d'égalité stricte entre ces quatre critères, application des discriminants :

- Ancienneté Générale de service
- Ancienneté de fonctions Enseignant du 1<sup>er</sup> degré
- Distas : discriminant obligatoire attribuant, à chaque candidat, un numéro unique aléatoire. Le droit des personnes à un traitement équitable lors de l'examen de leur demande de mutation est garanti.

L'utilisation du barème a pour objet de donner des indications pour la préparation des opérations de mutation et d'affectation. Il permet le classement des demandes ainsi que l'élaboration des projets de mouvement ; il constitue un outil de préparation aux opérations de gestion.

Le barème revêtant un caractère indicatif, chaque IA-DASEN conserve son pouvoir d'appréciation en fonction des situations individuelles, des besoins du service ou de tout autre motif d'intérêt général.

**Deux barèmes-sont communs aux Alpes Maritimes et au Var :**

- **Barème 1 : applicable aux postes de direction**
- **Barème 2 : applicable aux postes d'adjoint, titulaire remplaçant, adjoints spécialisés et Titulaires Secteur**

**Le département des Alpes Maritimes conserve un troisième barème (Barème 3) applicable aux postes à exigences particulières.**

Le barème traduit la prise en compte des priorités légales de mutation prévues par l'article L. 512-19 du code général de la fonction publique et le décret n° 2018-303 du 25 avril 2018 relatif aux priorités d'affectation des membres de certains corps mentionnés à l'article L. 414-2 du code général de la fonction publique. Il contribue à la mise en œuvre de la politique en matière d'affectation des personnels définie par les lignes directrices de gestion académique.

Dans toute la mesure compatible avec le bon fonctionnement du service, les affectations prononcées tiennent compte ainsi des demandes formulées par les intéressés.

Les priorités légales sont les suivantes :

- rapprochement de conjoints ;
- fonctionnaires en situation de handicap ;
- agents exerçant dans les quartiers urbains où se posent des problèmes sociaux et de sécurité particulièrement difficiles ;
- agents concernés par une mesure de carte scolaire ;
- agents sollicitant un rapprochement avec le détenteur de l'autorité parentale conjointe dans l'intérêt de l'enfant ;
- agents exerçant dans un territoire ou une zone rencontrant des difficultés particulières de recrutement ;
- agents formulant chaque année une même demande de mutation, ancienneté de la demande
- agents justifiant d'une expérience et d'un parcours professionnel.

## 2.4.1. Prise en compte des priorités légales

### Mesures de carte scolaire

#### Modalités de désignation de l'agent concerné par une mesure de carte scolaire, communes aux deux départements

Le dernier personnel arrivé dans l'école ou le groupe scolaire sauf s'il y a un volontaire sur la même nature de support que celui fermé (ou bloqué dans les Alpes Maritimes).

Dans une école dotée d'une décharge totale, le dernier personnel arrivé sera déterminé sur l'ensemble des adjoints, y compris celui qui est affecté sur la décharge totale (DCOM).

A ancienneté égale dans l'école, les personnels seront départagés comme suit :

#### Dans les Alpes Maritimes

- Par le barème du mouvement de l'année N (en cas de congé parental, la durée de ce congé n'est pas pénalisante dans le calcul de l'ancienneté de nomination dans l'école). En cas de changement de support dans une même école, l'ancienneté sera celle de la dernière fonction occupée.

#### Dans le Var

- Par le barème du mouvement de l'année d'affectation

Dans le cas où une mesure de carte scolaire porte sur un agent ayant obtenu son poste par priorité médicale sur vœu « école », l'avis du médecin de prévention sera sollicité. Cet avis pourra éventuellement conduire à une dispense de MCS pour l'agent concerné.

**La bonification s'applique à partir du vœu correspondant au poste perdu. Il reste possible de renoncer au bénéfice d'une mesure de carte. Dans ce cas, aucune priorité de retour ni bonification ne sera accordée. La participation au mouvement reste obligatoire.**

#### Cas des écoles primaires

Dans une école élémentaire comportant des classes maternelles, le dernier personnel arrivé sera déterminé sur l'ensemble des adjoints, quel que soit le niveau où porte la fermeture. Si le dernier arrivé dans l'école n'est pas affecté sur le niveau où porte le retrait d'emploi, le dernier nommé dans le niveau concerné par le retrait d'emploi est réaffecté sur le poste libéré par le dernier nommé dans l'école sans participation au mouvement.

Ex : fermeture d'un poste d'adjoint élémentaire. Le dernier personnel nommé est en maternelle. L'adjoint élémentaire est réaffecté sur un poste d'adjoint maternelle. La mesure de carte scolaire est appliquée à l'adjoint maternelle.

#### Modalités de désignation en cas de restructuration d'école

- Transfert d'emplois d'une école (mat, élem, primaire) vers une autre école

Les adjoints concernés par le transfert sont réaffectés sur un poste de même nature dans la nouvelle école sans participation au mouvement.

Si le transfert concerne tous les emplois et qu'une école ferme, le directeur est réaffecté sur un poste d'adjoint de l'école d'accueil sans participation au mouvement. S'il participe au mouvement et exprime des vœux de direction, il bénéficie des bonifications de mesure de carte scolaire selon les critères précisés au paragraphe relatif aux modalités de traitement de la mesure de carte scolaire et définies dans le département, à savoir :

- Dans les Alpes Maritimes : bonification sur tout vœu de direction auxquels s'ajoutent 10 points/année d'ancienneté dans la direction occupée.
- Dans le Var : bonification de carte scolaire sur tout vœu de direction de même nature (même groupe indemnitaire lié aux nombres de classes) dans le secteur de commune, la commune et communes limitrophes.

Transferts d'emplois d'une école (maternelle, élémentaire, primaire) vers plusieurs écoles de la commune : préalablement à l'ouverture du mouvement, les adjoints sont invités à hiérarchiser les écoles d'accueil et sont réaffectés sur un poste de même nature, sans participation au mouvement, en fonction de leur barème. L'ancienneté de poste n'est pas conservée.

Si le transfert concerne tous les emplois et qu'une école ferme, le directeur est réaffecté, sans participation au mouvement, sur un poste d'adjoint de l'école pour laquelle il a exprimé sa préférence.

S'il participe au mouvement et exprime des vœux de direction, il bénéficie :

- Dans les Alpes Maritimes : de 400 et 200 points sur tous vœux de direction selon les critères précisés au paragraphe relatif aux modalités de traitement de la mesure de carte scolaire auxquels s'ajoutent 10 points/année d'ancienneté dans la direction occupée.
- Dans le Var : de la bonification de carte scolaire sur tout vœu de direction de même nature (même groupe indemnitaire lié aux nombres de classes) dans le secteur de commune, la commune et communes limitrophes.

Dispositifs « Accueil des moins de trois ans » : en cas de fermeture d'un dispositif d'emploi, l'agent bénéficie d'une priorité absolue sur les postes d'adjoint de l'école. S'ajoutent des bonifications de 400 et 200 points sur tout autre dispositif (poste de même nature) et sur tout poste d'adjoint selon les critères précisés au paragraphe relatif aux modalités de traitement de la mesure de carte scolaire.

Défléchage de poste langue vivante sans retrait d'emploi concomitant (hors dispositifs bilingues dans le Var): En cas de fermeture de poste fléché suivie de sa transformation en poste d'adjoint : réaffectation sur le poste banalisé, sans participation au mouvement. Si l'agent concerné participe au mouvement, il bénéficie des bonifications de 400 et 200 points sur tous vœux de poste fléché selon les critères précisés au paragraphe relatif aux modalités de traitement de la mesure de carte scolaire.

Modification du rattachement administratif : La modification du rattachement administratif d'un support relevant d'un réseau (réseau d'aide ou zone de remplacement) n'est pas considérée comme une mesure de carte scolaire.

## **SPECIFICITES DANS LES ALPES MARITIMES**

Dans un groupe scolaire, le dernier personnel arrivé sera déterminé sur l'ensemble des adjoints du groupe scolaire. Si le dernier arrivé dans le groupe scolaire n'est pas affecté sur l'école où

porte le retrait d'emploi, le dernier nommé dans l'école concernée par le retrait d'emploi est réaffecté sur le poste libéré par le dernier nommé dans le groupe scolaire sans participation au mouvement.

Ex : fermeture d'un poste d'adjoint à Mixte 1. Le dernier personnel nommé est à Mixte 2. L'adjoint de mixte 1 est réaffecté sur un poste d'adjoint de Mixte 2. La mesure de carte scolaire est appliquée à l'adjoint de Mixte 2.

Dans une école concernée par un retrait d'emploi et un défléchage, le dernier personnel arrivé sera déterminé sur l'ensemble des adjoints. Si le dernier arrivé est le titulaire du poste fléché, la mesure de carte scolaire lui est appliqué.

Si le dernier arrivé dans l'école n'est pas titulaire du poste fléché, il sera recherché le dernier nommé sur support d'adjoint élémentaire sans spécialité dans l'école. L'agent titulaire du poste fléché sera réaffecté sur le poste libéré par l'agent touché par mesure de carte scolaire sans participation au mouvement.

Retrait d'emploi RASED : le dernier personnel arrivé sera déterminé sur l'ensemble des personnels occupant les mêmes fonctions au sein de la circonscription. Si le dernier arrivé dans la circonscription n'est pas affecté sur l'emploi retiré, il relèvera d'une mesure de carte scolaire. L'agent dont le poste est fermé est réaffecté, sans participation au mouvement, sur le poste libéré par le dernier nommé dans la circonscription.

L'agent touché par mesure de carte scolaire bénéficie d'une priorité absolue sur tout poste de même nature de la circonscription, une priorité 4 sur les postes de même nature des autres circonscriptions et 400 points de bonification sur tout poste de même nature.

Il bénéficiera en outre d'une priorité 11 et d'une bonification de 200 points sur tout poste de RASED ne correspondant pas à sa valence.

Ex : un RASED dominante pédagogique est touché par mesure de carte scolaire. Il bénéficie d'une priorité absolue sur tout poste de RASED dominante pédagogique de sa circonscription, une priorité 4 sur les autres circonscriptions et 400 points sur tout poste de RASED Dominante pédagogique. S'il exprime des vœux de RASED dominante relationnelle, ceux-ci seront affectés d'une priorité 11 et 200 points de bonification.

Mesures de carte scolaire consécutives : les personnels concernés bénéficient d'une bonification de 10 points par mesures de carte scolaire successives applicable au barème « adjoint » uniquement.

Changement dans le fléchage du poste : en cas de modification de la langue d'un poste fléché au sein d'une école, les bonifications et priorités sont accordées sans tenir compte de la langue vivante enseignée : si l'agent est habilité dans la nouvelle langue enseignée, réaffectation sur le nouveau poste fléché, sans participation au mouvement. Si l'agent concerné participe au mouvement, il bénéficie des bonifications de 400 et 200 points sur tous vœux de poste fléché selon les critères précisés au paragraphe relatif aux modalités de traitement de la mesure de carte scolaire.

Titulaire secteur : en cas de fermeture d'un poste de TS, priorité absolue sur les postes de TS de la circonscription, priorité 2 sur les TS des autres circonscriptions et 200 points sur les postes d'adjoint.

Dispositions appliquées aux directeurs d'école changeant de groupe de rémunération ou de décharge suite à une fermeture de classe : les directeurs ne sont pas dans l'obligation de

participer au mouvement. En cas de participation, une bonification de 15 points sera appliquée aux vœux de direction.

## **SPECIFICITES DANS LE VAR**

Primarisation (fusion maternelle/élémentaire) sans fermeture de classe : les personnels sont transférés sans participation au mouvement. Le directeur le plus récemment nommé dans l'une des 2 écoles peut, soit retrouver un poste d'adjoint dans la nouvelle école issue de la fusion soit demander une priorité pour des postes de direction de même nature (nbre de classes) selon les modalités de traitement de la mesure de carte scolaire.

Pour les différents cas envisagés et si, à l'occasion de l'opération de restructuration, un emploi est retiré, le dernier nommé bénéficiera d'une mesure de carte scolaire

Fermeture d'une classe entraîne la diminution de la décharge de direction, l'enseignant(e) concerné(e) peut rester dans l'école sans obligation de participer au mouvement. S'il souhaite participer, il bénéficie d'une bonification pour une direction de même nature (même groupe lié aux nombres de classes) dans la commune, secteur de commune ou communes limitrophes.

Titulaires de secteur : En cas de postes fractionnés insuffisant, le dernier TS nommé à titre définitif dans la circonscription se verra proposé un poste de repli à titre provisoire pour l'année en priorité lors de la phase manuelle d'ajustement fin juin.

La priorité « mesure de carte scolaire » demeure valable durant 3 années scolaires sur l'établissement où le poste a été fermé.

### **Modalités de traitement communes aux deux départements**

Les agents concernés par une mesure de carte scolaire bénéficient d'une priorité pour retrouver à titre définitif un poste de même nature **dans leur école ou au plus proche de celle-ci.**

L'examen de cette priorité ne se déclenche qu'à partir de la saisie du vœu correspondant au poste perdu, quel que soit le rang de ce dernier dans la liste des vœux. Cependant, tout vœu de rang supérieur sera considéré comme un vœu de mutation pour convenance personnelle, sans bonification ni priorité.

La priorité s'applique selon l'ordre suivant :

1/ Priorité absolue (P1) sur le vœu simple correspondant au poste perdu ;

2/ 400 points sur tout vœu sur poste de même nature dans :

- le secteur de commune concerné (pour les communes qui en disposent),
- la commune concernée,
- les communes limitrophes ;

3/ 200 points sur les vœux sur poste de même nature, conditionnés à la formulation d'au moins un vœu relevant de la bonification à 400 points et formulés en rang inférieur aux vœux bonifiés à 400 points.

## **Demandes formulées au titre du handicap**

L'article 2 de la loi du 11 février 2005 portant sur l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées donne une nouvelle définition du handicap : « constitue un handicap toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie par une personne dans son environnement en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidant ».

Une bonification de barème **de 15 points** au titre du handicap est attribuée aux bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi du 11 février 2005 précitée et qui concerne :

- les travailleurs reconnus handicapés par la Commission des droits et de l'autonomie (RQTH) ;
- les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ayant entraîné une incapacité permanente au moins égale à 10% et titulaires d'une rente attribuée au titre du régime général de sécurité sociale ou de tout autre régime de protection sociale obligatoire ;
- les titulaires d'une pension d'invalidité, à condition que l'invalidité réduise au moins des deux tiers la capacité de travail ou de gain ;
- les anciens militaires et assimilés titulaires d'une pension d'invalidité ;
- les titulaires de la carte d'invalidité délivrée par la Commission des droits et de l'autonomie, à toute personne dont le taux d'incapacité permanente est au moins de 80 % ou qui a été classée en 3ème catégorie de la pension d'invalidité de la sécurité sociale ;
- les titulaires d'une allocation ou d'une rente d'invalidité pour les sapeurs-pompiers volontaires ; - les titulaires de l'allocation aux adultes handicapés.

La procédure concerne les personnels titulaires bénéficiaires de l'obligation d'emploi, leur conjoint bénéficiaire de l'obligation d'emploi, ainsi que la situation d'un enfant reconnu handicapé ou malade.

Certains agents ont par ailleurs sollicité un accompagnement en vue d'obtenir un poste plus adapté à leur état de santé. Après un examen individualisé s'appuyant sur les vœux exprimés et l'avis du médecin de prévention, une bonification exceptionnelle de **30 points** pourra être accordée sur un vœu « groupe » dès lors que le changement d'affectation permettra d'améliorer les conditions de vie de la personne handicapée.

A cette fin, qu'ils soient participants obligatoires ou pas, les agents ayant formulé une demande de bonification au titre du handicap, devront exprimer au moins un vœu « groupe » de type AC (commune), ou de type A (secteur). S'ils sont participants obligatoires, l'expression de vœux de type « MOB » reste impérative.

Cette bonification est cumulable avec les 15 points.

Cet élément s'applique au « barème 2 » dans les deux départements.

## **Demandes formulées au titre de la situation familiale**

### Demandes formulées au titre du rapprochement de conjoints

Il y a rapprochement de conjoints lorsque l'enseignant souhaite se rapprocher de la résidence professionnelle de son conjoint.

La résidence professionnelle du conjoint s'entend soit du siège de l'entreprise du conjoint, soit de l'une de ses succursales, tous lieux où il exerce effectivement ses fonctions. Le rapprochement de conjoints peut également être considéré lorsque le conjoint de l'enseignant est inscrit auprès de Pôle emploi. Dans cette hypothèse, la demande de rapprochement de conjoints devra porter sur le lieu d'inscription à Pôle emploi sous réserve de compatibilité avec l'ancienne résidence professionnelle.

En revanche, l'enseignant dont le conjoint s'est installé dans une autre commune du département à l'occasion d'une admission à la retraite ne peut se prévaloir de la priorité relative à un rapprochement de conjoints.

Ainsi, sont considérés comme conjoints les personnes mariées, les partenaires liés par un pacte civil de solidarité (Pacs) et les personnes non mariées ayant un ou des enfants reconnus par les deux parents.

Le rapprochement de conjoints prend en compte trois éléments en fonction de la situation du demandeur :

- La situation de rapprochement de conjoints ;
- Les enfants à charge ;
- Les années de séparation professionnelle.

Les situations familiales ou civiles ouvrant droit au rapprochement de conjoints :

- celles des agents mariés ou dont le mariage est intervenu au plus tard le 1er septembre N-1 ;
- celles des agents liés par un pacte civil de solidarité (Pacs), établi au plus tard le 1er septembre N-1.

La demande de rapprochement de conjoints sera prise en compte, si le Pacs a été établi au plus tard le 1er septembre N-1. Les agents concernés produiront à l'appui de leur demande un justificatif administratif établissant l'engagement dans les liens d'un Pacs et l'extrait d'acte de naissance portant l'identité du partenaire et le lieu d'enregistrement du Pacs.

- celles des agents ayant un enfant à charge âgé de moins de 18 ans, né et reconnu par les deux parents au plus tard le 1er janvier N ou ayant reconnu par anticipation au plus tard le 1er janvier N, un enfant à naître. Les enfants adoptés ouvrent les mêmes droits.

Les demandes de rapprochement de conjoints pour raisons professionnelles sont recevables sur la base de situations à caractère familial ou/et civil établies au plus tard au 1er septembre N-1 sous réserve de fournir les pièces justificatives. La situation professionnelle liée au rapprochement de conjoints est, quant à elle, appréciée jusqu'au 31 août N.

Les situations ouvrant droit à la prise en compte des enfants sont décrites au paragraphe 2.4.2.

Pour bénéficier d'une bonification de **20 points** de rapprochement de conjoints, le premier vœu doit porter sur un vœu simple situé dans la commune ou correspondre au vœu groupe de type AC « commune », dans laquelle le conjoint exerce son activité professionnelle. La bonification pourra être étendue aux vœux suivants, uniquement s'ils se situent toujours dans la même commune. Dès lors qu'un vœu ne répondra plus aux critères, la bonification ne sera plus appliquée aux vœux suivants.

La bonification pour rapprochement de conjoints peut être étendue à des communes limitrophes à un département voisin où exerce le conjoint. Dans le cas où la commune de la

résidence professionnelle du conjoint ne compte aucune école, l'une des communes limitrophes peut être prise en compte.

Cette bonification est subordonnée à un éloignement de plus de 50 kms entre les résidences professionnelles des deux conjoints, constaté depuis le 1er septembre N-3.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux agents qui intègrent le département au 1er septembre N.

Cet élément s'applique au « barème 2 » dans les deux départements.

#### Demandes formulées au titre de l'autorité parentale conjointe

Les agents ayant à charge un ou des enfants de moins de 18 ans au 1er septembre N et exerçant l'autorité parentale conjointe (garde alternée, garde partagée, droits de visite) peuvent prétendre à une bonification.

Les demandes formulées à ce titre tendent à faciliter le rapprochement avec le détenteur de l'autorité parentale conjointe dans l'intérêt de l'enfant dans les situations suivantes :

- Alternance de résidence de l'enfant au domicile de chacun de ses parents ;
- Exercice des droits de visite et d'hébergement de l'enseignant dont la résidence de l'enfant n'est pas fixée à son domicile.

Les situations prises en compte doivent être établies par une décision de justice pour les enfants de moins de 18 ans au 1er septembre N.

Les demandes formulées à ce titre tendent à faciliter le regroupement de la cellule familiale autour de l'enfant.

Pour bénéficier d'une bonification de **20 points** au titre de l'autorité parentale conjointe, le premier vœu doit porter sur un poste précis situé dans la commune ou correspondre au vœu géographique « commune » dans laquelle l'ex-conjoint a établi sa résidence personnelle. La bonification pourra être étendue aux vœux suivants, uniquement s'ils se situent toujours dans la même commune. Dès lors qu'un vœu ne répondra plus aux critères, la bonification ne sera plus appliquée aux vœux suivants.

La bonification pour autorité parentale conjointe pourra être étendue à des communes limitrophes à un département voisin. Dans le cas où la commune de la résidence personnelle de l'ex-conjoint ne compte aucune école, l'une des communes limitrophes peut être prise en compte.

Cette bonification est subordonnée à un éloignement de plus de 30 kms entre la résidence professionnelle de l'agent et la résidence personnelle de l'ex-conjoint constaté depuis le 1er septembre N-1, sous réserve de fournir les pièces justificatives.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux agents qui intègrent le département au 1er septembre N.

Cet élément s'applique au « barème 2 » dans les deux départements.

## **Demandes formulées au titre de l'expérience et du parcours professionnel**

### L'ancienneté générale de service

Un coefficient 3 est appliqué à l'ancienneté générale de service observée au 31 décembre N-1.

Cet élément est commun à tous les barèmes des deux départements.

### L'ancienneté de poste

La bonification mise en place dans ce cadre vise à valoriser la stabilité dans le poste occupé.

Est ainsi pris en compte le nombre d'années d'affectation dans le poste occupé au sein du département au 31 août N à titre définitif (modalité d'affectation TPD, REA).

La bonification sera appliquée selon les seuils suivants :

- 5 points à partir de trois ans de service,
- 15 points à partir de cinq ans de service.

Cet élément s'applique au « barème 2 » dans les deux départements.

### L'exercice des fonctions de directeur

La bonification mise en place dans ce cadre vise à valoriser l'expérience des agents ayant exercé les fonctions de directeur d'école.

Est ainsi pris en compte le nombre d'années d'affectation dans le département sur un poste de direction au 31 août N à titre définitif (modalité d'affectation TPD, REA)

La bonification sera appliquée selon les seuils suivants :

- De 3 ans à 5 ans : 15 points
- Plus de 5 ans et moins de 7 ans : 20 points
- 7 ans : 25 points
- Plus de 7 ans : 30 points

Cet élément s'applique au « barème 1 » dans les deux départements.

### Agents exerçant les fonctions de direction d'écoles à titre provisoire

- Si la direction était identifiée comme vacante à l'ouverture du mouvement N-1, 100 points sur la direction occupée durant toute l'année scolaire N-1
- Si la direction s'est libérée pendant ou après le mouvement N-1, 15 points sur la direction occupée durant toute l'année scolaire N-1

Cet élément s'applique au « barème 1 » dans les deux départements.

### L'exercice en ASH sans certification

- Dans les Alpes Maritimes

La bonification mise en place dans ce cadre vise à valoriser l'expérience des agents ayant exercé leurs fonctions dans l'ASH sans être détenteur d'une certification professionnelle de

l'enseignement spécialisé. Est ainsi pris en compte le nombre d'années d'affectation sur un poste ASH au sein du département au 31 août N à titre provisoire (modalité d'affectation PRO, AFA).

- Dans le Var

La bonification à valoriser la stabilité sur poste et la continuité pédagogique pour des agents affectés à titre provisoire sur un support relevant de l'ASH sans être détenteur du CAPPEI ou équivalent. Est ainsi pris en compte le nombre d'années d'affectation sur le poste ASH à titre provisoire sur le même établissement.

La bonification est appliquée, dans les deux départements, selon les seuils suivants :

- 15 points à partir d'un an de service,
- 25 points à partir de deux ans de service,
- 35 points à partir de trois ans de service.

Cet élément s'applique à tous les vœux du « barème 2 » dans les deux départements. Dans les Alpes Maritimes, il s'applique à tous les vœux. Dans le Var, il s'applique uniquement sur le poste spécialisé occupé à titre provisoire durant l'année N-1.

**Demandes formulées au titre de l'exercice dans les quartiers urbains où se posent des problèmes sociaux et de sécurité particulièrement difficiles (éducation prioritaire cf. liste des écoles ci-dessous)**

La bonification mise en place dans ce cadre a pour objectif de favoriser la stabilité des équipes pédagogiques.

Est ainsi pris en compte le nombre d'années d'affectation sur un poste REP ou REP+ au sein du département au 31 août N à titre définitif (support d'affectation principale) (modalité d'affectation TPD, REA) sous réserve que l'agent occupe actuellement un poste référencé REP ou REP+.

La bonification sera appliquée selon les seuils suivants :

- 20 points à partir de trois ans de service,
- 50 points à partir de cinq ans de service

Cet élément s'applique aux « barème 1 » et « barème 2 » dans les deux départements.

Cas des Titulaires Secteur et personnels du RASED :

Dans le Var :

Les personnels affectés sur un poste de titulaire secteur ou en RASED dont le support n'est pas rattaché à une école étiquetée REP/REP+, sont susceptibles de faire valoir la bonification. La totalité du service doit s'effectuer en zone d'éducation prioritaire (quelle que soit la quotité de temps de travail) pour ouvrir droit à la bonification. La fiche déclarative doit impérativement être attestée et visée par l'IEN de la circonscription.

## Dans les Alpes Maritimes

Pour les titulaires de secteur, un demi-service doit avoir été assuré, pour les titulaires remplaçants et RASED, c'est le rattachement administratif du poste occupé qui déterminera le droit à bonification.

### **Demandes formulées au titre de l'exercice dans un territoire ou une zone rencontrant des difficultés particulières de recrutement**

#### **Définition des territoires :**

- Zone rurale isolée pour les Alpes Maritimes
- Zones rencontrant des difficultés particulières de recrutement pour le Var

Dans les deux départements, la bonification mise en place dans ce cadre a pour objectif de favoriser la stabilité des équipes pédagogiques.

Est ainsi pris en compte le nombre d'années d'affectation dans les communes identifiées pour au sein de chaque département au 31 août N à titre définitif (support d'affectation principale) (modalité d'affectation TPD, REA) sous réserve que l'agent occupe actuellement un poste référencé en zone rurale isolée.

La bonification sera appliquée selon les seuils suivants :

- 5 points à partir d'un an de service,
  - 20 points à partir de trois ans de service
  - 50 points à partir de cinq ans de service
- Les dispositions particulières prévues supra pour les titulaires de secteur, RASED et titulaires remplaçants s'appliquent également à cette bonification.
- Cet élément s'applique aux « barème 1 » et « barème 2 » dans les deux départements.

#### **Prise en compte du caractère répété d'une demande de mutation**

Une bonification de **deux points** est appliquée à compter de la deuxième participation au mouvement pour les candidats formulant chaque année le même vœu simple (vœu « école ») de rang 1. Est entendu comme vœu simple tout vœu portant sur le même établissement quelle que soit la nature de support et la spécialité.

Tout changement dans l'intitulé du vœu n°1 ainsi que l'interruption ou l'annulation d'une mutation déjà obtenue sur le vœu n°1 l'année précédente déclenchera automatiquement la remise à zéro du capital de points déjà constitué. Le point de départ est le vœu n°1 exprimé à l'occasion du mouvement 2019.

Cet élément est commun à tous les barèmes des deux départements.

#### **Demandes formulées au titre d'une réintégration suite à congé parental, congé longue durée, détachement**

Les demandes de réintégration relèvent de l'application des décrets n° 85-986 du 16 septembre 1985 relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'État, à la mise à disposition, à l'intégration et à la cessation définitive des fonctions et n° 86-442 du 14 mars 1986 relatif à la désignation des médecins agréés, à l'organisation des comités médicaux et des

commissions de réforme, aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics et au régime de congés maladie des fonctionnaires.

#### Dans les Alpes Maritimes

Pour prétendre à un traitement hors-barème de leur demande, les agents sans affectation, sollicitant une réintégration suite à congé parental, congé longue durée ou détachement au 1<sup>er</sup> septembre N, demanderont obligatoirement, en premier vœu, le poste occupé à titre définitif la veille de la cessation d'activité dans le département. Le second vœu sera obligatoirement le vœu de « regroupement de communes » correspondant à la nature ce poste. Dès lors, une priorité 6 sera appliquée au vœu précis, une priorité 7 sur le regroupement de communes.

#### Dans le Var

Les agents sans affectation, sollicitant une réintégration suite à un congé parental, congé de longue durée ou détachement doivent obligatoirement demander en **vœu de rang 1** le poste occupé à titre définitif la veille de la cessation d'activité dans le département. Une priorité **2** sera appliquée sur ce vœu. Si le poste n'est pas vacant, la priorité pourra s'étendre aux vœux de même nature sur les vœux groupes AC du secteur de commune, de la commune ou communes limitrophes.

Cette modalité ne revêt aucun caractère obligatoire. Les agents ne souhaitant pas bénéficier de ces dispositions formuleront leurs vœux selon l'ordre de préférence souhaités.

### **2.4.2. Élément facultatif de barème**

#### **Enfant(s) à charge ou à naître :**

Un enfant est à charge dès lors qu'il réside habituellement au domicile de l'un des deux parents et que celui-ci assure financièrement son entretien, sans qu'il soit nécessaire de justifier d'un lien de parenté.

Il doit être déclaré sur le foyer fiscal de l'agent et avoir moins de 18 ans au 1<sup>er</sup> septembre N. L'enfant à naître est considéré comme enfant à charge ainsi que l'enfant de plus de 18 ans porteur d'un handicap.

1 Point par enfant à charge et/ou à naître. Cet élément s'applique au « barème 2 » dans les deux départements.

#### **Demandes formulées au titre de parent isolé :**

Les agents exerçant seuls l'autorité parentale peuvent prétendre à une bonification forfaitaire d'1 point. La bonification est subordonnée au versement de l'allocation de soutien familial (ASF) délivrée pas la Caisse D'allocation Familiale.

Cet élément s'applique au « barème 2 » dans les deux départements.

## SYNTHESE DES ELEMENTS DE BAREME COMMUNS AUX DEUX DEPARTEMENTS

### BAREME 1 : Postes de direction

|   |   |                                    |
|---|---|------------------------------------|
| Critère légal   | Valorisation  |                                    |
| AGS   | Coefficient 3 (années, mois, jour) au 31/12 N-1   |                                    |
| Ancienneté en qualité de directeur  | de 3 ans à 5 ans :15 points<br>plus de 5 ans et moins de 7 ans : 20 points<br>7 ans : 25 points<br>Plus de 7 ans : 30 points                |                                    |
| Education prioritaire   | 3 ans : 20 points<br>5 ans et + : 50 points   |                                    |
| Territoires ou zones rencontrant des difficultés particulières de recrutement | 1 an<br>3 ans<br>5 ans et plus  | 5 points<br>20 points<br>50 points |
| Exercice de direction à titre provisoire                                      | 100 points si le poste était vacant à l'ouverture du mouvement N-1<br><br>15 points si poste s'est libéré pendant ou après le mouvement N-1 |                                    |
| Renouvellement du 1 <sup>er</sup> vœu   | 2 points par an (sans plafond)  |                                    |

### BAREME 2 : postes d'adjoints, adjoints spécialisés, remplaçants, titulaires secteur

|   |   |   |
|---|---|---|
| Critère légal   | VALORISATION                                    |   |
| AGS   | Coefficient 3 (années, mois, jours)             |   |
| Ancienneté dans le poste  | 3 ans<br>5 ans et plus                          | 5 points<br>15 points                   |
| Ancienneté poste ASH sans titre   | 1 an<br>2 ans<br>3 ans et plus                  | 15 points<br>25 points<br>35 points     |
| Education prioritaire   | 3 ans<br>5 ans et plus                          | 20 points<br>50 points                  |
| Territoires ou zones rencontrant des difficultés particulières de recrutement | 1 an<br>3 ans<br>5 ans et plus                  | 5 points<br>20 points<br>50 points      |
| Renouvellement du 1 <sup>ER</sup> vœu   |   | 2 points/an sans plafond                |
| Bonification handicap   | Tous vœux<br><br>Sur avis médecin de prévention | 15 points<br><br>30 points (cumulables) |
| Rapprochement de conjoint   | 3 ans de séparation d'au moins 50 kms           | 20 points                               |
| Autorité parentale conjointe  | 1 an de séparation d'au moins 30 kms            | 20 points                               |

|   |  |                |
|---|--|----------------|
| Enfant(s) à charge, à naître ou porteur d'un handicap |  | 1 point/enfant |
| Parent isolé  |  | 1 point        |

**BAREME 3 : applicable aux postes à exigences particulières (uniquement dans les Alpes Maritimes)**

| <b>EXPERIENCE ET PARCOURS PROFESSIONNEL</b> |  |   |
|---|--|---|
| Ancienneté générale de service              | Date d'observation fixée au 31/12/N-1  | 1 pt par an + 1/12 pt par mois + 1/360 pt par jour. (Coefficient 3) |
| <b>CARACTERE REPETE DE LA DEMANDE</b>       |  |   |
| Ancienneté du renouvellement de vœu         | Bonification appliquée sur le vœu formulé de rang 1 uniquement si ce vœu est un vœu précis simple (vœu établissement). Les vœux « groupes » ne sont pas considérés. Point de départ : mouvement 2019 | 2 points par demande consécutive                                    |

## 2.5. Les postes spécifiques

Afin d'améliorer l'adéquation poste/enseignant et la qualité de l'enseignement prodigué aux élèves, il peut être fait appel à des procédures spécifiques de sélection des candidats. Selon les fonctions considérées, des commissions composées d'experts désignés selon les attendus des postes à pourvoir seront réunies pour examiner les candidatures.

A l'occasion de cette sélection, une attention particulière est portée au respect de la politique d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Il peut alors être procédé à des affectations hors barème en raison des spécificités particulières attachées à certains postes ou relevant de contextes locaux particuliers. Les IA-DASEN développent les affectations spécifiques et mettent en place les procédures correspondantes dans leur département.

### 2.5.1. Dans le département des Alpes Maritimes

Les agents intéressés par un ou plusieurs postes à exigences particulières saisiront directement leurs vœux. Les entretiens préalables à l'inscription au vivier seront organisés avant l'ouverture du serveur. L'inscription au vivier est valable pour trois années scolaires.

Les fonctions concernées sont les suivantes :

- Enseignant référent des élèves en situation de handicap, référent auprès du centre de ressource des troubles du langage
- Enseignant référent pour les usages du numérique
- Directions d'école avec section internationale, directeur et adjoints de l'école de Vintimille
- Direction de l'école Lycette Darsonval Nice - CHAM
- Dispositifs « EMILE »

- Dispositifs d'accueil des moins de trois ans
- Coordonnateur de dispositif relais
- Maître Egalité des chances et des territoires

Les règles de nomination sont les suivantes :

Pour les postes offerts au mouvement et restés vacants à l'issue, il sera fait appel au vivier pour les personnels n'étant pas dans la fonction. La nomination sera prononcée à titre définitif, y compris en cas de nouvel appel à candidatures, sous réserve d'un avis favorable de l'IEN et que l'agent remplisse les éventuelles conditions de titre.

Pour les postes se libérant après le mouvement (rentrée scolaire N), il sera fait appel au vivier pour les personnels n'étant pas dans la fonction. La nomination sera prononcée à titre provisoire sans priorité ou bonification au mouvement suivant.

Les personnels nommés dans le département des Alpes-Maritimes à compter du 1er septembre N qui fourniront une attestation de leur département d'origine validant leurs aptitudes dans les fonctions sollicitées (à joindre à l'accusé de réception) verront leurs vœux validés.

### **Postes de Direction**

#### Écoles élémentaires ou maternelles de deux classes et plus (Décret n°2023-777 du 14 août 2023 relatif aux directeurs d'école)

Pour pouvoir postuler, les agents doivent être inscrits sur la liste d'aptitude aux fonctions de directeur d'école à deux classes et plus dont la durée de validité est fixée à trois ans. Peuvent donc exprimer des vœux de direction, tous les agents inscrits sur la liste d'aptitude au titre des années N-2, N-1 et N.

En application de la Loi n°2021-1719 du 21 décembre 2021, les agents dont l'inscription est antérieure à N-2 qui ont exercé la fonction de directeur d'école pendant au moins trois ans sont réinscrits de plein droit sur la liste d'aptitude départementale. Les agents remplissant ces conditions et formulant des vœux de direction pourront demander leur réinscription sur ladite liste au moyen de la fonctionnalité prévue à cet effet dans MVT1D.

Les postes de direction restés vacants après le 1er mouvement feront l'objet d'un appel supplémentaire. Peuvent y répondre, les agents ayant participé au mouvement mais n'ayant pas obtenu satisfaction, dès lors qu'ils ont formulé 40 vœux dont un ou plusieurs vœux de direction. Les directeurs en poste sont exclus de cette procédure. Les nominations sur ces postes se feront à titre définitif.

#### Ecoles relevant des réseaux REP et REP+

Les postes de direction font l'objet d'un appel à candidatures particulier. Ils n'ont pas à être demandés dans le cadre du mouvement informatisé.

### **Postes de langues vivantes et dispositifs EMILE (enseignement d'une matière intégrée en langue étrangère)**

Les personnels nommés sur ces postes ont vocation à enseigner dans trois classes et s'engagent à enseigner ces langues.

Les personnels habilités ou titulaires d'une attestation de compétences (CLES, niveau B2 ou certification complémentaire dans la langue concernée) et les professeurs des écoles stagiaires peuvent participer à ce mouvement. Les affectations sont prononcées à titre définitif.

Une vigilance particulière sur la codification de la langue maîtrisée est impérative.

Les postes fléchés langues vivantes vacants à l'issue du mouvement à titre définitif resteront fléchés lors du mouvement à titre provisoire. Certains postes non fléchés au mouvement définitif mais devenant vacants à l'issue du mouvement à titre définitif pourront l'être au mouvement provisoire.

Certaines écoles développent par ailleurs un projet consistant à enseigner tout ou partie d'un champ disciplinaire dans une langue vivante. Ce dispositif est soumis aux règles de traitement des postes à exigences particulières.

### **Postes de titulaires de secteur (T.S.)**

Ils sont constitués par des quarts, des tiers et demies de décharge de direction, des fractions de postes libérées par les temps partiels et les décharges de maîtres formateurs.

Ces postes sont implantés à titre définitif au sein d'une circonscription principalement, mais les agents peuvent être appelés à exercer leurs fonctions dans d'autres circonscriptions en fonction des nécessités de service.

Les personnels nommés titulaires de secteur participeront au mouvement des TS en classant au minimum 10 écoles de leur circonscription par ordre de préférence, classement qu'ils adresseront à leur IEN de circonscription. Les modalités pratiques de ce mouvement seront communiquées ultérieurement.

### **Écoles mixtes comportant des classes maternelles en élémentaire**

Certaines écoles dites primaires, sont composées de classes maternelles et élémentaires. Afin de tenir compte de la composition affichée dans MVT1D, les agents dont la nomination sera prononcée dans une école de ce type devront exercer leurs fonctions selon les conditions fixées par leur arrêté d'affectation.

### **Fonctions de maître formateur**

Les maîtres formateurs sont affectés sur un poste d'adjoint maternelle ou élémentaire banalisé. Une décharge de service d'enseignement leur est attribuée pour assurer ces missions.

A compter de la rentrée 2024, les agents retenus en qualité de maître formateur au titre de la rentrée N-1 sont automatiquement reconduits au titre de l'année suivante, sauf s'ils expriment le souhait d'y renoncer ou obtiennent un poste incompatible avec l'exercice de ces fonctions. Afin de pallier ces désistements et compléter le dispositif départemental des maîtres formateurs, un appel à candidatures sera organisé.

### **Postes en Unité Pédagogique pour Élèves Allophones Arrivants**

La circulaire du 2 octobre 2012 relative à l'organisation de la scolarité des élèves allophones nouvellement arrivés précise que les affectations en UPE2A doivent prioritairement être

offertes aux personnels disposant d'une certification complémentaire en français langue seconde ou ayant suivi un cursus universitaire en français langue seconde.

Les personnels souhaitant exercer ces fonctions pourront bénéficier des priorités suivantes selon leur situation :

- Priorité 9 pour les personnels ayant une certification complémentaire en français langue seconde ou ayant été nommés à titre définitif sur un poste UPE2A.
- Priorité 10 pour les personnels ayant suivi un cursus universitaire en français langue seconde (diplôme à joindre à l'accusé réception du mouvement)  
Dans les deux cas, la nomination sera prononcée à titre définitif.
- Priorité 11 pour les personnels ayant été nommé à titre provisoire sur un poste UPE2A (priorité valable pour les personnels exerçant à mi-temps annualisé et remplaçants ayant assuré un service durant la moitié de l'année scolaire) ;
- Priorité 12 pour tous les autres personnels.

Dans les deux derniers cas, la nomination sera prononcée à titre provisoire.

**Signalé** : Certains postes UPE2A sont itinérants et fonctionnent sur plusieurs écoles ; l'organisation des services de ces postes peut être revue dans le courant de l'année scolaire en fonction des besoins et des flux d'élèves allophones arrivants.

Certaines UPE2A prennent en charge des enfants du voyage fréquentant les aires d'accueil ; il peut être demandé aux enseignants nommés sur ces postes de se rendre sur ces emplacements pour rencontrer les familles, notamment pour favoriser les démarches d'inscription.

Implantation des UPE2A :

<https://www.pedagogie.acnice.fr/dsden06/casnav06/blog/category/elem/>

Pour toute demande d'information, s'adresser au CASNAV 06 : [gfi.casnav06@ac-nice.fr](mailto:gfi.casnav06@ac-nice.fr)

### **Postes à profil**

Il s'agit d'une modalité de recrutement pour laquelle l'adéquation poste/profil doit être la plus étroite, dans l'intérêt du service. La sélection des candidats s'effectue hors barème. Des appels à candidatures font l'objet de publications au fil de l'eau, en fonction de la vacance des postes. Les fonctions concernées sont les suivantes :

- Conseiller pédagogique départemental (CPD) rattaché à l'inspecteur adjoint au 1er degré, CPD TICE, CPD Sciences, CPD Arts visuels, CPD Education musicale, CPD Maîtrise de la langue, CPD Langues vivantes, CPD Maîtrise des langages, CPD Ecole maternelle, CPD EPS, CPD Formation initiale et continue
- Chef de cabinet et chargé de mission auprès de l'IA-DASEN
- Directeur vie scolaire et Chargé de mission Harcèlement
- Chargé de mission Plan Particulier de mise en sûreté
- Conseillers pédagogiques de circonscription

- Chargé de mission politique de la ville, Coordonnateurs CASNAV, Chargé de mission action éducative et égalité des territoires
- Correspondant de scolarité auprès de la MDPH, Coordonnateur APADHE, Secrétaire CDOEA, Coordonnateurs AESH,
- Professeur ressource itinérant "éducation inclusive", Professeur ressource "Trouble du spectre de l'autisme", Enseignant spécialisé centre médicopsychologique de Grasse, Coordonnateurs pédagogiques unité d'enseignement
- CPD TICE et Enseignant Ressource au Pôle Numérique
- Coordonnateurs REP+ et REP, Directeurs REP+ et REP
- Postes spécifiques REP+ Romains - maîtrise du langage, Poste spécifique REP+ Jaubert
- Classe relais - internat Saint Dalmas de Tende
- Enseignant auprès des mineurs non accompagnés
- Responsable local d'enseignement et enseignants - Maisons d'arrêt Nice et Grasse
- Coordonnateur départemental USEP
- Coordonnateur la « main à la pâte » Terra Amata - Nice I
- Directeur et adjoints de l'école Freinet - Vence
- Adjoint section internationale russe Ecole Ronchèse - Nice VI, adjoint classes bilingues occitan - Ecoles maternelle et élémentaire les Orangers - Nice VII, adjoint section internationale allemand - Ecole les Sartoux- Valbonne
- Coordonnateur du Pôle d'appui à la scolarité (dispositif PAS) – Rentrée 2026

## 2.5.2. Dans le département du Var

Avant la saisie de leurs vœux, les participants se reporteront aux **fiches de poste** pour mieux appréhender les spécificités de la fonction, la procédure de recrutement et la modalité d'affectation sur les postes à missions spécifiques.

### Postes à exigences particulières

Certains postes nécessitent la vérification préalable auprès du candidat de la détention de titres ou de diplômes ou d'une compétence et/ou expérience particulière.

**Plusieurs catégories peuvent être distinguées :**

**Les postes justifiant d'un prérequis** (titre, diplômes, certification complémentaire ou liste d'aptitude) :

- Directions d'école : inscription sur la liste d'aptitude statutaire des directeurs d'écoles.
- Cas particulier des directions d'écoles totalement déchargées : Au-delà de l'inscription sur la liste d'aptitude, une expérience de la fonction d'au moins 3 ans est nécessaire pour postuler.
- Maîtres formateurs : titulaires du Cafipemf, les maîtres formateurs sont affectés sur un poste d'adjoint maternelle ou élémentaire banalisé. Une décharge de service d'enseignement leur est attribuée pour assurer ces missions. Depuis la rentrée 2024, les agents retenus en qualité de maître formateur sont automatiquement reconduits au titre de l'année suivante, sauf s'ils expriment le souhait d'y renoncer ou obtiennent un poste incompatible avec l'exercice de ces fonctions ou que l'Administration modifie ses besoins de formation.
- Postes dans l'enseignement spécialisé : titulaires du CAPPEI ou équivalent
- Postes UPE2A : certification FLS/FLSco ou Coursus universitaire en Français langue Seconde (cf. fiche de poste précisant les priorités d'accès)
- Postes fléchés en langues vivantes étrangères ou régionale (hors dispositifs renforcés bilingues)

**Les postes nécessitant une compétence particulière pour lesquels un entretien préalable est nécessaire.** Le départage des candidats retenus se faisant au barème. (cf Tableau récapitulatif ci-après)

Pour certaines fonctions, la constitution d'un vivier, en amont des opérations du mouvement est privilégiée afin d'établir une liste de personnels ressources pour une durée de 3 ans. C'est le cas pour :

- Enseignants référents pour la scolarisation des enfants en situation de handicap
- Enseignants en dispositifs bi-langues (dispositif EMILE)
- Maîtres Egalité des Chances et des territoires
- Enseignant en dispositif d'accueil des enfants de moins de trois ans

### **Les postes à profil**

Il s'agit d'une modalité de recrutement pour laquelle l'adéquation poste/profil doit être la plus étroite, dans l'intérêt du service. La sélection des candidats s'effectue hors barème.

Sont concernés :

- Chargés de missions auprès de l'IEN ASH : Coordonnateur SAPAD, Coordonnateur ASH, CDOEASD
- Conseillers pédagogiques
- Coordonnateur REP+
- Directions d'écoles REP+
- Coordonnateur Pédagogique d'unité d'enseignement (CPUE)
- Coordonnateurs du Pôle d'appui à la scolarité (Dispositif PAS) (à compter de la rentrée 2027)

Certaines fonctions très spécifiques font l'objet d'appel à candidatures hors mouvement :

- Conseillers pédagogiques avec missions départementales
- Chargés de missions auprès de l'IA-DASEN
- Postes en milieu pénitentiaire et Centre éducatif fermé

**TABLEAU RECAPITULATIF POSTES SPECIFIQUES**

| <b>POSTES A EXIGENCES PARTICULIERES</b>   | <b>QUALIFICATION</b>     | <b>ENTRETIEN</b>         |
|---|--------------------------|--------------------------|
| Direction d'écoles 2 classes et plus (hors REP+)  | <b>X</b>                 |                          |
| ULIS ECOLE/COLLEGE/LYCEE  | <b>X</b>                 |                          |
| Enseignant coordonnateur en Dispositif relais   |                          | <b>X</b>                 |
| UPE2A : Unité pédagogique pour les élèves allophones arrivants  | <b>X</b>                 |                          |
| Enseignant 1 <sup>er</sup> degré Réseau Réussite (ENS1DRR)  |                          | <b>X</b>                 |
| C.M.P.P : Centres Médicaux Psycho Pédagogiques  | <b>X</b>                 | <b>X</b>                 |
| SESSD/ SESSAD : <i>Service d'Education Spéciale et de Soins à Domicile</i>  | <b>X</b>                 | <b>X</b>                 |
| SSEFS/SAFEP : <i>Service de soutien à l'Education Familiale Scolaire, Service d'Accompagnement Familial et Educatif Précoce</i>   | <b>X</b>                 | <b>X</b>                 |
| EEAP/SESSAD/APAJH 83  | <b>X</b>                 | <b>X</b>                 |
| Enseignant référent (scolarisation enfants en situation de handicap)  | <b>X</b>                 | <b>X</b>                 |
| Unité d'enseignement spécialisée (se référer aux fiches de postes, certains supports sont soumis à entretien)   | <b>X</b>                 | <b>X</b>                 |
| I.M.E / I.M.P : Instituts Médico Educatifs  | <b>X</b>                 |                          |
| RASED : réseau d'aide spécialisée   | <b>X</b>                 |                          |
| <b>POSTES A PROFIL</b>  |                          |                          |
| Conseillers pédagogiques  | <b>X</b>                 | <b>X</b>                 |
| Directions REP+   | <b>X</b>                 | <b>X</b>                 |
| Coordonnateur REP +   |                          | <b>X</b>                 |
| Chargés de missions auprès de l'IEN ASH<br>CDOEASD : Commission Départementale d'Orientation vers les Enseignements Adaptés du Second Degré<br>COSH : Coordonnateur ASH<br>COORDONNATEUR SAPAD : Scolarisation à domicile | <b>X</b><br><br><b>X</b> | <b>X</b><br><br><b>X</b> |
| Coordonnateur pédagogique d'unité d'enseignement (CPUE)   | <b>X</b>                 | <b>X</b>                 |
| Coordonnateur du Dispositif PAS   |                          | <b>X</b>                 |

### 2.5.3. Dispositif commun aux deux départements

#### Postes dans l'enseignement spécialisé

Tout enseignant non diplômé, y compris les PE stagiaires, peut postuler sur des postes spécialisés à l'exception de ceux qui donnent lieu à un recrutement de type poste à exigences particulières ou à profil. Les enseignants actuellement à titre provisoire et souhaitant insérer des vœux en ASH, alors qu'ils n'ont pas le diplôme requis, sont susceptibles d'être affectés à titre provisoire à leur barème, et ce dans l'ordre strict des vœux, même si le barème leur permettrait d'obtenir une nomination à titre définitif sur l'un de leurs vœux suivants.

Les modalités d'affectation (provisoire ou définitive), et leurs conséquences (perte ou maintien de poste deux ans) sont décrites ci-après pour chaque niveau de spécialisation.

**Enseignants spécialisés titulaires du CAPPEI** avec le module de professionnalisation ou d'approfondissement correspondant au poste sollicité sont nommés à titre définitif : Priorité

10. Les titulaires du CAPASH étant réputés détenteurs du CAPPEI, cette modalité d'affectation leur est également appliquée.

**Enseignants spécialisés titulaires du CAPPEI** sans le module de professionnalisation ou d'approfondissement correspondant au poste sollicité : ces personnels sont nommés à titre définitif et suivront une formation sur le module de professionnalisation ou d'approfondissement correspondant au poste. **Priorité 11.** Les titulaires du CAPASH étant réputés détenteurs du CAPPEI, cette modalité d'affectation leur est également appliquée.

**Stagiaires CAPPEI** qui débiteront leur stage le 1er septembre N (inscrits au CAPPEI session N+1) : ils sont nommés sur des berceaux de stage préalablement identifiés par l'administration. Les enseignants préalablement nommés à titre définitif conservent leur poste. Les stagiaires sont nommés à titre provisoire avec transformation de la nomination à titre définitif en cas de réussite au CAPPEI. Selon la session choisie par le candidat pour présenter l'examen (sessions de printemps ou automne N), cette transformation prendra effet au 1er septembre N+1 ou à la date du jury d'automne.

**Stagiaires CAPPEI** ayant débuté leur stage le 1er septembre N-1 (inscrits au CAPPEI session N) : L'affectation obtenue au 1er septembre N-1 est automatiquement reconduite par l'administration. La participation au mouvement n'est pas requise. En cas de réussite au CAPPEI, une nomination à titre définitif sera prononcée sur ce même poste.

**Stagiaires CAPPEI** ayant échoué à la session N-1 : **Priorité 1** sur le poste obtenu au 1er septembre N-1 - **Priorité 12** sur les autres postes. Transformation de la nomination à titre provisoire en nomination à titre définitif en cas de réussite à la certification.

Enseignants non diplômés : nomination à titre provisoire. **Priorité 14.**

Enseignants non diplômés demandant un maintien sur poste ASH : **Priorité 13** sur le poste occupé l'année précédente.

Enseignants partants en formation DDEAS : les personnels conservent leur poste à titre définitif d'origine durant deux ans, si aucun poste ne peut leur être proposé à l'issue de leur formation.

Les postes de coordonnateurs d'ULIS Lycée vacants avant le mouvement ainsi que les créations d'ULIS collège, pourront être proposés aux enseignants du 2<sup>nd</sup> degré détenteurs du CAPPEI et 2CASH dans le cadre d'un recrutement inter-degrés académique.

## 2.6. Listes

### 2.6.1. Constitution des vœux groupes

#### A/ DANS LES ALPES MARITIMES

**Les vœux « groupes » de type A avec natures de supports identiques dans des communes différentes (ex vœux « regroupements de communes »)**

| GRAND BIOT      | GRAND GRASSE          | GRAND MENTON | GRAND CARROS | VALLEE DE LA TINÉE  | VALLEE DU PAILLON        |
|-----------------|-----------------------|--------------|--------------|---------------------|--------------------------|
| Antibes         | Cabris                | Beausoleil   | Aspremont    | Clans               | Contes                   |
| Biot            | Grasse                | Castellar    | Bonson       | Isola               | Bendejun                 |
| Le Bar sur Loup | Châteauneuf de Grasse | Castillon    | Bouyon       | La Tour s/ Tinée    | Berre-les-Alpes          |
| Opio            | Le Tignet             | Gorbio       | Gattières    | St Etienne de Tinée | Blausasc                 |
| Valbonne        | Peymeinade            | La Turbie    | La Gaude     | St Sauveur s/ Tinée | Cantaron                 |
| Vallauris       | Spéracédès            | Menton       | St Jeannet   | Valdeblorre         | Châteauneuf-Villevieille |

|                       |                      |                          |                             |                                |                     |
|-----------------------|----------------------|--------------------------|-----------------------------|--------------------------------|---------------------|
| Le Rouret             | St Cezaire s/ Siagne | Roquebrune Cap Martin    | Carros                      |                                | Coaraze             |
| Roquefort les pins    | St Vallier de Thiey  | Beaulieu                 | Castagniers                 | VALLEE DE L'ESTERON<br>0060073 | Drap                |
|                       | Auribeau             | Cap d'Ail                | Colomars                    | Ascros                         | Falicon             |
| <b>GRAND CAGNES</b>   | Mouans-Sartoux       | Ste Agnès                | La Roquette sur Var         | Gilette                        | La Trinité          |
| Cagnes s/ Mer         | Mougins              |                          | Le Broc                     | La Penne                       | L'Escarène          |
| La Colle s/ Loup      |                      |                          | Levens                      | Pierrefeu                      | Lucéram             |
| St Laurent du Var     | <b>HAUT GRASSE</b>   | <b>VALLEE DE LA ROYA</b> | St Blaise                   | Roquesteron                    | Peille              |
| Tourrettes sur Loup   | Andon                | Breil/Roya               | St Martin du Var            | Toudon                         | Peillon             |
| Villeneuve-Loubet     | Briançonnet          | Fontan                   |                             |                                | St André            |
| St Paul               | Caille               | La Brigue                | <b>VALLEE DU VAR</b>        | <b>HAUT VAR</b>                | Touët de l'Escarène |
| Vence                 | Caussols             | Saorge                   | Mallaussène                 | Beuil                          | Tourrette-Levens    |
|                       | Cipières             | Sospel                   | Puget-Théniers              | Daluis                         |                     |
| <b>GRAND CANNES</b>   | Coursegoules         | Tende                    | Touet s/ Var                | Entraunes                      |                     |
| Cannes                | Escragnolles         |                          | Villars s/ Var              | Guillaume                      |                     |
| Le Cannet             | Gourdon              |                          |                             | Péone Valberg                  |                     |
| Mandelieu la Napoule  | Gréolières           |                          | <b>VALLEE DE LA VESUBIE</b> |                                |                     |
| Théoule s/ Mer        | Séranon              |                          | Belvédère                   |                                |                     |
| La Roquette s/ Siagne | St Auban             |                          | La Bollène Vésubie          |                                |                     |
| Pégomas               | Valderoure           |                          | Lantosque                   |                                |                     |
|                       |                      |                          | Roquebillière               |                                |                     |
|                       |                      |                          | St Martin Vésubie           |                                |                     |
|                       |                      |                          | Utelle                      |                                |                     |

### Les vœux « groupes » de type A avec natures de supports identiques dans des secteurs de Nice (ex vœux « Secteurs »)

| NICE OUEST             | NICE COLLINES           | NICE CENTRE           |   | NICE PORT               | NICE EST                     |
|------------------------|-------------------------|-----------------------|---|-------------------------|------------------------------|
| Bois de Boulogne Mat I | Baumettes Mat I         | Acacias Mat           | Roméo Mat   | Château Mat             | Ariane J. Piaget Mx          |
| Les Orchidées Mat      | Baumettes Mat 2         | Acacias Mx            | Roméo Mx 1  | Château Mx              | Ariane J. Prévert            |
| Bois de Boulogne Mx    | Baumettes Mx I          | Fuon Cauda Mat        | Roméo Mx 2  | Nikaia Mat              | Ariane Lauriers<br>Roses Mat |
| Flore Mat              | Baumettes Mx2           | Fuon Cauda Mx 2       | Ronchèse Mx   | Nikaia Mx               | Ariane M. Pagnol<br>Mx       |
| Flore Mx I             | Châlet des Roses Mat    | Fuon Cauda Mx1        | Rothschild Mat  | Merle Mat               | Ariane Manoir Mat            |
| Flore Mx2              | Châlet des Roses Mx     | Gairoutine Mx         | Rothschild 1  | Merle Mx                | Ariane Mésanges<br>Mat       |
| La Digue Mat I         | La Bornala Mat          | Las Planas Mat        | Rothschild 2 Appli  | Papon Mat               | Ariane Mûriers Mat           |
| La Digue Mx I          | La Bornala Mx           | J.F. Knecht Mx        | Mx Cimiez Essling   | Papon Mx                | Ariane R. Cassin Mx          |
| La Digue Mx2           | Les Genêts Mat          | Le Righi Mat          | Arène de Cimiez Mx  | Port mat                | Ariane Val d'Ariane<br>Mat   |
| Les Moulins Mat        | Les Genêts Mx           | Le Righi Mx           | Cimiez Appli maternelle   | Port mx                 | Bon Voyage Mat               |
| Les Moulins Mx         | Madeleine Sup.Mat       | Les Oliviers Mat      | St Roch Mat   | Terra Amata Mat         | Bon Voyage Mx I              |
|                        | Madeleine Sup. Mx       | Les Oliviers Mx       | St Roch Mx I  | Terra Amata Mx          | Bon Voyage Mx II             |
|                        | Rosa bonheur Mat        | R. Rancher Mat I      | St Roch Mx2   | Arziari Mx              | Aimé Césaire mat             |
|                        | St Roman de Bellet Mx   | R. Rancher Mx 2       |   | Bischoffsheim Mat       | L'Aquarelle Mat              |
|                        | Ventabrun Mat           | R. Rancher Mx I       |   | Bischoffsheim Mx 2      | Pasteur Mat                  |
|                        | Ventabrun Mx            | Ray Gorbella Mat      |   | Bischoffsheim Mx I      | Pasteur Mx                   |
|                        | Madonette Terron Mat    | Ray Gorbella Mx       | Pour les vœux portant<br>sur des postes<br>spécialisés de type ULIS/<br>SEGPA | Cassini Mx              | St Charles Mat               |
|                        | Madonette Terron Mx     | St Barthélémy Mat     |   | Col de Villefranche Mat | St Charles Mx                |
|                        | Moretti Mx              | St Barthélémy Mx 2    |   | Col de Villefranche Mx  |                              |
|                        | St Pierre d'Arène       | St Barthélémy 1 Appli | - Clg Valéri (ULIS)   | Ferry Mat               |                              |
|                        | St A. de Ginestière Mat | St Exupéry Mat        | - SEGPA JH Fabre  | Ferry Mx                |                              |

|  |  |                           |  |                             |  |
|--|--|---------------------------|--|-----------------------------|--|
|  | St A. de Ginestière Mx                               | St Exupéry Mx             |  | Les Orangers Mat            | Pour les voeux portant sur des postes spécialisés de type ULIS/ SEGPA: |
|  | Ste Hélène Mat                                       | Pessicart mat             |  | Les Orangers Mx             |  |
|  | Ste Hélène Mx  | St pancrace Mx            |  | Macé Mat                    | SEGPA Jaubert (SEGPA)  |
|  | St Philippe  | St Pierre de Feric Mat    |  | Macé Mx I                   | SEGPA Nucera (SEGPA)   |
|  | St Philippe Mat                                      | St Pierre de Feric Mx     |  | Macé Mx2                    |  |
|  | Mantéga Mat  | St Sylvestre Mat          |  | Pégliion (Mont Boron Mx)    |  |
|  | Mantéga Mx   | St Sylvestre Mx I         |  | Risso Mx                    |  |
|  | Caucade Mat  | St Sylvestre Mx2          |  | La Capelina Mat             |  |
|  | Caucade Mx   | Von Derwies Mat           |  | La Sourgentine Mat          |  |
|  | Corniche Fleurie Mat                                 | Von Derwies Mx            |  | Eze Cigales de mer          |  |
|  | Corniche Fleurie Mx                                  | Darsonval (Conservatoire) |  | Eze Gianton                 |  |
|  | Crémat Bellet Mx                                     | Rimiez supérieur Mx       |  | Villefranche/mer Plateau St |  |
|  | Fabron Mx  | Auber Mat                 |  | Villefranche/mer Magnolias  |  |
|  | Jules Verne Mx                                       | Auber Mx                  |  | Villefranche/mer Calderoni  |  |
|  | La Lanterne Mat                                      | Clément Roassal Mat       |  | St Jean Cap-Ferrat Mon      |  |
|  | La Lanterne Mx                                       | Dubouchage Mat            |  |                             |  |
|  | Les Pervenches Mat                                   |                           |  |                             |  |
|  | Magnolias Mat  |                           |  |                             | Pour les voeux portant sur des postes spécialisés de type ULIS/ SEGPA: |
|  | Magnolias Mx 1                                       |                           |  |                             |  |
|  | Magnolias Mx 2                                       |                           |  |                             | - Clg Giono (ULIS)   |
|  | St Isidore Mat                                       |                           |  |                             | - SEGPA Port Lympia  |
|  | St Isidore Mx  |                           |  |                             |  |
|  |  |                           |  |                             |  |
|  |  |                           |  |                             |  |
|  | Pour les voeux portant sur des postes spécialisés de |                           |  |                             |  |
|  | -SEGPA Mistral                                       |                           |  |                             |  |
|  | - Clg l'Archet (ULIS)                                |                           |  |                             |  |
|  | - Clg Dufy (ULIS)                                    |                           |  |                             |  |

**Les vœux « groupes » de type A avec natures de supports différentes et communes différentes (ex « vœux larges ») – Mobilité obligatoire MOB**

| Groupe 1              | Groupe 2               | Groupe 3             | Groupe 4                 | Groupe 5              | Groupe 6           |
|-----------------------|------------------------|----------------------|--------------------------|-----------------------|--------------------|
| Antibes               | Andon                  | Aspremont            | Berre-les-Alpes          | Beaulieu-sur-Mer      | Ascros             |
| Biot                  | Auribeau-sur-Siagne    | Bonson               | Blausasc                 | Beausoleil            | Belvédère          |
| Cagnes-sur-Mer        | Briançonnet            | Bouyon               | Bendejun                 | Breil-sur-Roya        | Beuil              |
| Cannes                | Cabris                 | Carros               | Coaraze                  | Cap-d'Ail             | Clans              |
| Châteauneuf-Grasse    | Caille                 | Castagniers          | Cantaron                 | Castellar             | Daluis             |
| La Colle-sur-Loup     | Caussols               | Colomars             | Châteauneuf-Villevieille | Fontan                | Entraunes          |
| Le Bar-sur-Loup       | Cipières               | Èze                  | Contes                   | Gorbio                | Guillaumes         |
| Le Cannet             | Coursegoules           | Falicon              | Drap                     | La Brigue             | Isola              |
| Le Rouret             | Escragnolles           | Gattières            | La Trinité               | Menton                | La Bollène-Vésubie |
| Mandelieu-la-Napoule  | Gourdon                | Gilette              | La Turbie                | Moulinet              | La Penne           |
| Mouans-Sartoux        | Grasse                 | La Gaude             | L'Escarène               | Roquebrune-Cap-Martin | La Tour            |
| Mougins               | Gréolières             | La Roquette-sur-Var  | Levens                   | Sainte-Agnès          | Lantosque          |
| Opio                  | La Roquette-sur-Siagne | Le Broc              | Lucéram                  | Saint-Jean-Cap-Ferrat | Malaussène         |
| Roquefort-les-Pins    | Le Tignet              | Nice                 | Peille                   | Saorge                | Péone              |
| Saint-Paul- de -Vence | Pégomas                | Saint-Blaise         | Peillon                  | Sospel                | Pierrefeu          |
| Théoule-sur-Mer       | Peymeinade             | Saint-Jeannet        | Saint-André-de-la-Roche  | Tende                 | Puget-Thénières    |
| Tourrettes-sur-Loup   | Saint-Auban            | Saint-Laurent-du-Var | Tourrette-Levens         |                       | Roquebillière      |

|                   |                          |                      |  |  |                         |
|-------------------|--------------------------|----------------------|--|--|-------------------------|
| Valbonne          | Saint-Cézaire-sur-Siagne | Saint-Martin-du-Var  |  |  | Roquesteron             |
| Vallauris         | Saint-Vallier-de-Thiery  | Villefranche-sur-Mer |  |  | Saint-Étienne-de-Tinée  |
| Vence             | Séranon                  |                      |  |  | Saint-Martin-Vésubie    |
| Villeneuve-Loubet | Spéracèdes               |                      |  |  | Saint-Sauveur-sur-Tinée |
|                   | Valderoure               |                      |  |  | Toudon                  |
|                   |                          |                      |  |  | Touët-sur-Var           |
|                   |                          |                      |  |  | Utelle                  |
|                   |                          |                      |  |  | Valdeblore              |
|                   |                          |                      |  |  | Villars-sur-Var         |

## B/ DANS LE VAR

Les vœux groupe de type A avec natures de supports identiques dans des secteurs de communes Sont concernées les communes de : Fréjus, Hyères, La Seyne, Toulon

### FREJUS : 3 secteurs

| FREJUS CENTRE        | FREJUS PERIPHERIE     | FREJUS OUEST (IEN du Muy) |
|----------------------|-----------------------|---------------------------|
| EEPU Aurélien        | EEPU Aubanel          | EEPU Balzac-Flaubert      |
| EEPU Les Chênes      | EEPU Hippolyte Fabre  | EEPU Caïs 1               |
| EEPU Turcan          | EEPU Jean Giono       | EEPU Les Eucalyptus       |
| EMPU Aulézy          | EEPU René Char        | EPPU Paul Roux            |
| EMPU Françoise Dolto | EMPU Aubanel          | EMPU Caïs                 |
| EMPU Les Oliviers    | EMPU Les Moussaillons | EMPU Paul Roux            |
| EMPU Aurélien        | EMPU René Char        | EMPU Villeneuve           |
|                      | EMPU Valescure        |                           |

### HYERES : 3 secteurs

| HYERES EST             | HYERES OUEST          | HYERES PERIPHERIE        |
|------------------------|-----------------------|--------------------------|
| EEPU Saint-Exupéry     | EEPU Anatole France   | EPPU Claude Durand       |
| EEPU Excelsior         | EEPU Georges Guynemer | EEPU L'Almanarre         |
| EEPU Paul Long         | EEPU Les Iles d'Or    | EPPU La Capte            |
| EMPU Saint-Exupéry     | EMPU Françoise Dolto  | EPPU Les Borrels         |
| EMPU Ferdinand Buisson | EMPU Alexis Godillot  | EPPU Les Vieux Salins    |
| EMPU Jardins d'Orient  | EMPU Costebelle       | EPPU Paul Gensollen      |
| EMPU Les Mouettes      | EMPU Georges Guynemer | EEPU St John Perse-Giens |
| EMPU Val des Pins      | EMPU Henri Matisse    | EEPU Paule Humbert       |
|                        |                       | EMPU Prévert - Giens     |

### LA SEYNE : 3 secteurs

| LA SEYNE 1 (REP +)    | LA SEYNE 2 CENTRE            | LA SEYNE 3 (IEN SIX FOURS) |
|-----------------------|------------------------------|----------------------------|
| EEPU Lucie Aubrac     | EEPU Emile Malsert 1         | EEPU Saint -Exupéry        |
| EEPU Jean Zay         | EEPU Cédric de Pierrepont    | EEPU Léo Lagrange 1        |
| EEPU Georges Brassens | EEPU Ernest Renan            | EEPU Léo Lagrange 2        |
| EEPU Victor Hugo      | EEPU Marcel Pagnol           | EEPU J.J Rousseau          |
| EMPU Jean Zay         | EEPU Jules Verne             | EMPU St Exupéry            |
| EMPU Georges Brassens | EEPU J.B Martini             | EMPU Léo Lagrange          |
| EMPU Pierre Semard    | EEPU Toussaint Merle         | EMPU Marie Mauron          |
| EMPU Victor Hugo      | EMPU Anatole France          | EMPU J.J Rousseau          |
|                       | EMPU Eugénie Cotton          |                            |
|                       | EMPU Jean Jaurès             |                            |
|                       | EMPU Amable Mabily           |                            |
|                       | EMPU Toussaint Merle         |                            |
|                       | EMPU Edouard Vaillant        |                            |
|                       | EMPU Les Collines de Tamaris |                            |

**TOULON : 3 secteurs**

| TOULON 1               | TOULON 2                     | TOULON 3                |
|------------------------|------------------------------|-------------------------|
| EEPU André Filippi     | EEPU Frédéric Mistral        | EEPU Brunet 1           |
| EEPU Charles Sandro    | EEPU J. Muraire dit Raimu    | EEPU Brunet 2           |
| EEPU Cité des Pins     | EEPU J.Y Cousteau            | EEPU Le Brusquet        |
| EEPU Claret            | EEPU La Beaucaire            | EEPU Font-Pré           |
| EEPU La Florane        | EEPU La Tauriac              | EEPU Fort Ste-Catherine |
| EEPU Fort-Rouge        | EEPU Trois Quartiers         | EEPU Pont de Suve       |
| EEPU Les Moulins       | EEPU Lazare Carnot           | EEPU Saint-Louis        |
| EEPU Les Routes        | EEPU Jean Aicard             | EEPU Les Remparts       |
| EEPU Malbousquet       | EEPU François Nardi          | EEPU Marius Longepierre |
| EEPU Pont-du-Las       | EEPU Claude Debussy          | EEPU Saint-Jean du Var  |
| EEPU Val Fleuri        | EEPU Pont-Neuf               | EMPU Fleurs des champs  |
| EEPU Valbourdin        | EEPU Polygone                | EMPU La Visitation      |
| EEPU Rivière Neuve 1   | EEPU Aguillon                | EMPU Brunet-Barentine   |
| EEPU Rivière Neuve 2   | EEPU Cap Brun                | EMPU Le Brusquet        |
| EEPU Rodeilhac         | EEPU Ernest Renan            | EMPU Font-Pré           |
| EEPU Saint-Roch        | EMPU Basse Covention         | EMPU Saint-Louis        |
| EEPU Valbertrand       | EMPU Danielle Casanova       | EMPU Saint-Jean du Var  |
| EMPU Barbès            | EMPU Jules Muraire dit Raimu | EMPU Les Cèllets        |
| EMPU Charles Sandro    | EMPU La Beaucaire            | EMPU La Pinède          |
| EMPU Cité de l'Épargne | EMPU Camille Saint-Saens     |                         |
| EMPU Cité des Pins     | EMPU Vert Coteau             |                         |
| EMPU La Florane        | EMPU la Serinette            |                         |
| EMPU Fort-Rouge        | EMPU La Tauriac              |                         |
| EMPU Jules Ferry       | EMPU Le Jonquet              |                         |
| EMPU Le Temple         | EMPU Jean Aicard             |                         |
| EMPU Les Moulins       | EMPU Claude Debussy          |                         |
| EMPU Les Routes        | EMPU La Loubière             |                         |
| EMPU Pont-du-Las       | EMPU Polygone                |                         |
| EMPU Valbourdin        | EMPU Aguillon                |                         |
| EMPU Rivière-Neuve     | EMPU Cap Brun                |                         |
| EMPU Rodeilhac         | EMPU Le Mourillon            |                         |
| EMPU Saint-Roch        |                              |                         |
| EMPU Valbertrand       |                              |                         |

**Les vœux groupe de type A avec natures de supports identiques dans des communes différentes (ex vœux de regroupements de communes)**

Le vœu groupe de type A – TOULON n'existe pas. Pour un obtenir un poste indifféremment dans les trois circonscriptions de Toulon, il faut sélectionner le vœu groupe de type AC (Commune de Toulon). Les communes de La Valette du Var et Le Revest les Eaux rattachées à la circonscription de Toulon 3 sont exclues de ce vœu groupe.

**REGROUPEMENT DE BRIGNOLES** comprend les communes de : Brignoles, Cabasse, Camps la Source, Carcès, Correns, Cotignac, Entrecasteaux, La Celle, Le Thoronet, Le Val, Lorgues, Montfort sur Argens, Saint Antonin du Var, Tourves, Vins sur Caramy.

**REGROUPEMENT DE COGOLIN** comprend les communes de Cavalaire sur mer, Cogolin, Gassin, Grimaud, La Croix Valmer, La Garde Freinet, La Môle, Le Lavandou, Plan de la Tour, Ramatuelle, Rayol Canadel, Saint Tropez, Sainte Maxime.

**REGROUPEMENT DE DRAGUIGNAN** comprend les communes de : Aiguines, Ampus, Artignosc sur Verdon, Aups, Bauduen, Draguignan, Flayosc, Les Salles sur Verdon, Régusse, Salernes, Sillans la Cascade, Tourtour, Trans en Provence, Villecroze.

**REGROUPEMENT DE GAREOULT** comprend les communes de Besse Sur Issole, Carnoules,

Flassans Sur Issole, Forcalqueiret, Garéoult, Gonfaron, Mazaugues, Méounes Les Montrieux, Nans Les Pins, Néoules, Pignans, Plan D'Aups Ste Baume, Rocbaron, La Roquebrussanne, Sainte Anastasie Sur Issole, Saint Zacharie.

**REGROUPEMENT DE HYERES** comprend les communes de Bormes les Mimosas, Hyères, La Londe les Maures.

**REGROUPEMENT DE LA GARDE** comprend les communes de : Carqueiranne, La Crau, La Garde, Le Pradet

**REGROUPEMENT DE LA SEYNE SUR MER** comprend les communes de : La Seyne sur Mer, Saint Mandrier sur mer.

**REGROUPEMENT DU MUY** comprend les communes de Les Arcs, Le Cannet Des Maures, Le Luc, Les Mayons, Le Muy, Taradeau, Vidauban et les écoles de Fréjus rattachées à la circonscription du MUY

**REGROUPEMENT DE SAINT-MAXIMIN** comprend les communes de : Barjols, Bras, Brue Auriac, Fox Amphoux, Ginasservis, Montmeyan, Pontéves, Pourcieux, Pourrières, Rians, Rougiers, Saint Julien Le Montagnier, Saint Martin De Pallières, Saint Maximin, Seillons Source D'argens, Tavernes, Varages, La Verdière, Vinon Sur Verdon.

**REGROUPEMENT DE SAINT PAUL EN FORET** comprend les communes de : Les Adrets De L'estérel, Bagnols En Fôret, Bargemon, La Bastide, Callas, Callian, Châteaudouble, Claviers, Comps Sur Artuby, Fayence, Figanières, La Motte, Mons, Montauroux, Montferrat, Puget Sur Argens, Roquebrune Sur Argens, Saint Paul En Fôret, Seillans, Tanneron, Tourrettes.

**REGROUPEMENT DE SANARY** comprend les communes de : Bandol, Le Beausset, La Cadière D'azur, Le Castellet, Evenos, Saint Cyr Sur Mer, Sanary Sur Mer, Signes.

**REGROUPEMENT DE SAINT-RAPHAEL/FREJUS** comprend les communes de Fréjus, Saint-Raphaël.

**REGROUPEMENT DE SIX FOURS** comprend les communes de Ollioules, Six-Fours-les-Plages, et les écoles de La Seyne sur mer rattachées à la circonscription de SIX FOURS.

**REGROUPEMENT DE SOLLIES PONT** comprend les communes de Belgentier, Collobrières, Cuers, La Farlède, Pierrefeu du Var, Puget Ville, Solliès Pont, Solliès Toucas, Solliès Ville.

**Les vœux groupes avec natures de supports différentes dans communes différentes de type A – MOB (ex vœux de zones infra dits vœux larges)**

| INTITULE DU GROUPE | COMMUNES                                   | CIRCONSCRIPTION   |
|--------------------|--|---|
| 1<br>TOULON        | LA VALETTE<br>LE REVEST LES EAUX<br>TOULON | TOULON 3<br>TOULON 3<br>TOULON 1, TOULON 2,<br>TOULON 3 |

|   |   |   |
|---|---|---|
| <p style="text-align: center;"><b>2</b><br/><b>GRAND HYERES</b></p> | <p>BELGENTIER<br/>BORMES LES MIMOSAS<br/>CARQUEIRANNE<br/>COLLOBRIERES<br/>CUERS<br/>HYERES<br/>LA CRAU<br/>LA FARLEDE<br/>LA GARDE<br/>LA LONDE LES MAURES<br/>LE LAVANDOU<br/>LE PRADET<br/>PIERREFEU<br/>PUGET VILLE<br/>RAYOL CANADEL<br/>SOLLIES PONT<br/>SOLLIES TOUCAS<br/>SOLLIES VILLE</p>   | <p>CUERS<br/>HYERES<br/>LA GARDE<br/>CUERS<br/>CUERS<br/>HYERES<br/>LA GARDE<br/>CUERS<br/>LA GARDE<br/>HYERES<br/>COGOLIN<br/>LA GARDE<br/>CUERS<br/>CUERS<br/>COGOLIN<br/>CUERS<br/>CUERS<br/>CUERS</p>   |
| <p style="text-align: center;"><b>3</b><br/><b>SUD OUEST</b></p>    | <p>BANDOL<br/>EVENOS<br/>LA CADIERE D'AZUR<br/>LA SEYNE SUR MER<br/>LE BEAUSSET<br/>LE CASTELLET<br/>OLLIOULES<br/>SAINT MANDRIER<br/>SANARY<br/>SIGNES<br/>SIX FOURS LES PLAGES<br/>SAINT CYR SUR MER</p>  | <p>SANARY<br/>SANARY<br/>SANARY<br/>LA SEYNE<br/>SANARY<br/>SANARY<br/>SIX FOURS<br/>LA SEYNE<br/>SANARY<br/>SANARY<br/>SIX FOURS<br/>SANARY</p>  |
| <p style="text-align: center;"><b>4</b><br/><b>CENTRE VAR</b></p>   | <p>BESSE SUR ISSOLE<br/>BRIGNOLES<br/>CABASSE<br/>CAMPS LA SOURCE<br/>CARNOULES<br/>FLASSANS<br/>FORCALQUEIRET<br/>GAREOULT<br/>GONFARON<br/>LA CELLE<br/>LA ROQUEBRUSSANNE<br/>LE CANNET DES MAURES<br/>LE LUC<br/>LES MAYONS<br/>LE VAL<br/>MAZAUGUES<br/>MEOUNES LES<br/>MONTRIEUX<br/>NEOULES<br/>PIGNANS<br/>ROCBARON<br/>SAINTE ANASTASIE<br/>TOURVES<br/>VINS SUR CARAMY</p> | <p>GAREOULT<br/>BRIGNOLES<br/>BRIGNOLES<br/>BRIGNOLES<br/>GAREOULT<br/>GAREOULT<br/>GAREOULT<br/>GAREOULT<br/>GAREOULT<br/>GAREOULT<br/>BRIGNOLES<br/>GAREOULT<br/>LE MUY<br/>LE MUY<br/>LE MUY<br/>BRIGNOLES<br/>GAREOULT<br/>GAREOULT<br/>GAREOULT<br/>GAREOULT<br/>GAREOULT<br/>GAREOULT<br/>BRIGNOLES<br/>BRIGNOLES<br/>BRIGNOLES</p> |
| <p style="text-align: center;"><b>5</b><br/><b>NORD OUEST</b></p>   | <p>BARJOLS<br/>BRAS<br/>BRUE AURIAC<br/>CARCES<br/>CORRENS<br/>COTIGNAC<br/>GINASSERVIS</p>   | <p>SAINT MAXIMIN<br/>SAINT MAXIMIN<br/>SAINT MAXIMIN<br/>BRIGNOLES<br/>BRIGNOLES<br/>BRIGNOLES<br/>SAINT MAXIMIN</p>  |

|                             |   |  |
|-----------------------------|---|--|
|                             | LA VERDIERE<br>MONTFORT SUR ARGENS<br>MONTMEYAN<br>NANS LES PINS<br>PLAN D'AUPS<br>PONTEVES<br>POURCIEUX<br>POURRIERE<br>RIAN<br>ROUGIERS<br>SEILLONS SOURCE<br>D'ARGENS<br>SAINT JULIEN LE<br>MONTAGNIER<br>SAINT MARTIN DE<br>PALLIERES<br>SAINT MAXIMIN<br>TAVERNES<br>VARAGES<br>VINON SUR VERDON<br>SAINT ZACHARIE   | SAINT MAXIMIN<br>BRIGNOLES<br>SAINT MAXIMIN<br>GAREOULT<br>GAREOULT<br>SAINT MAXIMIN<br>SAINT MAXIMIN<br>SAINT MAXIMIN<br>SAINT MAXIMIN<br>SAINT MAXIMIN<br>SAINT MAXIMIN<br>SAINT MAXIMIN<br>SAINT MAXIMIN<br>SAINT MAXIMIN<br>SAINT MAXIMIN<br>SAINT MAXIMIN<br>SAINT MAXIMIN<br>GAREOULT<br>SAINT MAXIMIN<br>SAINT MAXIMIN<br>GAREOULT                          |
| <b>6</b><br><b>DRACENIE</b> | AIGUINES<br>AMPUS<br>ARTIGNOSC<br>AUPS<br>BAUDUEN<br>DRAGUIGNAN<br>FLAYOSC<br>LA MOTTE<br>LE MUY<br>LE THORONET<br>LES ARCS<br>LES SALLES<br>LORGUES<br>REGUSSE<br>SALERNES<br>SILLANS LA CASCADE<br>SAINT ANTONIN<br>TARADEAU<br>TOURTOUR<br>TRANS EN PROVENCE<br>VIDAUBAN<br>VILLECROZE<br>ENTRECASTEAUX<br>FOX AMPHOUX | DRAGUIGNAN<br>DRAGUIGNAN<br>DRAGUIGNAN<br>DRAGUIGNAN<br>DRAGUIGNAN<br>DRAGUIGNAN<br>DRAGUIGNAN<br>SAINT PAUL EN FORET<br>LE MUY<br>DRAGUIGNAN<br>LE MUY<br>DRAGUIGNAN<br>DRAGUIGNAN<br>DRAGUIGNAN<br>DRAGUIGNAN<br>DRAGUIGNAN<br>DRAGUIGNAN<br>DRAGUIGNAN<br>BRIGNOLES<br>LE MUY<br>DRAGUIGNAN<br>DRAGUIGNAN<br>LE MUY<br>DRAGUIGNAN<br>BRIGNOLES<br>SAINT MAXIMIN |
| <b>7</b><br><b>GOLFE</b>    | CAVALAIRE<br>COGOLIN<br>GASSIN<br>GRIMAUD<br>LA CROIX-VALMER<br>LA GARDE FREINET<br>LA MOLE<br>LE PLAN DE LA TOUR<br>RAMATUELLE<br>SAINT TROPEZ<br>SAINTE MAXIME  | COGOLIN<br>COGOLIN<br>COGOLIN<br>COGOLIN<br>COGOLIN<br>COGOLIN<br>COGOLIN<br>COGOLIN<br>COGOLIN<br>COGOLIN<br>COGOLIN<br>COGOLIN   |
| <b>8</b><br><b>SUD EST</b>  | FREJUS<br>LES ADRETS DE<br>L'ESTEREL<br>PUGET SUR ARGENS<br>ROQUEBRUNE S/ARGENS   | FREJUS/ST RAPHAEL<br>ST PAUL EN FORET<br>ST PAUL EN FORET<br>SAINT PAUL EN FORET<br>FREJUS/SAINT RAPHAEL   |

|               |  |   |
|---------------|--|---|
|               | SAINT RAPHAEL  | FREJUS/SAINT RAPHAEL  |
| 9<br>NORD EST | BAGNOLS EN FORET<br>BARGEMON<br>CALLAS<br>CALLIAN<br>CHATEAUDOUBLE<br>CLAVIERS<br>COMPS SUR ARTUBY<br>FAYENCE<br>FIGANIERES<br>LA BASTIDE<br>MONS<br>MONTAUROUX<br>MONTFERRAT<br>SAINT PAUL EN FORET<br>SEILLANS<br>TANNERON<br>TOURRETTES<br>TRIGANCE | SAINT PAUL EN FORET<br>SAINT PAUL EN FORET<br>SAINT PAUL EN FORET<br>SAINT PAUL EN FORET<br>SAINT PAUL EN FORET<br>SAINT PAUL EN FORET<br>SAINT PAUL EN FORET<br>SAINT PAUL EN FORET<br>SAINT PAUL EN FORET<br>SAINT PAUL EN FORET<br>SAINT PAUL EN FORET<br>SAINT PAUL EN FORET<br>SAINT PAUL EN FORET<br>SAINT PAUL EN FORET<br>SAINT PAUL EN FORET<br>SAINT PAUL EN FORET<br>SAINT PAUL EN FORET<br>SAINT PAUL EN FORET<br>SAINT PAUL EN FORET<br>SAINT PAUL EN FORET<br>SAINT PAUL EN FORET |

## 2.6.2. Education prioritaire

### A/ Dans les Alpes Maritimes

Les écoles en gras relèvent du dispositif REP+.

| Commune de rattachement | Secteur de collège    | Écoles   |
|-------------------------|-----------------------|--|
| CANNES                  | MURIERS<br>VALLERGUES | Bocca Frayère Mx et Mat ; R. Gosciny Mx et Mat<br>Eugène Vial Mx et Mat ; Alice Mx I, II et Alice mat  |
| NICE                    | JAUBERT               | <b>Nord</b> : Prévert Mx - Piaget Mx - Mûriers Mat -Lauriers roses Mat.<br><b>Sud</b> : Pagnol Mx - Cassin Mx - Manoir Mat - Mésanges Mat<br><b>Val d'Ariane Mat</b><br><b>Drap</b> : La Condamine Mx et Mat |
| NICE (suite)            | NUCERA<br>DURUY       | <b>Nice</b> : Bon voyage Mx I et II et Mat - Aquarelle Mat - Pasteur Mx et Mat - St Charles Mx et Mat - Aimé Césaire - Mace Mx I et II, Mace mat   |
|                         | ROMAINS               | <b>Bois de Boulogne Mx et Mat, Digue des Français Mx I et II et Mat, les Orchidées mat- Les Moulins Mx et Mat - Flore Mx I et Mx II, Mat</b>   |
| VALLAURIS               | PICASSO               | Toutes les écoles sauf Golfe Juan Mat et Mx  |
| CARROS                  | LANGEVIN              | Toutes les écoles sauf village et les Plans  |

### B/ Dans le Var

| REP +  |          |                  |          |                 |
|--------|----------|------------------|----------|-----------------|
| SIGLE  | R.N. E   | ÉCOLES           | COMMUNE  | CIRCONSCRIPTION |
| E.E.PU | 0831568D | GEORGES BRASSENS | LA SEYNE | LA SEYNE        |
| E.E.PU | 0830937T | JEAN ZAY         | LA SEYNE | LA SEYNE        |
| E.E.PU | 0830443F | LUCIE AUBRAC     | LA SEYNE | LA SEYNE        |

|            |          |                         |          |                   |
|------------|----------|-------------------------|----------|-------------------|
| E.E.PU     | 0831151A | VICTOR HUGO             | LA SEYNE | LA SEYNE          |
| E.M.PU     | 0831567C | GEORGES BRASSENS        | LA SEYNE | LA SEYNE          |
| E.M.PU     | 0830763D | JEAN ZAY                | LA SEYNE | LA SEYNE          |
| E.M.PU     | 0830238H | PIERRE SEMARD           | LA SEYNE | LA SEYNE          |
| E.M.PU     | 0831234R | VICTOR HUGO             | LA SEYNE | LA SEYNE          |
| E.E.PU     | 0831434H | FONT PRE                | TOULON   | TOULON 3          |
| E.E.PU     | 0830293T | MARIUS LONGEPierre      | TOULON   | TOULON 3          |
| E.E.PU     | 0831556R | PONT DE SUVE            | TOULON   | TOULON 3          |
| E.M.PU     | 0830256C | FLEUR DES CHAMPS        | TOULON   | TOULON 3          |
| E.M.PU     | 0830257D | FONT PRE                | TOULON   | TOULON 3          |
| E.M.PU     | 0830264L | LES CAILLETS            | TOULON   | TOULON 3          |
| E.E.PU     | 0830285J | JACQUES YVES COUSTEAU   | TOULON   | TOULON 2          |
| E.E.PU     | 0830820R | LA BEUCAIRE             | TOULON   | TOULON 2          |
| E.E.PU     | 0831045K | LA TAURIAC              | TOULON   | TOULON 2          |
| E.E. PU    | 0830298Y | PONT NEUF               | TOULON   | TOULON 2          |
| E.M.PU     | 0830250W | BASSE CONVENTION        | TOULON   | TOULON 2          |
| E.M.PU     | 0830764E | LA BEUCAIRE             | TOULON   | TOULON 2          |
| E.M.PU     | 0831139M | LA TAURIAC              | TOULON   | TOULON 2          |
| E.M.PU     | 0830259F | LE JONQUET              | TOULON   | TOULON 2          |
| <b>REP</b> |          |                         |          |                   |
| E.E.PU     | 0831476D | JULES MURAIRe DIT RAIMU | TOULON   | TOULON 2          |
| E.E.PU     | 0830386U | LE BRUSQUET             | TOULON   | TOULON 3          |
| E.E.PU     | 0830393B | LES REMPARTS            | TOULON   | TOULON 3          |
| E.E.PU     | 0831569E | SAINT LOUIS             | TOULON   | TOULON 3          |
| E.E.PU     | 0830288M | MALBOUSQUET             | TOULON   | TOULON 1          |
| E.E.PU     | 0830749N | PONT DU LAS             | TOULON   | TOULON 1          |
| E.E.PU     | 0830978M | RODEILHAC               | TOULON   | TOULON 1          |
| E.E.PU     | 0831385E | SAINT ROCH              | TOULON   | TOULON 1          |
| E.E.PU     | 0830600B | AUBANEL                 | FREJUS   | ST RAPHAEL/FREJUS |
| E.E.PU     | 0830601C | JEAN GIONO              | FREJUS   | ST RAPHAEL/FREJUS |
| E.M.PU     | 0831478F | JULES MURAIRe DIT RAIMU | TOULON   | TOULON 2          |
| E.M.PU     | 0831345L | LA VISITATION           | TOULON   | TOULON 3          |
| E.M.PU     | 0830258E | LE BRUSQUET             | TOULON   | TOULON 3          |
| E.M.PU     | 0831344K | SAINT LOUIS             | TOULON   | TOULON 3          |
| E.M.PU     | 0830273W | LE TEMPLE               | TOULON   | TOULON 1          |
| E.M.PU     | 0830266N | PONT DU LAS             | TOULON   | TOULON 1          |
| E.M.PU     | 0830269S | RODEILHAC               | TOULON   | TOULON 1          |
| E.M.PU     | 0830271U | SAINT ROCH              | TOULON   | TOULON 1          |
| E.M.PU     | 0830206Y | AUBANEL                 | FREJUS   | ST RAPHAEL/FREJUS |
| E.M.PU     | 0831195Y | VALESCURE               | FREJUS   | ST RAPHAEL/FREJUS |

#### AUTRES ETABLISSEMENTS

|       |          |                  |                    |                |
|-------|----------|------------------|--------------------|----------------|
| SEGPA | 0830838K | VILLEUNEUVE      | FREJUS             | TOULON VAR ASH |
| SEGPA | 0830716C | HENRI WALLON     | LA SEYNE           | TOULON VAR ASH |
| SEGPA | 0830664W | LA MARQUISANNE   | TOULON             | TOULON VAR ASH |
| SEGPA | 0831137K | PIERRE PUGET     | TOULON             | TOULON VAR ASH |
| CLG   | 0830069Z | PIERRE PUGET     | TOULON             | TOULON VAR ASH |
| CLG   | 0830834F | ANDRE LEOGARD    | FREJUS             | TOULON VAR ASH |
| CLG   | 0830180W | HENRI WALLON     | LA SEYNE           | TOULON VAR ASH |
| CLG   | 0830181W | LA MARQUISANNE   | TOULON             | TOULON VAR ASH |
| CLG   | 0830148K | MAURICE GENEVOIX | TOULON             | TOULON VAR ASH |
| ITEP  | 0830918X | SAINT BARNABE    | SILLANS LA CASCADE | TOULON VAR ASH |

## **2.6.3. ZONES RENCONTRANT DES DIFFICULTES PARTICULIERES DE RECRUTEMENT**

### **2.6.3.1. Zones rurales Isolées des Alpes-Maritimes**

Ouvrent droit à la bonification pour exercice en zone rurale isolée, les affectations prononcées dans les communes suivantes : Andon, Ascros, Auron, Belvédère, Beuil, Breil sur Roya, Briançonnet, Caille, Caussols, Cipières, Clans, Daluis, Entraunes, Escragnolles, Fontan, Gréolières, Guillaume, Isola, La Bollène Vésubie, La Brigue, La Penne, Lantosque, La Tour sur Tinée, Malaussène, Moulinet, Péone, Pierrefeu, Puget Théniers, Roquebillière, Roquesteron, Saorge, Séranon, St Auban, St Martin Vésubie, St Sauveur sur Tinée, Tende, Toudon, Touet sur Var, Sospel, St Étienne de Tinée, Utelle, Valdeblore, Valderoure, Villars/Var.

### **2.6.3.2. Zones rencontrant des difficultés particulières de recrutement dans le Var**

Ouvrent droit à la bonification pour exercice en zone rencontrant des difficultés de recrutement les affectations prononcées dans communes suivantes :

Aiguines, Artignosc sur Verdon, Bargemon, Barjols, Bauduen, Cabasse, Cavalaire, Cogolin, Comps sur Artuby, Collobrières, Correns, Entrecasteaux, Fox-Amphoux, Gassin, Ginasservis, Grimaud, La Bastide, La Croix Valmer, La Garde Freinet, La Môle, Le Plan de la Tour, Le Thoronet, Les Mayons, Les Salles sur Verdon, Mons, Montferrat, Montmeyan, Pontevès, Ramatuelle, Rayol Canadel, Saint Antonin, Saint Paul en Forêt, Saint Tropez, Sainte Maxime, Tavernes, Trigance, Tourtour, Varages, Vins sur Caramy.

## **3. Caractéristiques du mouvement des personnels du second degré**

Les affectations prononcées à l'issue des mouvements tiennent compte de la situation personnelle et professionnelle des agents et sont prononcées dans la limite des postes par discipline<sup>4</sup>.

### Personnels stagiaires

- Les personnels stagiaires (devant être titularisés à la rentrée scolaire), nommés dans l'académie à la suite de la phase interacadémique du mouvement, à l'exception des agents qui ont été retenus pour les postes spécifiques, doivent obligatoirement participer au mouvement intra-académique N.
- Les stagiaires, précédemment titulaires d'un corps de personnels enseignants du premier degré ou du second degré, d'éducation et les psychologues de l'éducation nationale ne pouvant pas être maintenus sur leur poste, doivent obligatoirement participer au mouvement intra-académique N.

---

<sup>4</sup> Le mouvement intra-académique permet la couverture la plus complète possible des besoins par des titulaires, y compris sur des postes, des établissements ou des services qui s'avèrent moins attractifs en raison de leur isolement géographique ou des conditions et modalités particulières d'exercice qui y sont liées. Les affectations dans certains postes revêtent un caractère prioritaire pour faciliter leur prise en charge effective et continue par des titulaires.

## Personnels titulaires

- Participation obligatoire au mouvement intra-académique

Sont concernés :

- Les personnels titulaires nommés dans l'académie à la suite de la phase interacadémique du mouvement, à l'exception des agents qui ont été retenus pour les postes spécifiques.
- Les personnels titulaires faisant l'objet d'une mesure de carte scolaire pour l'année en cours.
- Les personnels souhaitant réintégrer après une disponibilité, après un congé avec libération de poste, après une affectation dans un poste adapté (P.A.C.D. ou P.A.L.D.), dans l'enseignement supérieur, dans l'enseignement privé, dans un centre d'information ou d'orientation spécialisé ou en qualité de conseiller pédagogique départemental pour l'E.P.S., y compris s'il agit d'une réintégration conditionnelle.
- Les agents titulaires et néo-titulaires affectés dans une académie au 1<sup>er</sup> septembre et placés, à cette même date et par cette même académie, en disponibilité ou congés divers.
- Les personnels titulaires de l'académie qui ne peuvent rester sur leur poste en raison d'un changement de corps ou de discipline.
- Les personnels titulaires affectés à titre provisoire au sein de l'académie devant obligatoirement obtenir un poste à titre définitif (CLD, disponibilités, congé parental...)

- Participation facultative au mouvement intra-académique

Sont concernés, les personnels titulaires souhaitant changer d'affectation.

Situation particulière : les professeurs des écoles détachés dans le corps des PsyEN-EDA peuvent participer aux mouvements intra-académique et intra-départemental. S'ils n'ont pas demandé la fin de leur détachement, priorité sera donnée au mouvement du second degré.

- Participation au(x) mouvement(s) spécifique(s)

Le mouvement spécifique académique est ouvert aux personnels stagiaires et titulaires :

- souhaitant occuper un poste spécifique,
- souhaitant changer de poste spécifique.

### **3.1. L'organisation du mouvement intra académique.**

Le mouvement intra-académique relève de la compétence du recteur ou de la rectrice. Les lignes directrices de gestion académiques décrivent les règles et modalités d'organisation des mouvements intra-académiques.

Ces règles doivent notamment garantir une majoration significative aux priorités légales et réglementaires de mutation. Ainsi, aucun élément de barème ne peut avoir une valeur supérieure à celle conférée au titre des priorités légales fixées par l'article L. 512-19 du code général de la fonction publique et le décret n° 2018-303 du 25 avril 2018.

À l'intérieur de chaque académie, le mouvement intra-académique doit permettre la couverture la plus complète possible des besoins par des personnels titulaires, y compris sur des postes ou dans des établissements et des services qui s'avèrent les moins attractifs en

raison de leur isolement géographique ou encore des conditions et des modalités particulières d'exercice qui y sont liées, y compris en recourant au mouvement spécifique académique « Postes à profil ». Une attention particulière doit être portée sur la situation des agents affectés dans un territoire ou une zone connaissant des difficultés particulières de recrutement notamment en zone rurale isolée. Les recteurs ou les rectrices sont invités à cet effet à mettre en place des systèmes de bonifications adaptés. Les affectations dans certains postes ou services doivent revêtir un caractère prioritaire pour faciliter leur prise en charge effective et continue par des personnels titulaires.

Les conditions de durée d'affectation en vue de leur valorisation académique sont celles fixées par la circulaire académique, à savoir 5 ans.

Un régime académique de bonification à usage unique s'applique aux agents « entrants » dans l'académie à l'issue du mouvement interacadémique et précédemment nommés dans un établissement REP+, REP ou relevant de la politique de la ville d'une part et aux personnels déjà en fonction dans l'académie relevant du même dispositif, d'autre part.

Lors de la phase intra-académique du mouvement, le recteur ou la rectrice met en œuvre par voie de bonification, le cas échéant sur tous types de vœux, une politique de stabilisation sur poste fixe des titulaires sur zone de remplacement, qui a pour objectif de permettre aux agents concernés, à leur demande, d'obtenir une affectation sur poste définitif en établissement. Le recteur ou la rectrice arrête les types de vœux et bonifications qui s'y rattachent.

De même, et afin d'améliorer l'adéquation poste/enseignant, les détenteurs du 2CA-SH ou du CAPPEI seront valorisés pour l'affectation sur poste de l'enseignement adapté et de l'enseignement spécialisé.

Le principe de protection des travailleurs handicapés au regard des mesures de carte scolaire est respecté : les services doivent procéder à un examen au cas par cas en tenant compte de l'avis du médecin de prévention. Celui-ci indiquera, en fonction de la nature du handicap et de ses besoins de compensation, s'il y a nécessité de maintenir l'agent sur son poste.

Les professeurs agrégés assurent leur service dans les classes préparatoires aux grandes écoles, dans les classes de lycée, dans des établissements de formation et, exceptionnellement, dans les classes de collège. Le recteur ou la rectrice définit des bonifications significatives pour affecter les professeurs agrégés en lycées dans le cadre du mouvement intra-académique.

Une attention particulière sera portée à toutes les situations humaines qui l'exigent. Après un examen individuel de la situation de ces agents et après comparaison de leurs dossiers, dans le respect des priorités légales et réglementaires de mutation, il pourra être procédé à des affectations dans l'intérêt du service et des personnes.

Le recteur ou la rectrice fixe le calendrier et l'organisation des opérations de la phase intra-académique en tenant compte de l'ensemble des opérations du mouvement national à gestion déconcentrée.

Le recteur ou la rectrice précise annuellement dans le cadre d'une circulaire académique les modalités retenues pour la saisie (délais, nombre de vœux, ...), la transmission qui pourra être dématérialisée (pièces justificatives, ...) et le traitement des demandes des candidats au mouvement intra-académique, et détaille notamment les procédures relatives à la consultation et au contrôle des barèmes.

En cas d'égalité de barème, les candidats seront départagés dans l'ordre suivant : mesures de carte scolaire, situation de handicap, situation familiale (rapprochement de conjoint, autorité parentale conjointe), nombre d'enfant(s) ouvrant droit à bonification dans le cadre du mouvement.

Les décisions d'affectation et de mutation sont communiquées aux intéressés par l'administration et publiées sur I-Prof selon un calendrier fixé par le recteur ou la rectrice.

### **3.1.1. Priorités en cas de participation à différents processus de mobilité**

Pour les personnels sollicitant concurremment plusieurs mobilités, priorité sera donnée, dans cet ordre, à :

- la demande d'affectation au mouvement spécifique,
- la demande de mutation intra-académique

### **3.1.2. Extension des vœux**

Le nombre de vœux possibles est fixé à 20.

Si l'agent doit impérativement recevoir une affectation à la rentrée et s'il ne peut avoir satisfaction pour l'un des vœux qu'il a formulés, sa demande est traitée selon la procédure dite d'extension des vœux,

Celle-ci ne concerne que les participants obligatoires (hors mesures de carte scolaire).

Le candidat en extension concourt avec le plus faible barème attaché à l'un des vœux exprimés. Ce plus faible barème ne comporte aucune bonification attachée à un vœu particulier telle que celle de stagiaire (10 points).

Cette extension consiste à rechercher une affectation la plus proche du 1<sup>er</sup> vœu (précis ou large) indicatif formulé et selon les modalités d'élargissement progressif par aire géographique selon l'ordre suivant :

- tout poste du département correspondant au 1<sup>er</sup> vœu exprimé ;

*Exemple : si le 1<sup>er</sup> vœu est un établissement de Cagnes/Mer, la recherche en extension s'effectuera sur poste fixe à partir du département 06 en partant de Cagnes/Mer.*

- toute zone de remplacement du département correspondant au vœu indicatif exprimé ;
- tout poste fixe dans l'académie ;
- toute zone de remplacement dans l'académie.

Les participants obligatoires (hors mesures de carte scolaire) sont invités à ne pas restreindre leurs vœux, afin d'éviter un traitement par extension de vœux (cf. ci-dessus). Ainsi, il est conseillé aux personnels ayant des barèmes faibles de formuler des vœux établissements, mais aussi de formuler des vœux larges ou des vœux sur zone de remplacement

## **3.2. Eléments de barème de la phase intra-académique**

### **3.2.1. Réaffectations (mesures de carte scolaire)**

Les agents en mesure de carte scolaire participent obligatoirement au mouvement intra-académique en formulant trois vœux bonifiés : l'établissement d'origine (où le poste est supprimé), tout poste dans la commune de l'établissement d'origine et tout poste dans le département de l'établissement d'origine. Par défaut les vœux se généreront automatiquement.

Pour bénéficier de cette priorité, l'agent ne doit exclure dans ses vœux aucun type d'établissement à l'exception des agrégés (précédemment affectés dans un lycée) qui peuvent ne demander que des lycées.

Les règles applicables aux mesures de carte scolaire sont précisées dans la circulaire académique relative à l'information sur les mesures de carte scolaire.

## Formulation des vœux

### Année de la carte scolaire

Les vœux bonifiés de carte scolaire sont des vœux obligatoires. Ils doivent être formulés dans l'ordre suivant : le vœu établissement concerné, puis la commune et enfin le département.

Néanmoins, si cet ordre doit être respecté, les vœux bonifiés peuvent être placés avant ou après d'autres vœux de mutation et être intercalés avec ces mêmes vœux.

Dans le cas où l'agent touché par la mesure de carte scolaire ne les aurait pas formulés lors de sa saisie sur SIAM, ils seront ajoutés à la fin de sa liste de vœux au moment de l'étude des dossiers de mutation.

L'intéressé(e) peut cependant, outre les trois vœux obligatoires, formuler d'autres vœux qui ne feront l'objet d'aucune bonification au titre des mesures de carte scolaire.

S'il obtient cette affectation non bonifiée avec son propre barème, c'est-à-dire sans la priorité des 1 500 points, l'agent est réputé muté et non réaffecté par mesure de carte scolaire.

Il perd alors le bénéfice de l'ancienneté acquise dans le poste précédent, mais conservera la priorité de 1 500 points sur les vœux bonifiés s'il a été réaffecté en dehors de ceux-ci et à la condition de ne pas quitter l'Académie de Nice.

### Ex-mesure de carte scolaire

Dans le cas d'une ex-mesure de carte scolaire, les vœux bonifiés non satisfaits à la première demande peuvent être formulés tant que l'agent n'a pas quitté l'académie et sont soumis aux mêmes règles énoncées ci-dessus, sans être obligatoires. L'agent devra inscrire en rouge sur le formulaire de confirmation de mutation la mention « ex-mesure de carte scolaire » et l'année concernée.

*Exemple : Un agent touché par mesure de carte scolaire en N-1 est réaffecté via son vœu bonifié département. Il peut utiliser s'il le souhaite au mouvement intra-académique de l'année N son vœu établissement bonifié, et le faire suivre au choix de son vœu commune bonifié.*

### Agrégés

Les professeurs agrégés, à condition d'être affectés dans un lycée sont soumis aux mêmes règles énoncées ci-dessus, à la différence qu'ils peuvent introduire dans leurs vœux obligatoires la restriction « que des lycées ».

A noter : Les personnels touchés par une mesure de carte scolaire ne sont pas soumis à l'extension. Si aucun poste en établissement dans le département concerné ne peut leur être offert, ils seront affectés sur la zone de remplacement correspondant au poste perdu.

## Bonifications

| BONIFICATION  | TYPES DE VŒUX |     |     |     |     |     |     |     |
|---|---------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
|   | ETB           | COM | GEO | DPT | ACA | ZRE | ZRD | ZRA |
| 1500 points<br>Vœux non restrictifs<br>Ou type « lycée »<br>(agrégés) | ✓             | ✓   | ⊗   | ✓   | ✓   | ⊗   | ⊗   | ⊗   |

## MESURE DE CARTE SCOLAIRE CONCERNANT UN PERSONNEL AFFECTE SUR ZONE DE REMPLACEMENT

### FORMULATION DES VŒUX OBLIGATOIRES

L'agent dont le poste sur zone de remplacement est supprimé à la rentrée scolaire N doit obligatoirement participer au mouvement intra-académique et saisir les vœux exprimés selon l'ordre suivant :

- zone de remplacement perdue (ZRE) – vœu bonifié à 1500 points,
- zone de remplacement du département (ZRD) correspondant à la zone de remplacement perdue – vœu bonifié à 1500 points,
- département de la zone de remplacement perdue (DPT) – vœu bonifié à 1500 points.

À défaut de saisie de ces vœux par l'agent touché par la mesure de carte scolaire, ils seront générés automatiquement et placés après tous les autres vœux.

### FORMULATION DES VŒUX FACULTATIFS

Il est possible d'indiquer des vœux personnels avant ces vœux obligatoires, sachant qu'ils seront traités dans le cadre du mouvement sans être bonifiés.

Pour les prochaines participations au mouvement, l'ancienneté de poste sera calculée à compter de cette nouvelle affectation.

En cas de réaffectation sur un vœu obligatoire (ZRE, ZRD et DPT), l'agent conserve le bénéfice des points acquis sur l'ancienne zone.

### RÈGLES DE CONSERVATION DE LA BONIFICATION

Les vœux bonifiés non satisfaits à la première demande peuvent être formulés tant que l'agent n'a pas quitté l'académie. Il est possible d'indiquer des vœux non bonifiés avant les vœux bonifiés d'ex-mesure de carte scolaire ou de les intercaler.

En cas de réaffectation sur vœu bonifié, l'agent conserve son ancienneté de poste.

## **3.2.2. Demandes liées à la situation familiale**

Les bonifications au titre de la situation familiale ne sont **pas cumulables** entre elles. La situation familiale retenue correspond à l'année scolaire en cours.

### **3.2.2.1. Rapprochement de conjoints**

Les demandes au titre du rapprochement de conjoints ont pour objectif de valoriser la situation d'éloignement géographique du conjoint en bonifiant les demandes ayant pour but de rapprocher l'agent du lieu de travail de son conjoint dans une optique d'amélioration de la qualité de vie du foyer.

Les demandes de rapprochement de conjoints sont recevables jusqu'à la date de clôture du dépôt des demandes.

#### **Conditions à remplir**

- Situations familiales ouvrant droit au rapprochement de conjoints :

- agents mariés au plus tard le 31 août N-1,
- agents liés par un pacte civil de solidarité (PACS), établi au plus tard le 31 août N-1 ;
- agents ayant un enfant à charge âgé de moins de 18 ans au 31 août N, né et reconnu par les deux parents au plus tard à la date qui sera précisée sur le calendrier de la campagne de mobilité, ou ayant reconnu un enfant à naître, ou un enfant à charge en situation de handicap s'il est hors d'état de subvenir à ses besoins en raison de son invalidité, quel que soit son âge.

Situations ouvrant droit à la prise en compte des enfants :

Un enfant est à **charge** dès lors qu'il réside habituellement au domicile d'un des deux parents et que celui-ci assure financièrement son entretien sans qu'il soit nécessaire de justifier d'un lien de parenté. Il doit être déclaré sur le foyer fiscal de l'agent et avoir moins de 18 ans au 31 août N.

L'enfant à naître est considéré comme enfant à charge.

Les enfants adoptés ouvrent les mêmes droits.

- Autres conditions à remplir dans le cadre d'une demande de rapprochement de conjoints :

-Le conjoint doit exercer une activité professionnelle ou être étudiant engagé dans un cursus d'au minimum trois années au sein d'un établissement de formation professionnelle diplômante recrutant exclusivement sur concours et dès lors qu'il n'est pas possible de changer d'établissement jusqu'à l'obtention du diplôme ou être inscrit comme demandeur d'emploi auprès de France Travail, après cessation d'une activité professionnelle intervenue après le 31 août N-3.

En cas d'inscription auprès de France Travail, le rapprochement pourra porter sur la résidence privée sous réserve qu'elle soit compatible avec l'ancienne résidence professionnelle.

La réalité de l'ensemble de ces situations sera examinée par les services rectoraux dans le cadre de la procédure de vérification des vœux et barèmes.

Les demandes de rapprochement de conjoints ne sont donc recevables que sur la base de situations à caractère **familial** ou **civil** établies au 31 août N-1. Néanmoins, la situation **professionnelle** liée au rapprochement de conjoints peut, quant à elle, être appréciée jusqu'au 1er septembre N sous réserve de fournir les pièces justificatives aux dates fixées par le recteur ou la rectrice pour le retour des confirmations de demande.

Le rapprochement de conjoints pourra aussi porter sur la résidence privée dans la mesure où cette dernière est compatible avec la résidence professionnelle. Cette compatibilité est appréciée par les gestionnaires académiques au vu notamment des pièces fournies à l'appui du dossier.

La résidence professionnelle du conjoint s'entend comme tout lieu dans lequel le conjoint est contraint d'exercer son activité professionnelle : siège de l'entreprise du conjoint, succursales... Le lieu d'exercice en télétravail ne peut pas être pris en compte.

Aucun rapprochement de conjoint n'est possible vers la résidence d'un fonctionnaire en période probatoire, à l'exception des conjoints fonctionnaires assurés d'être maintenus dans leur académie d'exercice à l'issue de leur stage.

**NB 1** : Sous réserve de l'application des dispositions de l'article 3 de l'arrêté fixant les dates et modalités de dépôt des demandes de première affectation, de mutation et de réintégration, lors de la phase intra-académique, les candidats entrant dans l'académie ne peuvent se

prévaloir d'une demande de rapprochement de conjoints que lorsque celle-ci a été introduite et validée lors de la phase interacadémique.

**NB 2** : Lorsque la recevabilité d'une demande de rapprochement de conjoints a été examinée dans le cadre de la phase interacadémique, celle-ci n'est pas susceptible d'un réexamen lors de la phase intra-académique.

### **Pièces à produire**

L'attribution des bonifications est subordonnée à la production, dans les délais fixés par le recteur ou la rectrice, de pièces justificatives récentes. Ces pièces permettent de vérifier la réalité de la situation civile ou familiale à la date du 31 août N-1 (voir ci-dessus dans le cas d'un enfant né ou à naître) et la réalité de la situation professionnelle du conjoint entre les dates du 1<sup>er</sup> septembre N-1 et du 1<sup>er</sup> septembre N inclus.

- agents mariés : une photocopie du livret de famille ;

- agents pacsés : un extrait d'acte de naissance de moins de 3 mois portant l'identité du partenaire (si partenaire étranger, fournir uniquement l'attestation de Pacs) et :

- Pour les agents pacsés depuis plus d'un an : fournir la déclaration d'impôts commune ;
- Pour les agents pacsés en N-1 : fournir, en plus de la copie du PACS, un document justifiant du changement de situation familiale auprès des services fiscaux (mail d'accusé réception des services fiscaux ou autre document justifiant que l'agent est identifié comme pacsé auprès de ces services).
- s'agissant des demandes de rapprochement de conjoint formulées par les partenaires de PACS, l'article L512-19 du CGFP impose, pour bénéficier d'une priorité légale de mutation d' « être séparé de son conjoint pour des raisons professionnelles ou séparé pour des raisons professionnelles du partenaire avec lequel il est lié par un pacte civil de solidarité s'il produit la preuve qu'ils se soumettent à l'obligation d'imposition commune prévue par le code général des impôts » ;

- agents concubins ou pacsés avec enfant(s) : une photocopie du livret de famille ou dernier avis d'imposition dans le cas d'un enfant à charge sans lien de parenté ;

- en cas d'enfant à naître : les certificats de grossesse, délivrés au plus tard à la date définie par la circulaire annuelle (la date sur le calendrier de l'INTRA change chaque année) sont recevables à l'appui d'une demande de rapprochement de conjoints. Pour bénéficier de cette disposition, l'agent non marié ou non pacsé doit joindre une attestation de reconnaissance anticipée établie au plus tard à la date définie par la circulaire annuelle ;

- en cas d'enfant adopté : une copie du jugement d'adoption ou de l'attestation d'accueil de l'enfant délivrée par les services du département de résidence ;

- en cas d'enfant majeur en situation de handicap : tout document de la MDPH

- conjoint ayant une activité salariée : une attestation de la résidence professionnelle et de l'activité professionnelle principale du conjoint (contrats de travail accompagnés des bulletins de salaire ou des chèques emploi service) ;

- conjoint en profession libérale : une attestation d'inscription auprès de l'Urssaf, justificatif d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés (RCS), ou au répertoire des métiers (RM)...

- conjoint intérimaire : tout document justifiant d'une mission d'intérim en cours ou datant de moins de 6 mois et tout justificatif d'exercice de plusieurs missions significatives dans l'académie concernée ;

- conjoint chefs d'entreprise, les commerçants, les artisans et les auto-entrepreneurs ou structures équivalentes : une attestation d'immatriculation au registre du commerce ou au répertoire des métiers ainsi que toutes pièces attestant de la réalité de l'activité et de son lieu d'exercice effectif (par exemple : déclaration récente de montant du chiffre d'affaires, bail commercial, preuves d'achat du matériel nécessaire à l'activité professionnelle, preuves de commercialisation récente de produits ou prestations,...) ;
- la promesse unilatérale de contrat de travail (promesse d'embauche) pourra être considérée comme pièce justificative recevable sous réserve qu'elle comporte le lieu de travail, l'emploi proposé (avec la définition du poste), la date d'entrée en fonction envisagée et la rémunération ;
- conjoint en situation de chômage : une attestation de la dernière activité professionnelle interrompue après le 31 août n-3, et de fournir également une attestation d'inscription de moins de 6 mois à France Travail sous réserve de sa compatibilité avec la dernière résidence professionnelle. Ces deux éléments servent à vérifier l'ancienne activité professionnelle du conjoint ;
- conjoint étudiant engagé dans un cursus d'au minimum trois années au sein d'un établissement de formation professionnelle diplômante recrutant exclusivement sur concours : toutes pièces pouvant être délivrées par l'établissement de formation justifiant la situation (attestation d'inscription, attestation de réussite au concours ...)
- conjoint ATER ou doctorant contractuel : une copie du contrat précisant la date de début de la formation ainsi que sa durée, et les bulletins de salaire correspondant (disposition valable pour les seuls personnels titulaires, aucun rapprochement de conjoints n'étant possible vers la résidence d'un fonctionnaire stagiaire – cf. point 3.2.2.1);
- conjoint engagé dans une formation professionnelle d'une durée au moins égale à 6 mois : une copie du contrat d'engagement précisant la date de début de la formation ainsi que sa durée, accompagnée d'une copie des bulletins de salaire correspondants.
- pour les demandes de rapprochement de conjoints portant sur la résidence privée, toute pièce utile s'y rattachant (facture E.D.F., quittance de loyer, copie du bail ...).

Les documents administratifs en langue étrangère doivent être traduits en français par un organisme agréé ou traducteur assermenté.

Certaines pièces justificatives complémentaires pourront être exigées de la part des services académiques.

### **Bonification(s)**

| <b>BONIFICATIONS</b> | <b>TYPES DE VŒUX</b> |     |     |     |     |     |     |     |
|----------------------|----------------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
|                      | ETB                  | COM | GEO | DPT | ACA | ZRE | ZRD | ZRA |
| Vœux non restrictifs |                      |     |     |     |     |     |     |     |
| <b>100,2</b> points  | ⊗                    | ✓   | ✓   | ⊗   | ⊗   | ✓   | ⊗   | ⊗   |
| <b>200,2</b> points  | ⊗                    | ⊗   | ⊗   | ✓   | ✓   | ⊗   | ✓   | ✓   |

75 points sont attribués par enfant à charge âgé de moins de 18 ans au 31 août N, sous réserve de bénéficier de la bonification au titre du rapprochement de conjoint.

### **Points pour années dites de « séparation » professionnelle :**

Les conjoints sont dits séparés dès lors qu'ils exercent leur activité professionnelle dans deux départements distincts. Toutefois, dans le cas d'un rapprochement de conjoints demandé sur

la résidence privée, c'est le département où se situe cette résidence privée qui se substituera au département d'exercice professionnel du conjoint et sera pris en compte pour le calcul des points liés à la « séparation ».

**Précisions :** pour chaque année de séparation professionnelle justifiée, le décompte s'effectue à partir de la date à laquelle survient l'événement à caractère familial et/ou civil du candidat (date du mariage, date du Pacs, etc.).

Pour les personnels stagiaires du 2<sup>nd</sup> degré devant obtenir une première affectation en tant que titulaires, c'est le département d'implantation de l'établissement d'exercice qui doit être considéré comme résidence professionnelle.

Pour chaque année de séparation demandée, lorsque l'agent est en activité, la situation de séparation doit être justifiée et au moins égale à six mois de séparation effective par année scolaire considérée. Toutefois les agents qui ont participé au mouvement N-1, et qui renouvellent leur demande, ne justifient leur situation que pour la seule année de séparation N-1/N. Ils conservent le bénéfice des années validées lors du mouvement précédent.

Les périodes de congé parental ainsi que les disponibilités pour suivre le conjoint seront comptabilisées pour moitié de leur durée dans le calcul des années de séparation à la condition qu'elles ne soient pas entrecoupées durant l'année étudiée d'une période de congé autre que parental ou de disponibilité autre que pour suivre le conjoint.

Dans l'hypothèse où, au cours d'une même année scolaire, un agent se trouve en position d'activité pour une durée inférieure à six mois et en congé parental ou disponibilité pour suivre son conjoint pour une durée supérieure à six mois (exemple : 5 mois d'activité puis 7 mois de congé parental), il bénéficiera d'une année de séparation comptabilisée pour moitié.

Ne sont pas considérées comme des périodes de séparation :

- les périodes de disponibilité pour suivre le conjoint quand ce dernier a son activité professionnelle située dans un pays ne possédant pas de frontières terrestres communes avec la France (Allemagne, Andorre, Belgique, Espagne, Italie, Luxembourg, Monaco et la Suisse), conformément aux règles d'attribution de la bonification en rapprochement de conjoints lorsque la résidence professionnelle du conjoint est située à l'étranger ;
- les périodes de disponibilité pour un motif autre que pour suivre le conjoint ;
- les périodes pendant lesquelles l'agent est mis à disposition ou en détachement
- les autres cas pendant lesquels les agents ne sont pas en position d'activité ;
- les congés de longue durée et de longue maladie ;
- le congé pour formation professionnelle ;
- les périodes pendant lesquelles le conjoint est inscrit comme demandeur d'emploi ou est en disponibilité (sauf s'il justifie d'une activité professionnelle d'au moins six mois au cours de l'année scolaire considérée) ou effectue son service civique ;
- les années pendant lesquelles l'enseignant titulaire n'est pas affecté à titre définitif dans l'enseignement du second degré public ou dans l'enseignement supérieur ;
- l'année ou les années pendant laquelle (lesquelles) l'enseignant stagiaire est nommé dans l'enseignement supérieur.

Ces situations sont suspensives, mais non interruptives, du décompte des années de séparation.

| BONIFICATIONS                                  | TYPES DE VŒUX |     |     |     |     |     |     |     |
|--|---------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
|  | ETB           | COM | GEO | DPT | ACA | ZRE | ZRD | ZRA |
| 150 points pour 1 année de séparation          |               |     |     |     |     |     |     |     |
| 250 points pour 2 années de séparation         |               |     |     |     |     |     |     |     |
| 350 points pour 3 années de séparation         | ⊗             | ⊗   | ⊗   | ✓   | ✓   | ⊗   | ✓   | ✓   |
| 525 points pour 4 années de séparation et plus |               |     |     |     |     |     |     |     |

Pour les stagiaires ex-titulaires d'un corps relevant de la DGRH (premier ou second degré), le calcul des années de séparation intègre l'année de stage ainsi que les années de séparation antérieures.

Les fonctionnaires stagiaires ayant accompli leur stage dans le second degré de l'enseignement public peuvent prétendre à la prise en compte d'une année de séparation au titre de leur(s) année(s) de stage, s'ils remplissent les conditions précitées.

En cas de renouvellement ou de prolongation de stage, les années de stage sont comptabilisées pour une seule année.

### 3.2.2.2. Autorité parentale conjointe

Les demandes formulées à ce titre tendent à faciliter le regroupement de la cellule familiale autour de l'enfant. Sont concernés les personnels ayant à charge au moins un enfant âgé de moins de 18 ans au 31 août N et exerçant l'autorité parentale conjointe (garde alternée ou garde partagée ou droit de visite).

#### Pièces à fournir :

- photocopie du livret de famille ou extrait d'acte de naissance de l'enfant de moins de 18 ans à charge au 31 août N;
- décisions de justice et/ou justificatifs définissant les modalités d'exercice du droit de visite ou d'organisation de l'hébergement ;
- toutes pièces justificatives concernant l'académie sollicitée (attestation liée à l'activité professionnelle de l'autre parent, ou certificat de scolarité de l'enfant et toute pièce pouvant justifier de l'adresse de l'autre parent détenteur de l'autorité parentale conjointe)

| BONIFICATIONS        | TYPES DE VŒUX |     |     |     |     |     |     |     |
|----------------------|---------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
|                      | ETB           | COM | GEO | DPT | ACA | ZRE | ZRD | ZRA |
| Vœux non restrictifs |               |     |     |     |     |     |     |     |
| 100,2 points         | ⊗             | ✓   | ✓   | ⊗   | ⊗   | ✓   | ⊗   | ⊗   |
| 200,2 points         | ⊗             | ⊗   | ⊗   | ✓   | ✓   | ⊗   | ✓   | ✓   |

- De plus, les personnels dans cette situation peuvent - sous réserve de produire les pièces justificatives demandées - bénéficier de toutes les bonifications liées à la demande de rapprochement de conjoints, si les conditions liées à l'activité de l'autre parent définies supra sont remplies (soit à hauteur de 75 points par enfant plus d'éventuels points pour années dites de « séparation »).

### 3.2.2.3. Situation de parent isolé

La situation de parent isolé concerne les agents exerçant l'autorité parentale exclusive sur un ou des enfants à charge âgé(s) de moins de 18 ans au 31 août N sous réserve que la demande soit motivée par l'amélioration des conditions de vie de l'enfant.

La bonification de situation de parent isolé (SPI) s'applique uniquement sur les vœux larges non restrictifs. Aucun vœu précis « ETB » ou vœu large restrictif ne sera bonifié.

Le premier vœu large exprimé doit se situer dans le département susceptible d'améliorer les conditions de vie du ou des enfants.

#### Pièces à produire :

- Photocopie du livret de famille ou de l'extrait d'acte de naissance ou de toute pièce officielle attestant de l'autorité parentale exclusive
- Toute pièce attestant que la demande de mutation améliorera les conditions de vie de l'enfant (proximité de la famille, facilité de garde quelle qu'en soit la nature...).

#### Bonification (s)

| BONIFICATIONS        | TYPES DE VŒUX |     |     |     |     |     |     |     |
|----------------------|---------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
|                      | ETB           | COM | GEO | DPT | ACA | ZRE | ZRD | ZRA |
| Vœux non restrictifs |               |     |     |     |     |     |     |     |
| 6.9 points           | ⊗             | ✓   | ✓   | ✓   | ✓   | ✓   | ✓   | ✓   |

### 3.2.3. Demandes liées à la situation personnelle

Les bonifications liées à la situation personnelle ci-dessous énoncées sont **cumulables** entre elles ainsi qu'avec les bonifications liées à la situation familiale.

#### 3.2.3.1. Situation de handicap

L'article 2 de la loi du 11 février 2005 portant sur l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées définit le handicap comme « toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie par une personne dans son environnement, par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidant. »

#### Conditions à remplir

Peuvent prétendre à une priorité de mutation au titre du handicap les bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi précitée et qui concerne :

- les travailleurs reconnus handicapés par la commission des droits et de l'autonomie ;

- les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ayant entraîné une incapacité permanente au moins égale à 10% et titulaires d'une rente attribuée au titre du régime général de sécurité sociale ou de tout autre régime de protection sociale obligatoire ;
- les titulaires d'une pension d'invalidité à condition que l'invalidité réduise au moins des deux tiers la capacité de travail ou de gain ;
- les anciens militaires et assimilés, titulaires d'une pension d'invalidité ;
- les titulaires de la carte d'invalidité délivrée par la commission des droits et de l'autonomie, dès lors qu'elle constate un pourcentage d'incapacité permanente d'au moins 80% ou lorsque la personne a été classée en 3<sup>ème</sup> catégorie de la pension d'invalidité de la sécurité sociale ;
- les titulaires d'une allocation ou d'une rente d'invalidité pour les sapeurs-pompiers volontaires ;
- les titulaires de l'allocation aux adultes handicapés.

La procédure concerne les personnels titulaires et stagiaires.

Par ailleurs, dans le cadre de la politique d'accompagnement de la mobilité, les agents dont le conjoint ou l'enfant à charge âgé de moins de 20 ans au 31 août N est en situation de handicap ou atteint d'une maladie grave, ou dont l'enfant à charge est en situation de handicap et hors d'état de subvenir à ses besoins en raison de son invalidité, quel que soit son âge sous conditions détaillées ci-dessous, peuvent également prétendre à cette même priorité de mutation.

### **Pièces à produire**

- Pièce(s) justifiant de la situation de bénéficiaire de l'obligation d'emploi ;
- Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (R.Q.T.H.) ;
- Tous les justificatifs attestant que la mutation sollicitée améliorera les conditions de vie de l'agent, de son conjoint ou de l'enfant handicapés ;
- S'agissant d'un enfant non reconnu handicapé mais souffrant d'une maladie grave, toutes les pièces concernant le suivi médical notamment en milieu hospitalier spécialisé.

Les agents qui sollicitent un changement d'académie au titre du handicap doivent déposer un dossier auprès du médecin-conseiller technique de leur recteur, pour pouvoir prétendre à une bonification spécifique dont l'objectif est d'améliorer les conditions de vie de l'agent, de son conjoint ou de l'enfant handicapé ou de l'enfant atteint d'une maladie grave.

Pour cela, ils doivent, sans attendre la saisie des vœux de mutation, entreprendre les démarches auprès des maisons départementales des personnes handicapées afin d'obtenir la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (R.Q.T.H.) pour eux, leur conjoint ou du handicap pour un enfant. Pour les aider dans leur démarche ils peuvent s'adresser au Service des affectations du rectorat et au correspondant handicap

Le recteur ou la rectrice, après avoir pris connaissance de l'avis de leur médecin-conseiller technique, attribue éventuellement la bonification spécifique dans le respect des orientations exposées dans la circulaire DGRH n°2016-0077.

## Bonification(s)

La priorité obtenue au titre du handicap dans le cadre du mouvement inter académique **n'est pas reprise** au mouvement intra-académique .Un nouveau dossier doit être constitué et transmis, selon les modalités précisées dans la circulaire, en vue d'un nouvel examen.

Les agents ont obligation de formuler au moins un vœu de type « COM » et un vœu de type « GEO » pour permettre d'apprécier sur quel type de vœu la bonification sera la plus adaptée, l'agent ne doit exclure aucun type d'établissement pour examiner les avis émis par le médecin conseiller technique du recteur ou de la rectrice. La bonification sera attribuée, s'il y a lieu, en fonction des vœux formulés.

Pour les agents bénéficiaires de l'obligation d'emploi (BOE), une bonification automatique sera attribuée sur les vœux « DPT » et/ou « ACA » sur la base de la seule transmission d'un justificatif en cours de validité.

Cette bonification concerne les personnels titulaires, néotitulaires, leur conjoint bénéficiaire de la Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH) ou de l'obligation d'emploi (BOE) prévue par la loi du 11 février 2005 (article 2) ainsi que la situation d'un enfant reconnu handicapé ou gravement malade.

Ces deux bonifications ne sont **pas cumulables** sur un même vœu.

| BONIFICATIONS        | TYPES DE VŒUX   |     |     |     |     |     |     |     |
|----------------------|---|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
|                      | ETB   | COM | GEO | DPT | ACA | ZRE | ZRD | ZRA |
| Vœux non restrictifs |   |     |     |     |     |     |     |     |
| 1100 points          | Bonification attribuée en fonction de la situation particulière de chaque demande |     |     |     |     |     |     |     |
| 100 points (BOE)     | ⊗   | ⊗   | ⊗   | ✓   | ✓   | ⊗   | ⊗   | ⊗   |

### 3.2.3.2. Réintégrations

#### Conditions d'attribution

- Personnels en retour de congé parental ayant perdu leur poste (plus de deux périodes de 6 mois consécutives en congé parental) ;
- Personnels en réintégration à la suite d'un congé de longue durée ou d'une sortie de poste adapté (poste perdu au premier jour du congé ou poste adapté) ;
- Titulaires gérés par l'académie et souhaitant réintégrer après une disponibilité, un détachement.

Les agents concernés doivent avoir été installés administrativement sur un poste dans le second degré avant d'être placés dans ces positions pour pouvoir bénéficier de ces bonifications.

#### Formulation des vœux

**Retour de congé parental** : sur le vœu correspondant à leur ancien établissement ainsi que sur les vœux « COM » et « DPT » correspondants ou sur les vœux « ZRE » et « ZRD » pour les agents précédemment TZR. Ces vœux doivent tous être formulés et dans l'ordre suivant : « ETB », « COM » et « DPT » ou « ZRE » et « ZRD ». Néanmoins, aucun ordre de formulation des vœux (bonifiés et non bonifiés) n'est prescrit. Ainsi les vœux bonifiés pourront être émis après les vœux non bonifiés ou même s'intercaler avec ces vœux.

**Retours de CLD ou de poste adapté** : sur le vœu correspondant à leur ancien établissement ainsi que sur les vœux « COM » et « DPT » correspondants ou sur les vœux « ZRE » et « ZRD » pour les agents précédemment TZR. Il n'est pas obligatoire pour prétendre à la bonification de réintégration de formuler le vœu « ETB » correspondant à l'ancienne affectation. Néanmoins, les vœux de réintégration « COM » et « DPT » ou « ZRE » et « ZRD » sont obligatoires. Si l'agent ne formule pas ces vœux, ils seront ajoutés par l'administration après les vœux exprimés. Aucun ordre de formulation des vœux bonifiés et non bonifiés n'est prescrit.

**IMPORTANT** : Pour les personnels en retour de congé parental, de CLD ou de poste adapté, la bonification sera conservée pendant trois années sur les vœux bonifiés non satisfaits (l'année de la réintégration et les deux années suivantes), sous réserve que l'agent justifie chaque année de ses demandes antérieures.

**Retour de disponibilité ou de détachement** : sur le vœu « DPT », « ACA » (pour les agents précédemment affectés à titre définitif en établissement), « ZRD », « ZRA » (pour les agents précédemment affectés à titre définitif sur zone de remplacement). Aucun ordre de formulation des vœux bonifiés et non bonifiés n'est prescrit.

**IMPORTANT** : Les candidats qui demandent une réintégration conditionnelle (c'est-à-dire sur les seuls vœux exprimés) doivent le mentionner en rouge sur leur confirmation de demande de mutation, de façon à ne pas être traités en extension de vœux. Ils doivent également se rapprocher des services de gestion afin de s'assurer qu'ils répondent aux conditions de maintien en disponibilité ou en congé. Si le maintien en congé ou en disponibilité s'avère impossible, le traitement en extension pourra s'appliquer.

### Bonifications

| BONIFICATION                        | TYPES DE VŒUX |     |     |     |     |     |     |     |
|-------------------------------------|---------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
|                                     | ETB           | COM | GEO | DPT | ACA | ZRE | ZRD | ZRA |
| 1100 points<br>Vœux non restrictifs |               |     |     |     |     |     |     |     |
| Congé parental                      | ✓             | ✓   | ⊗   | ✓   | ⊗   | ✓   | ✓   | ⊗   |
| CLD - Postes adaptés                | ✓             | ✓   | ⊗   | ✓   | ⊗   | ✓   | ✓   | ⊗   |
| Disponibilité -<br>Détachement      | ⊗             | ⊗   | ⊗   | ✓   | ✓   | ⊗   | ✓   | ✓   |

### 3.2.3.3. Mutation simultanée

Cette priorité de mutation s'adresse à deux agents titulaires ou à deux agents stagiaires justifiant de la qualité de conjoint.

Les vœux doivent être identiques et formulés dans le même ordre. Par exception, dans le cas de deux agents titulaires ou deux agents stagiaires dont l'affectation peut s'effectuer dans un type particulier d'établissement en raison de leur corps (Lycée Professionnel pour un PLP, lycée pour un agrégé) ou de leur discipline (enseignant de technologie exerçant uniquement en collège ou enseignant de philosophie exerçant uniquement en lycée), il sera tenu compte de la cohérence des vœux.

Les agents entrants dans l'académie et ayant fait valoir une mutation simultanée lors du mouvement inter académique N pourront bénéficier, à ce titre, de la notion de mutation simultanée dans le cadre du mouvement intra-académique. Ce dispositif a pour finalité

d'affecter les personnels concernés dans un même département, c'est-à-dire le département obtenu par l'agent disposant du barème le moins élevé.

Les agents titulaires de l'académie de Nice pourront faire valoir une demande de mutation simultanée. La demande formulée par les deux agents sera conditionnelle, c'est-à-dire subordonnée à la mutation des deux agents dans le même département. A défaut d'un barème suffisant permettant à chacun des deux agents d'être affecté simultanément dans le même département, aucune mutation ne sera prononcée.

**IMPORTANT :** Les agents conjoints concernés doivent choisir entre rapprochement de conjoint ou mutation simultanée.

### Pièces à produire

- photocopie du livret de famille ou extrait d'acte de naissance de l'enfant de moins de 18 ans à charge au 31 août N;

OU

- certificat de grossesse avec une attestation de reconnaissance anticipée délivrés à la date définie par la circulaire annuelle ;

OU

- pour les agents pacsés avant N-1 : fournir le pacs, un extrait d'acte de naissance de moins de trois mois portant l'identité du partenaire et la déclaration d'impôts commune

- pour les agents pacsés en N-1 : fournir le pacs, un extrait d'acte de naissance de moins de trois mois portant l'identité du partenaire et fournir un document justifiant du changement de situation familiale auprès des services fiscaux (mail d'accusé réception des services fiscaux ou autre document justifiant que l'agent est identifié comme pacsé auprès de ces services).

| BONIFICATIONS        | TYPES DE VŒUX |     |     |     |     |     |     |     |
|----------------------|---------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
|                      | ETB           | COM | GEO | DPT | ACA | ZRE | ZRD | ZRA |
| Vœux non restrictifs |               |     |     |     |     |     |     |     |
| <b>80 points</b>     | ⊗             | ⊗   | ⊗   | ✓   | ⊗   | ⊗   | ✓   | ⊗   |

### 3.2.4. Bonifications liées à l'expérience et au parcours professionnel

Les bonifications liées à la situation professionnelle ci-dessous énoncées sont **pour partie cumulables** entre elles ainsi qu'avec la bonification familiale et une ou des bonification(s) au titre de la situation personnelle.

#### 3.2.4.1. Ancienneté de service (échelon)

Des points sont attribués en fonction de l'échelon acquis :

- au 31 août N-1 par promotion
- au 1er septembre N-1 par classement initial ou reclassement

#### Cas particuliers

Pour les stagiaires précédemment titulaires d'un corps de fonctionnaires, non reclassés à la date de stagiarisation, l'échelon à prendre en compte est celui acquis dans le corps précédent, sous réserve que l'arrêté justificatif du classement soit joint à la demande de mutation.

Cas des stagiaires en prolongation ou en renouvellement de stage : l'échelon pris en compte est celui du classement initial.

Pour les stagiaires précédemment titulaires d'un corps de fonctionnaires il faut joindre l'arrêté justificatif du classement.

|                       |   |
|-----------------------|---|
| Classe normale        | 7 points par échelon acquis au 31 août N-1 par promotion et au 1er septembre N-1 par classement initial ou reclassement,<br>14 pts du 1er au 2ème échelon.<br>+ 7 pts par échelon à partir du 3ème échelon.   |
| Hors-classe           | - 56 points forfaitaires + 7 points par échelon de la hors-classe pour les certifiés et assimilés (PLP, PEPS)<br>- 63 points forfaitaires + 7 points par échelon de la hors-classe pour les agrégés<br>Les agrégés hors classe au 4ème échelon pourront prétendre à 98 points forfaitaires dès lors qu'ils détiennent deux ans d'ancienneté dans cet échelon.<br>Les agrégés hors classe au 4ème échelon pourront prétendre à 105 points forfaitaires dès lors qu'ils détiennent trois ans d'ancienneté dans cet échelon. |
| Classe exceptionnelle | 77 points forfaitaires + 7 points par échelon de la classe exceptionnelle dans la limite de 105 points.<br>Les agrégés de classe exceptionnelle au 3ème échelon pourront prétendre à 105 points forfaitaires dès lors qu'ils détiennent deux ans d'ancienneté dans cet échelon.   |

### 3.2.4.2. Ancienneté dans le poste

Le poste peut être une affectation dans le second degré ou le premier degré pour les psychologues de l'éducation nationale de la spécialité « éducation, développement et apprentissage » (affectation définitive dans un établissement, section ou service, zone de remplacement...), une affectation dans l'enseignement supérieur, un détachement ou une mise à disposition auprès d'une administration ou d'un organisme. Pour les personnels en affectation ministérielle provisoire, l'ancienneté antérieurement acquise dans la dernière affectation définitive s'ajoute à celle(s) acquise(s) dans le cadre de cette affectation ministérielle provisoire.

Pour les fonctionnaires stagiaires ex-titulaires d'un corps de personnels gérés par le service des personnels de l'enseignement scolaire de la DGRH (premier ou second degré), l'ancienneté de poste occupée dans la dernière affectation définitive avant la nomination en qualité de fonctionnaire stagiaire s'ajoute à l'année de stage. Point d'attention : la prise en compte de la période de stage ne peut excéder une année dans le calcul de l'ancienneté de poste.

#### Règles relatives à la détermination de l'ancienneté de poste :

En cas de changement de type de poste (passage d'un poste banalisé à un poste spécifique académique ou national, et inversement), y compris au sein d'un même établissement, l'ancienneté de poste acquise n'est pas conservée.

En cas de réintégration, sont suspensifs mais non interruptifs de l'ancienneté dans un poste :

- le congé de mobilité ;
- le détachement en cycles préparatoires (C.A.P.E.T., P.L.P., E.N.A., E.N.M.) ;

- le détachement en qualité de personnel de direction ou d'inspection stagiaire, de professeur des écoles ou de maître de conférences ;
- le congé de longue durée, de longue maladie ;
- le congé parental.

Ces règles admettent toutefois quelques exceptions :

- Les personnels, maintenus ou non dans leur poste, mais ayant changé de corps par concours ou liste d'aptitude, conservent l'ancienneté acquise en qualité de titulaire de ce poste avant leur promotion, même si ce changement est accompagné d'un changement de discipline.
- Cette disposition n'est applicable qu'aux seuls fonctionnaires qui étaient précédemment titulaires dans un corps géré par le service des personnels de l'enseignement scolaire de la DGRH (premier ou second degré)
- Les personnels ayant fait l'objet d'une ou plusieurs mesures de carte scolaire conservent l'ancienneté d'affectation acquise, sauf s'ils ont demandé et obtenu un poste sur un vœu non bonifié ;
- Pour les personnels en position de détachement, sera retenue l'ancienneté obtenue au titre des services accomplis consécutivement en détachement en tant que titulaires ;
- Les conseillers en formation continue qui participent aux opérations du mouvement national verront leurs années d'ancienneté dans les fonctions de conseiller en formation continue s'ajouter aux années d'ancienneté acquises dans le poste précédent, conformément aux dispositions de la note de service n° 90-129 du 14 juin 1990 publiée au BOEN n° 25 du 21 juin 1990 ;
- Pour les personnels affectés sur un poste adapté, est prise en compte l'ancienneté dans l'ancien poste augmentée du nombre d'années effectuées sur un poste adapté (P.A.C.D., P.A.L.D.) ;
- S'agissant des enseignants d'EPS cadres de l'UNSS, affectés dans les services déconcentrés et qui sollicitent une mutation, l'ancienneté acquise sur le poste occupé au 1<sup>er</sup> septembre 2014 prend en compte l'ensemble des années passées dans la même fonction avant cette date, sans préjudice des modifications de la position administrative (mise à disposition ou détachement auprès de l'UNSS).

En cas de disponibilité accordée immédiatement après le mouvement inter académique, et avant d'obtenir une nouvelle affectation au mouvement intra-académique, l'ancienneté de poste acquise avant le changement d'académie est conservée lors de la réintégration, et prise en compte dans le cadre du mouvement intra-académique. Cependant, si la disponibilité a été accordée postérieurement à l'affectation au mouvement intra-académique, l'ancienneté de poste n'est pas conservée et une bonification est accordée à l'occasion de la réintégration (cf. 3.2.3.2. Réintégrations : bonification de 1100 points attribuée sur les vœux département, académie, ZRD, ZRA correspondant au poste perdu).

#### **Pièces à produire :**

Aucune pièce n'est à fournir, sauf cas particuliers pour lesquels il appartient alors aux services académiques de réclamer au candidat à la mutation tout document nécessaire à la bonne prise en compte de l'ancienneté de poste à comptabiliser.

#### **Bonifications :**

20 points sont accordés par année de service dans le poste actuel occupé en tant que titulaire, ou dans le dernier poste occupé avant une mise en disponibilité, un congé ou une affectation ministérielle à titre provisoire ;

50 points supplémentaires sont accordés par tranche de quatre ans d'ancienneté dans le poste.

### **3.2.4.3. Exercice en établissement relevant de l'éducation prioritaire**

Trois situations doivent être distinguées :

- Les établissements classés REP+,
- Les établissements classés REP,
- Les établissements relevant de la politique de la ville et mentionnés dans l'arrêté du 16 janvier 2001.

#### **Conditions à remplir**

Sont concernés les agents ayant accompli une période d'exercice continue et effective de 5 ans dans le même établissement (sauf si le changement d'affectation dans un autre établissement REP, REP+ ou politique de la ville a été dû à une mesure de carte scolaire).

De plus :

- les personnels en position d'activité doivent toujours être en exercice dans cet établissement l'année de la demande de mutation ;
- les personnels qui ne sont pas en position d'activité doivent avoir exercé dans cet établissement (dans les conditions citées ci-dessus) sans avoir changé d'affectation au 1er septembre N-1.

Dans le calcul de la bonification, l'ancienneté détenue dans l'établissement est prise intégralement en compte pour les agents y exerçant antérieurement au classement REP+, REP ou politique de la ville. Cette ancienneté prendra également en compte les services effectués de manière effective et continue dans l'établissement en qualité de titulaire sur zone de remplacement en affectation à l'année (AFA), en remplacement (REP) et en suppléance (SUP) ou en qualité de titulaire affecté à titre provisoire (ATP).

Pour le décompte des années prises en considération, seules seront prises en compte les années scolaires au cours desquelles l'agent aura exercé des services correspondant au moins à un mi-temps sur l'année scolaire, ou à une période de 6 mois à temps plein.

Les périodes de congé de longue durée, de congé parental et les autres cas pendant lesquels les agents ne sont pas en position d'activité suspendent le décompte de la période à retenir pour le calcul de la bonification.

#### **Pièces à produire**

Confirmation de demande dûment complétée dans la partie réservée au chef d'établissement.

#### **Bonification(s)**

L'attribution des bonifications prévues dans ce cadre se fait selon les modalités suivantes :

| REP+  |               |     |     |     |     |     |     |     |
|---|---------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| BONIFICATIONS   | TYPES DE VŒUX |     |     |     |     |     |     |     |
|   | ETB           | COM | GEO | DPT | ACA | ZRE | ZRD | ZRA |
| De 5 à 7 ans d'ancienneté :<br><b>150</b> points      | ✓             | ✓   | ✓   | ✓   | ✓   | ✓   | ✓   | ✓   |
| A partir de 8 ans d'ancienneté :<br><b>200</b> points | ✓             | ✓   | ✓   | ✓   | ✓   | ✓   | ✓   | ✓   |

| REP   |               |     |     |     |     |     |     |     |
|---|---------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| BONIFICATIONS   | TYPES DE VŒUX |     |     |     |     |     |     |     |
|   | ETB           | COM | GEO | DPT | ACA | ZRE | ZRD | ZRA |
| De 5 à 7 ans d'ancienneté :<br><b>75</b> points       | ✓             | ✓   | ✓   | ✓   | ✓   | ✓   | ✓   | ✓   |
| A partir de 8 ans d'ancienneté :<br><b>100</b> points | ✓             | ✓   | ✓   | ✓   | ✓   | ✓   | ✓   | ✓   |

| DISPOSITIF EXCEPTIONNEL DE SORTIE (MESURE DE CARTE SCOLAIRE) |               |     |     |     |     |     |     |     |
|--|---------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| BONIFICATIONS<br>(Sur vœux bonifiés de carte scolaire)       | TYPES DE VŒUX |     |     |     |     |     |     |     |
|  | ETB           | COM | GEO | DPT | ACA | ZRE | ZRD | ZRA |
| De 1 à 2 ans d'ancienneté :<br><b>30</b> points              | ⊗             | ✓   | ⊗   | ✓   | ⊗   | ⊗   | ⊗   | ⊗   |
| 3 ans d'ancienneté :<br><b>65</b> points                     | ⊗             | ✓   | ⊗   | ✓   | ⊗   | ⊗   | ⊗   | ⊗   |
| 4 ans d'ancienneté :<br><b>80</b> points                     | ⊗             | ✓   | ⊗   | ✓   | ⊗   | ⊗   | ⊗   | ⊗   |

#### 3.2.4.4. Etablissements ruraux isolés

Les personnels affectés dans les établissements ruraux isolés (RIS) bénéficient d'une bonification de sortie à partir de 5 ans d'exercice effectif et continu, majorée après 8 années d'exercice. Le décompte des années et le dispositif exceptionnel de sortie s'appliquent selon les règles énoncées pour les bonifications REP.

### **3.2.4.5. Titulaires sur zone de remplacement**

#### **Stabilisation**

Les titulaires de zone de remplacement souhaitant une affectation sur poste fixe en établissement bénéficient d'une bonification de 50 points sur le vœu « GEO » (tout type d'établissement) et de 100 points sur les vœux « DPT » (tout type d'établissement) et « ACA » (tout type d'établissement).

#### **Bonification de sortie**

Les titulaires de zone de remplacement bénéficient d'une bonification forfaitaire de 30 points pour une ancienneté en poste de 3 ans dans la même zone de remplacement et d'une bonification de 60 points pour une ancienneté de 4 ans. Au-delà, la bonification est augmentée de 10 points pour chaque année d'ancienneté supplémentaire.

Ce régime de bonification, applicable à tous types de vœux (y compris les vœux précis), concerne les personnels affectés dans des fonctions de remplacement, en poste dans l'académie ou entrants dans l'académie à l'issue de la phase inter académique.

**IMPORTANT :** Les bonifications acquises sont maintenues en cas de changement de corps ou de grade par concours, tableau d'avancement ou liste d'aptitude. Elles sont également conservées aux ex-titulaires académiques affectés lors du mouvement intra-académique 1999 sur une zone de remplacement sous réserve de n'avoir pas été mutés, depuis lors, dans une autre zone de remplacement. Les bonifications acquises précédemment par année d'exercice dans des fonctions de remplacement sont conservées pour les personnels affectés à titre provisoire et pour les personnels placés en disponibilité.

### **3.2.4.6. Stagiaires n'ayant ni la qualité d'ex-fonctionnaire ni celle d'ex-contractuel de l'EN**

#### **Conditions à remplir**

Les stagiaires sans expérience antérieure peuvent bénéficier d'une bonification sur le 1er vœu large formulé « tout type d'établissement », au choix une fois au cours des trois années suivant leur réussite au concours. Les stagiaires qui n'auraient pas utilisé leur bonification en N-2 ou N-1 peuvent y prétendre en N.

L'attribution de cette bonification lors du mouvement inter académique N entraîne obligatoirement son utilisation lors du mouvement intra-académique N. Un agent n'ayant pas sollicité l'attribution de cette bonification au mouvement inter académique peut cependant l'utiliser lors du mouvement intra-académique.

Cette bonification est cumulable avec les bonifications familiales.

L'agent stagiaire en N-2/N-1 et dont la mutation au 1<sup>er</sup> septembre N-1 a été annulée suite à non titularisation conserve la possibilité de demander à nouveau cette bonification dans les trois ans à compter de ce MNGD.

#### **Pièces à produire**

Demande écrite (sur la confirmation de demande, en rouge) pour la bonification « stagiaire non ex-fonctionnaire et non ex-contractuel enseignant ».

## **Bonification**

10 points pour le premier vœu large formulé « tout type d'établissement », au choix une fois au cours des trois années suivant leur réussite au concours.

### **3.2.4.7. Stagiaires ex-contractuels de l'Education nationale**

#### **Conditions à remplir**

Une bonification est accordée aux fonctionnaires stagiaires (y compris les personnels dont la mutation au 1<sup>er</sup> septembre N-1 a été annulée suite à non titularisation) ex enseignants contractuels de l'enseignement public dans le premier ou le second degré de l'Education nationale, ex CPE contractuels, ex PsyEN, ex MA garantis d'emploi, ex AED et ex AESH, ex AED pré-professionnalisation, ex contractuels en CFA public, ex Etudiants Apprentis Professeurs (EAP). Pour cela, et à l'exception des ex étudiants apprentis professeurs (EAP), ils doivent justifier de services en cette qualité dont la durée, traduite en équivalent temps plein, est égale à une année scolaire au cours des deux années scolaires précédant leur stage. Cette bonification est forfaitaire quel que soit le nombre d'années de stage. S'agissant des ex étudiants apprentis professeurs (EAP), ils doivent justifier de deux années de services en cette qualité.

Cette bonification est cumulable avec les bonifications familiales.

#### **Pièces à produire**

- un état des services pour les ex enseignants contractuels de l'enseignement public dans le premier ou le second degré de l'Education nationale, ex CPE contractuels, ex psyEN, ex MA garantis d'emploi, ex AED, ex AESH et ex AED pré-professionnalisation
- un contrat pour les ex étudiants apprentis professeurs (EAP) et ex contractuels en CFA public

#### **Bonification**

- la bonification pour les stagiaires ex-contractuels de l'enseignement public est attribuée en fonction du classement au 1<sup>er</sup> septembre N-1 :

Classement jusqu'au 3<sup>ème</sup> échelon : 150 points  
Classement au 4<sup>ème</sup> échelon : 165 points  
Classement au 5<sup>ème</sup> échelon et au-delà : 180 points

Elle s'applique sur les vœux « DPT », « ACA », « ZRD », « ZRA »

### **3.2.4.8. Stagiaires précédemment titulaires d'un corps de personnels enseignants des 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> degrés**

L'ancienneté acquise dans le dernier poste occupé à titre définitif est conservée.

Une bonification de 1000 points est accordée sur un vœu de type département ou académie ou un vœu de type ZRD ou ZRA correspondant à l'ancienne affectation.

#### **3.2.4.9. Stagiaires précédemment titulaires d'un corps autre que ceux des personnels enseignants des 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> degrés, d'éducation et de psychologues de l'éducation nationale**

Une seule bonification cumulable avec les bonifications familiales mais non cumulable avec les autres bonifications dites « stagiaires ».

Il faut appartenir à un corps de fonctionnaire titulaire de la fonction publique d'état, territoriale ou hospitalière hors personnel du 1<sup>er</sup> ou du 2<sup>nd</sup> degré de l'Education nationale, et fournir un arrêté de titularisation

1000 points sont accordés pour le département correspondant à l'ancienne affectation avant réussite au concours.

#### **3.2.4.10. Réintégration à divers titres (hors fin de détachement et fin de séjour en COM)**

1100 points sont attribués pour le département dans lequel l'enseignant exerçait précédemment, selon le type de poste occupé

#### **3.2.4.11. Changement de discipline**

Les personnels qui changent de discipline dans le cadre d'une validation ou d'un concours bénéficient d'une bonification correspondant à leur ancienne affectation :

- 1100 points sur les vœux « GEO », « DPT » et « ACA » pour les personnels précédemment titulaires d'un poste en établissement ;

- 1100 points sur « ZRE », « ZRD » ou « ZRA » pour les personnels précédemment titulaires d'une zone de remplacement.

Seuls les enseignants ayant validé un changement officiel de discipline (arrêté ministériel) peuvent bénéficier de cette bonification qui n'est pas cumulable avec la bonification de mesure de carte scolaire.

L'ancienneté des personnels dans le dernier poste occupé est prise en compte.

Cas particulier : les PLP dans la discipline Gestion-Administration qui se sont engagés dans un changement de discipline bénéficient, lors de leur participation obligatoire au mouvement en vue de leur affectation à titre définitif dans leur nouvelle discipline, d'une bonification de 1500 points dans les conditions de vœux que pour tout changement de discipline.

#### **3.2.4.12. Détenteur du 2CA-SH ou CAPPEI**

Les personnels détenteurs du 2CA-SH ou du CAPPEI volontaires pour être affectés sur un poste de l'enseignement adapté ou spécialisé (hors postes spécifiques) bénéficient d'une bonification de 30 points, sous réserve de fournir la certification.

#### **3.2.4.13. Personnels lauréats du concours des personnels de direction**

Ces personnels conserveront leur poste jusqu'au 1<sup>er</sup> mai n+1

#### **3.2.4.14. Personnels affectés à titre provisoire sur des missions académiques**

Les personnels affectés sur des missions académiques conservent leur poste pendant un an ; l'année suivante, ils ont obligation de participer au mouvement intra-académique et de solliciter une affectation sur une zone de remplacement si tel n'était déjà pas le cas.

Dans le cas d'une demande de mutation ultérieure, l'ancienneté retenue sera celle acquise sur le poste définitif majorée des années d'affectation à titre provisoire.

Une bonification de 1100 points sur les vœux « ETB », « COM » et « DPT » en fonction de l'ancienne affectation, sera attribuée.

#### **3.2.4.15. Personnels faisant fonction de personnel de direction**

Les postes des personnels faisant fonction de personnel de direction depuis 3 ans en N-1 seront offerts au mouvement intra-académique N.

Dans le cas d'une demande de mutation ultérieure, l'ancienneté retenue sera celle acquise sur le poste définitif majorée des années d'affectation à titre provisoire.

Une bonification de 1100 points sur les vœux « ETB », « COM » et « DPT » en fonction de l'ancienne affectation, sera attribuée.

#### **3.2.4.16. Entrants avec 175 points de barème fixe ou plus**

Les personnels concernés ayant formulé au moins un vœu large de type « GEO » « tout type d'établissement », non satisfaits sur l'ensemble des vœux exprimés, conserveront pour le mouvement suivant uniquement le barème fixe composé de l'ancienneté de service et de l'ancienneté dans le poste.

#### **3.2.5. Bonification liée au caractère répété de la demande**

Un agent peut prétendre à une bonification de 20 points au titre du vœu préférentiel dès lors qu'il formule **en premier vœu un vœu département**, sous réserve que ce même vœu ait été exprimé au mouvement intra-académique précédent.

#### **3.2.6. Bonification liée à l'exercice en établissement en contrat local d'accompagnement**

Une bonification de 120 points est mise en place dans ce cadre afin de valoriser l'expérience en établissement en contrat local d'accompagnement afin d'y favoriser la stabilité des équipes éducatives.

Pour prétendre au bénéfice d'une bonification, les enseignants doivent être en activité et affectés au 1<sup>er</sup> septembre N-1 dans un établissement engagé dans un contrat local d'accompagnement (CLA)<sup>5</sup> et justifier d'une durée minimale de trois années de **services effectifs et continus** au 31 août n dans ce même établissement.

---

<sup>5</sup> Le dispositif CLA mis en place depuis la rentrée scolaire 2021 regroupe les établissements qui rencontrent des difficultés particulières et leur permet de bénéficier de moyens renforcés.

### 3.2.7. Synthèse

| Objet   | Points attribués   | Observations  |
|---|--|---|
| <b>Réaffectation</b>                              |  |   |
| Mesure de carte scolaire (MCS)                    | 1500 pts sur vœux « ETB », « COM » et « DPT » correspondants à l'établissement perdu.<br>Vœux non restrictifs ou de type « lycée » pour les agrégés  | 3 vœux obligatoires formulés dans cet ordre. Possibilité de les intercaler avec d'autres vœux   |
| Mesure de carte scolaire sur zone de remplacement | 1500 pts sur vœux « ZRE », « ZRD » et « DPT » correspondants à la zone de remplacement perdue<br>Vœu DPT non restrictif  | 3 vœux obligatoires formulés dans cet ordre. Possibilité de les intercaler avec d'autres vœux   |
| <b>Situation familiale</b>                        |  |   |
| Rapprochement de conjoint (RC)                    | - 100,2 pts sur vœux « COM », « GEO » et « ZRE »<br>- 200,2 pts sur vœux « DPT », « ZRD », « ACA » et « ZRA »  | Pas de bonification sur vœu précis.<br>Le premier vœu large exprimé doit se situer dans le département du RC  |
|   | 75 pts par enfant à charge   | Enfant de moins de 18 ans   |
|   | Années de séparation<br>Agents en activité :<br>- 150 points pour un an<br>- 250 pour deux ans<br>- 350 pour trois ans<br>- 525 pour quatre ans et plus<br><br>Sur vœux « DPT », « ZRD », « ACA » et « ZRA »   | Conjoint exerçant dans un autre département pour une durée d'au moins six mois dans l'année scolaire concernée<br><br>Les agents en disponibilité pour suivre conjoint ou en congé parental peuvent prétendre à une demi-année de séparation pour chaque année concernée. |
| Autorité parentale conjointe (APC)                | IDEM au rapprochement de conjoint  | IDEM au rapprochement de conjoint   |
| Situation de parent isolé                         | 6.9 pts forfaitaires sur les vœux larges non restrictifs. Aucun vœu précis « ETB » ou vœu large restrictif ne sera bonifié.  | Le premier vœu large exprimé doit se situer dans le département susceptible d'améliorer les conditions de vie du ou des enfants.  |
| Mutation simultanée                               | 80 pts sur vœux « DPT » et « ZRD »   | Les agents conjoints concernés doivent choisir entre rapprochement de conjoint ou mutation simultanée.  |
| <b>Situation personnelle</b>                      |  |   |
| Handicap  | - 100 pts automatiques sur les vœux « DPT » et « ACA » pour les agents bénéficiaires de l'obligation d'emploi (BOE)<br>- 1100 pts éventuels sur un ou plusieurs vœux permettant d'améliorer la situation de l'agent, son conjoint ou l'enfant handicapés ou atteint d'une maladie grave. | Bonifications non cumulables sur un même vœu  |
| Réintégrations                                    | CLD, poste adapté et congé parental  | CLD / poste adapté  |

|                                  |   |   |
|----------------------------------|---|---|
|                                  | - 1100 pts sur les vœux « ETB », « COM » et « DPT », ou sur « ZRE » et « ZRD » correspondants au dernier poste occupé   | Vœu « ETB » correspondant au poste perdu non obligatoire ; les autres vœux doivent être formulés obligatoirement l'année de la réintégration  |
|                                  | Disponibilité, détachement<br><br>- 1100 points sur les vœux « DPT », « ACA » ou « ZRD » et « ZRA » correspondants au dernier poste occupé  | Congé parental<br>Vœux non obligatoires mais la bonification est accordée uniquement si tous les vœux bonifiés sont formulés<br><br>Vœux non obligatoires   |
| <b>Situation professionnelle</b> |   |   |
| Ancienneté de service (Echelon)  | Classe normale<br>14 pts du 1er au 2ème échelon.<br>+ 7 pts par échelon à partir du 3ème échelon  | Échelons acquis au 31 août N-1 par promotion et au 1er septembre N-1 par classement initial ou reclassement   |
|                                  | Hors classe<br>- 56 points forfaitaires + 7 points par échelon de la hors-classe pour les certifiés et assimilés (PLP, PEPS)<br>- 63 points forfaitaires + 7 points par échelon de la hors-classe pour les agrégés          | Les agrégés hors classe au 4 <sup>e</sup> échelon pourront prétendre à 98 points dès lors qu'ils ont deux ans d'ancienneté dans cet échelon<br><br>Les agrégés hors classe au 4 <sup>ème</sup> échelon pourront prétendre à 105 points dès lors qu'ils ont trois ans d'ancienneté dans cet échelon. |
|                                  | Classe exceptionnelle<br>77 pts forfaitaires.<br>+ 7 pts par échelon de la classe exceptionnelle  | Bonification plafonnée à 105 pts.<br><br>Les agrégés de classe exceptionnelle au 3 <sup>ème</sup> échelon pourront prétendre à 105 points dès lors qu'ils ont deux ans d'ancienneté dans cet échelon  |
| Ancienneté dans le poste         | 20 pts par année de service dans le poste actuel en tant que titulaire ou dans le dernier poste occupé avant une mise en disponibilité, un congé ou une affectation à titre provisoire.<br>+ 50 points par tranche de 4 ans | Les années de stage ne sont prises en compte dans le calcul de l'ancienneté de poste (forfaitairement pour une seule année) que pour les fonctionnaires stagiaires ex-titulaires d'un corps de personnels gérés par le service des personnels enseignants de l'enseignement scolaire de la DGRH     |

|  |   |  |
|--|---|--|
| Education prioritaire (REP+, REP, Politique de la ville) | REP+<br>- 100 pts pour 5 à 7 ans d'exercice<br>- 200 pts à partir de 8 ans d'exercice   | Exercice continu dans le même établissement<br><br>Bonification de sortie valable sur tous les vœux    |
|  | REP / Politique de la ville<br>- 75 pts pour 5 à 7 ans d'exercice<br>- 150 pts à partir de 8 ans d'exercice   |  |
|  | Dispositif exceptionnel (MCS)<br>- 30 pts pour 1 à 2 ans d'ancienneté<br>- 65 pts pour 3 ans<br>- 80 pts pour 4 ans<br>Sur les vœux « COM » et « DPT »  |  |
| Etablissement ruraux isolés (RIS)                        | IDEM aux bonifications REP  | Exercice continu dans le même établissement<br><br>Bonification de sortie valable sur tous les vœux    |
| Titulaires sur zone de remplacement (TZR)                | Stabilisation<br><br>50 pts sur vœu « GEO » et 100 pts sur vœu « DPT » et « ACA »   | Vœux non restrictifs   |
|  | Ancienneté<br><br>- 30 pts pour 3 ans<br>- 60 pts pour 4 ans<br>- + 10 pts par année supplémentaire au-delà de 4 ans  | Valable sur tous les vœux  |
| Stagiaires   | Sans expérience antérieure<br><br>10 pts sur le premier vœu large non restrictif exprimé  | Valable sur demande pour une seule année au cours d'une période de 3 ans                               |
|  | Ex enseignants contractuels de l'enseignement public dans le premier ou le second degré de l'Education nationale, ex CPE contractuels, ex psyEN, ex MA garantis d'emploi, ex AED et ex AESH, ex contractuels en CFA public et ex EAP, ex AED pré-professionnalisation<br><br>Bonification selon classement<br><br>- 150 pts jusqu'au 3ème échelon<br>- 165 pts pour le 4ème échelon<br>- 180 pts à partir du 5ème échelon | Bonification automatique valable sur vœux « DPT », « ZRD », « ACA » et « ZRA »                         |
|  | Ex titulaires de la fonction publique<br><br>1000 pts sur vœu « DPT » ou ZRD »  | Vœux non restrictifs<br>Accordé sur le département de l'ancienne affectation et selon le type de poste |
| Changement de discipline                                 | - 1100 pts sur vœux « GEO », « DPT » et « ACA » pour les titulaires d'un poste fixe<br>- 1100 pts sur vœux « ZRE », « ZRD » et « ZRA » pour les titulaires d'une zone de remplacement   | Vœux non restrictifs<br>L'ancienneté dans le poste précédent est prise en compte                       |

|  |   |   |
|--|---|---|
|  | - 1500 pts pour les PLP dans la discipline Gestion-Administration en mobilité obligatoire (dans les mêmes conditions de vœux) |   |
| Affectation provisoire sur des missions académiques<br>Faisant fonction de personnel direction | 1100 pts sur les vœux « ETB », « COM » et « DPT », en fonction de l'ancienne affectation                                      | Dans le cas d'une demande de mutation ultérieure, l'ancienneté retenue sera celle acquise sur le poste définitif majorée des années d'affectation à titre provisoire                  |
| Titulaires du 2CA-SH ou CAPPEI   | 30 pts  | Valable sur tous les vœux relevant de l'ASH   |
| Entrants avec 175 points de barème fixe ou plus au mouvement N-1                               | Conservation de ce barème fixe pour le mouvement n  | Formuler au moins un vœu de type « GEO »  |
| Agents affectés en établissement en contrat local d'accompagnement (CLA)                       | En établissement relevant d'un CLA : 120 points à compter du mouvement 2024.  | Bonification octroyée sous condition d'être affecté au 1er septembre N-1 et d'avoir exercé en continu depuis 3 ans (jusqu'au 31 août N) dans le même établissement engagé dans un CLA |
| <b>Caractère répété de la demande</b>  |   |   |
| Vœu préférentiel   | 20 points sur vœu « DPT »   | Formuler en 1 <sup>er</sup> vœu un vœu « DPT » formulé au mouvement intra-académique N-1  |

### 3.3. Mouvement spécifique académique

Le recteur ou la rectrice établit la liste des postes vacants en veillant tout particulièrement à présenter de façon détaillée les caractéristiques de ces postes et des compétences attendues. Ce descriptif doit permettre de porter ces postes à la connaissance d'un large vivier de candidats qui pourront ainsi se positionner utilement.

#### 3.3.1. Dépôt des candidatures

La procédure de candidature est dématérialisée. Les candidats, qu'ils soient stagiaires ou titulaires, consultent les postes, constituent leur dossier via I-Prof puis saisissent leurs vœux. L'attention des candidats est appelée sur le fait que des postes sont susceptibles d'être créés, de devenir vacants ou de se libérer une fois la période de saisie des vœux close. Les candidats devront donc en tenir compte dans la formulation de leurs vœux (vœux géographiques).

Les titulaires et stagiaires peuvent candidater. Après avoir saisi les vœux sur SIAM I-Prof aux dates précisées dans la note de service académique annuelle, les candidats doivent télécharger et éditer le formulaire de confirmation de demande de mutation dans SIAM, via I-Prof.

Les candidats doivent :

- Mettre à jour leur CV dans la rubrique I-Prof dédiée (mon CV) en indiquant une adresse courriel et un numéro de téléphone auxquels ils peuvent être joints. Il est conseillé de **mettre à jour le CV** sans attendre l'ouverture de la saisie des vœux sur I-Prof.

- Rédiger une lettre de motivation explicitant leur démarche. S'ils sont candidats à plusieurs mouvements spécifiques, une lettre doit être rédigée par candidature. Cette lettre doit comporter une adresse courriel et un numéro de téléphone. La lettre doit faire apparaître leurs compétences à occuper le poste, et en particulier les liens entre le parcours de formation, le parcours professionnel, les diplômes, certifications et attestations obtenus et le poste sur lequel ils candidatent.

- Joindre le dernier rapport d'inspection ou le dernier compte rendu de rendez-vous de carrière sous forme numérisée.

Les vœux portant sur des postes spécifiques doivent être formulés en premier rang, soit avant la formulation sur des vœux banalisés, en utilisant impérativement le codage propre aux postes SPEA.

Les postes spécifiques académiques doivent impérativement être demandés dans le cadre exclusif d'un vœu précis portant sur l'établissement concerné (« ETB »).

- Prendre l'attache du chef de l'établissement ou de service où se situe le poste et lui communiquer son dossier de candidature.

### **3.3.2. Affectation**

Les candidatures seront instruites par le corps d'inspection compétent et seront soumises à l'avis des chefs d'établissement. L'instruction des dossiers devra, dans la mesure du possible, donner lieu à un entretien avec les candidats.

Une commission composée d'experts (représentants de chefs d'établissement et des corps d'inspection) procédera à la sélection des candidats. Les personnels seront informés individuellement des résultats.

Les chefs des établissements d'accueil sont associés à cette sélection. Il est donc conseillé aux candidats de prendre l'attache des chefs des établissements sollicités pour un entretien et de leur transmettre un exemplaire de leur dossier de candidature. L'avis du chef d'établissement d'accueil fait partie des critères de sélection qui seront pris en compte dans l'évaluation de la candidature par le collège d'experts.

Les décisions d'affectation sont communiquées aux intéressés par l'administration sur I-Prof. Quand un candidat retenu sur un poste spécifique académique a également formulé une demande de participation au mouvement intra-académique, celle-ci est annulée.

### **3.3.3. Spécificités liées aux candidats**

#### **3.3.3.1. Candidats aux fonctions d'ATER**

- Pour les personnels candidats à ces fonctions pour la première fois : les personnels, titulaires ou stagiaires, candidats dans ces fonctions doivent participer à la phase intra-académique et demander une affectation sur zone de remplacement. Leur détachement dans l'enseignement supérieur ne pourra leur être accordé que s'ils ont fait connaître aux services académiques leur candidature à ces fonctions ;

- Pour les personnels qui demandent un renouvellement dans ces fonctions : si ces personnels n'ont jamais été affectés dans un poste du second degré, ils ont l'obligation de participer au mouvement intra-académique des personnels du second degré et de demander une zone de remplacement.

Dans les cas évoqués ci-dessus, les départs dans l'enseignement supérieur au-delà de la rentrée scolaire ne seront accordés que si les intéressés ont rejoint leur poste dans le second degré.

#### **3.3.3.2. Enseignants de S.I.I**

##### Participation à la phase intra-académique

En fonction de leur corps (agrégé ou certifié) et de leur discipline de recrutement, les enseignants de SII du second degré peuvent solliciter leur mobilité dans différentes disciplines.

Les tableaux ci-dessous détaillent par corps les possibilités offertes aux candidats. Leur attention est appelée sur le fait qu'aucun panachage ni aucun cumul ne sera possible.

Le choix effectué lors de la phase interacadémique, lors de la période de saisie des vœux, vaudra également pour la phase intra-académique : aucun changement de stratégie ne sera accepté.

### 3.3.3.3. Candidats agrégés

| Discipline de mouvement   | Discipline de recrutement                                     |  |   |  |
|---|---|--|---|--|
|   | 1414A   | 1415A  | 1416A   | 1417A  |
|   | Sciences industrielles de l'ingénieur et ingénierie mécanique | Sciences industrielles de l'ingénieur et ingénierie électrique | Sciences industrielles de l'ingénieur et ingénierie des constructions | Sciences industrielles de l'ingénieur et ingénierie informatique |
| L1400 Technologie   | Oui   | Oui  | Oui   | Oui  |
| L1411 Sciences industrielles de l'ingénieur option architecture et construction | Non   | Non  | Oui   | Non  |
| L1412 Sciences industrielles de l'ingénieur option énergie                      | Non   | Oui  | Oui   | Non  |
| L1413 Sciences industrielles de l'ingénieur option information et numérique     | Non   | Oui  | Non   | Oui  |
| L1414 Sciences industrielles de l'ingénieur option ingénierie mécanique         | Oui   | Non  | Non   | Non  |

### 3.3.3.4. Candidats certifiés

| Discipline de mouvement   | Discipline de recrutement   |  |   |   |
|---|---|--|---|---|
|   | 1411E   | 1412E  | 1413E   | 1414E   |
|   | Sciences industrielles de l'ingénieur option architecture et construction | Sciences industrielles de l'ingénieur option énergie | Sciences industrielles de l'ingénieur option information et numérique | Sciences industrielles de l'ingénieur option ingénierie mécanique |
| L1400 Technologie   | Oui   | Oui  | Oui   | Oui   |
| L1411 Sciences industrielles de l'ingénieur option architecture et construction | Oui   | Non  | Non   | Non   |
| L1412 Sciences industrielles de l'ingénieur option énergie                      | Non   | Oui  | Non   | Non   |
| L1413 Sciences industrielles de l'ingénieur option information et numérique     | Non   | Non  | Oui   | Non   |
| L1414 Sciences industrielles de l'ingénieur option ingénierie mécanique         | Non   | Non  | Non   | Oui   |

À titre d'exemple :

Un certifié dont la discipline de recrutement, mentionnée sur l'arrêté ministériel est « sciences industrielles de l'ingénieur option énergie » (1412E) choisira de participer au mouvement soit en technologie (L1400), soit en sciences industrielles de l'ingénieur option énergie (L1412). Il ne participera au mouvement que dans une seule de ces deux disciplines.

Un agrégé dont la discipline de recrutement, mentionnée sur l'arrêté ministériel est « sciences industrielles de l'ingénieur et ingénierie électrique » (1415A) choisira de participer au mouvement soit en technologie (L1400), soit en sciences industrielles de l'ingénieur option énergie (L1412) soit en sciences industrielles de l'ingénieur option information et numérique (L1413). Il ne pourra pas participer dans plusieurs disciplines.

Dans le cadre du mouvement spécifique académique, l'attention des candidats est attirée sur le fait que, quelle que soit leur discipline de recrutement appartenant au champ des sciences industrielles de l'ingénieur, ils pourront postuler indifféremment sur tous les postes spécifiques relevant de ce domaine.

### 3.4. Listes

#### 3.4.1. Zones de remplacement

Pour les 5 disciplines

L0202 LETTRES MODERNES

L0422 ANGLAIS

L1000 HISTOIRE – GEOGRAPHIE

L1300 MATHEMATIQUES

L1900 EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE

| Dénomination de la Zone de Remplacement   | Code SIAM | Communes de la ZR  |
|---|-----------|--|
| <b>ALPES-MARITIMES</b>                    |           |  |
| Zone Alpes-Maritimes 1<br>- 5 disciplines | 006015ZH  | Beaulieu/Mer, Beausoleil, Breil/Roya, Carros, Contes, Drap, La Trinité, l'Escarène, Menton, Nice, Puget Théniers, Roquebillière, Saint Etienne de Tinée, Saint-Martin du Var, Saint Sauveur/Tinée, Sospel, Tende, Tourrette Levens, Valdeblore   |
| Zone Alpes-Maritimes 2<br>- 5 disciplines | 006016ZS  | Antibes, Biot, Cagnes/Mer, Cannes, Grasse, La Colle sur Loup, Le Cannet, Le Rouret, Mandelieu la Napoule, Mouans-Sartoux, Mougins, Pégomas, Peymeinade, Roquefort les Pins, Saint Jeannet, Saint-Laurent du Var, Saint Vallier de Thiey, Valbonne, Vallauris, Vence, Villeneuve Loubet |
| <b>VAR</b>                                |           |  |
| Zone VAR 1 Côtier                         | 083017ZR  | Cogolin, Fayence, Fréjus, Gassin, Le Muy, Les Arcs, Montauroux, Puget/Argens, Roquebrune/Argens, Saint Raphaël, Sainte Maxime, Saint-Tropez, Vidauban  |
| Zone VAR 1 Intérieur                      | 083018ZZ  | Aups, Barjols, Besse sur Issole, Brignoles, Carcès, Draguignan, Figanières, Garéoult, Le Luc, Lorgues, Rocbaron, Saint Maximin, Vinon/Verdon, Saint Zacharie   |
| Zone VAR 2 Est                            | 083019ZH  | Bormes les Mimosas, Carqueiranne, Cuers, Hyères, La Crau, La Farlède, La Londe les Maures, La Valette du Var, La Garde, Solliès Pont   |
| Zone VAR 2 Ouest                          | 083020ZS  | Bandol, La Seyne/Mer, Le Beausset, Le Castellet, Ollioules, Sanary/Mer, Six Fours les Plages, Saint Cyr/Mer, Saint-Mandrier/Mer, Toulon  |

| Dénomination de la Zone de Remplacement | Code SIAM | Communes de la ZR   |
|---|-----------|---|
| <b>ALPES-MARITIMES</b>                  |           |   |
| Zone Alpes-Maritimes 1                  | 006013ZR  | Beaulieu/Mer, Beausoleil, Breil/Roya, Carros, Contes, Drap, La Trinité, l'Escarène, Menton, Nice, Puget Théniers, Roquebillière, Saint Etienne de Tinée, Saint-Martin du Var, Saint Sauveur/Tinée, Sospel, Tende, Tourrette Levens, Valdeblore  |
| Zone Alpes-Maritimes 2                  | 006014ZZ  | Antibes, Biot, Cagnes/Mer, Cannes, Grasse, La Colle sur Loup, Le Cannet, Le Rouret, Mandelieu la Napoule, Mouans-Sartoux, Mougins, Pégomas, Peymeinade, Roquefort les Pins, Saint Jeannet, Saint-Laurent du Var, Saint Vallier de Thiey, Valbonne, Vallauris, Vence, Villeneuve Loubet                              |
| <b>VAR</b>                              |           |   |
| Zone VAR 1                              | 083015ZY  | Aups, Barjols, Besse sur Issole, Brignoles, Carcès, Cogolin, Draguignan, Fayence, Figanières, Fréjus, Garéoult, Gassin, Le Luc, Le Muy, Les Arcs, Lorgues, Montauroux, Puget/Argens, Rocbaron, Roquebrune/Argens, Saint Maximin, Saint Raphael, Saint Tropez, Sainte Maxime, Vidauban, Vinon/Verdon, Saint Zacharie |
| Zone VAR 2                              | 083016ZG  | Bandol, Bormes les Mimosas, Carqueiranne, Cuers, Hyères, La Crau, La Farlède, La Garde, La Londe les Maures, La Seyne/Mer, La Valette du Var, Le Beausset, Le Castellet, Ollioules, Saint Cyr/Mer, Saint Mandrier/Mer, Sanary sur Mer, Six Fours les Plages, Solliès Pont, Toulon                                   |

### 3.4.2. Groupements ordonnés de communes

| Dénomination du groupe de communes | Code    | Composition du groupe de communes   |
|------------------------------------|---------|---|
| <b>ALPES-MARITIMES</b>             |         |   |
| Nice et communes Est               | 006 951 | Nice, La Trinité, Beaulieu/mer, Drap, Tourrette-Levens, Beausoleil, Contes, l'Escarène, Menton                              |
| Nice et communes Ouest             | 006 952 | Nice, Saint-Laurent du Var, Cagnes/Mer, Villeneuve Loubet, la Colle/Loup, Carros, Vence, Saint Jeannet, Saint Martin du Var |
| Antibes et environs                | 006 953 | Antibes, Vallauris, Biot, Villeneuve-Loubet, Valbonne   |
| Cannes et environs                 | 006 954 | Cannes, Le Cannet, Mougins, Mandelieu la Napoule, Mouans-Sartoux, Pégomas   |
| Grasse et environs                 | 006 955 | Grasse, Peymeinade, Le Rouret, Pégomas, Saint Vallier de Thiey, Roquefort les Pins  |
| <b>VAR</b>                         |         |   |
| Fréjus - Saint Raphaël             | 083 951 | Fréjus, Saint Raphaël, Puget/Argens, Roquebrune/Argens, Le Muy, Montauroux, Fayence   |
| Gassin et environs                 | 083 952 | Gassin, Cogolin, Saint Tropez, Sainte Maxime  |
| Draguignan et environs             | 083 953 | Draguignan, Figanières, Les Arcs, Lorgues, Le Muy, Vidauban, Le Luc, Fayence, Montauroux                                    |
| Brignoles et environs              | 083 954 | Brignoles, Garéoult, Besse sur Issole, Rocbaron, Carcès, Saint Maximin, Le Luc, Saint Zacharie                              |
| Hyères et environs                 | 083 955 | Hyères, La Crau, La Londe les Maures, Carqueiranne, La Farlède, Solliès-Pont, Cuers, Bormes les Mimosas                     |
| Toulon et communes Est             | 083 956 | Toulon, La Valette du Var, La Garde, La Farlède, La Crau, Sollies-Pont, Cuers   |
| Toulon et communes Ouest           | 083 957 | Toulon, Ollioules, Sanary/Mer, Bandol, Le Beausset, Le Castellet, Saint Cyr/Mer   |
| Toulon et communes Sud             | 083 958 | Toulon, La Seyne/Mer, Six Fours les Plages, Saint Mandrier/Mer  |

### 3.4.3. Liste des établissements

| Code R.N.E.                            | SIGLE | Etablissement      | Adresse                                   | Code postal | Commune                 | Code commune SIAM |
|--|-------|--------------------|---|-------------|-------------------------|-------------------|
| <b>DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES</b> |       |                    |   |             |                         |                   |
| 0061197U                               | CIO   | ANTIBES            | 640 AVENUE JULES GREC                     | 06600       | ANTIBES                 | 006004            |
| 0060090R                               | CIO   | CANNES             | 2 AVENUE BEAUSEJOUR                       | 06400       | CANNES                  | 006029            |
| 0061254F                               | CIO   | GRASSE             | 2 BOULEVARD VICTOR HUGO                   | 06130       | GRASSE                  | 006069            |
| 0061255G                               | CIO   | MENTON             | 14 AVENUE BOYER                           | 06500       | MENTON                  | 006083            |
| 0060089P                               | CIO   | NICE               | CITE PARC IMPERIAL<br>2 AVENUE PAUL ARENE | 06000       | NICE                    | 006088            |
| 0060083H                               | CLG   | FERSEN             | 15 RUE DE FERSEN                          | 06631       | ANTIBES                 | 006004            |
| 0061133Z                               | CLG   | LA FONTONNE        | AVENUE DES FRERES GARBERO                 | 06600       | ANTIBES                 | 006004            |
| 0060795G                               | CLG   | SIDNEY BECHET      | 101 AVENUE DES AMPHORES                   | 06160       | ANTIBES JUAN LES PINS   | 006004            |
| 0060842H                               | CLG   | PIERRE BERTONE     | 653 ROUTE DE GRASSE                       | 06600       | ANTIBES                 | 006004            |
| 0060076A                               | CLG   | ROUSTAN            | AVENUE DES FRERES ROUSTAN                 | 06600       | ANTIBES                 | 006004            |
| 0061209G                               | CLG   | JEAN COCTEAU       | 1RUE CHARLES II<br>COMTE DE PROVENCE      | 06310       | BEAULIEU-SUR-MER        | 006011            |
| 0061278G                               | CLG   | BELLEVUE           | BRETELLE DU CENTRE                        | 06240       | BEAUSOLEIL              | 006012            |
| 0061670H                               | CLG   | L'EGANAUDE         | 3140 RTE DES DOLINES                      | 06902       | BIOT (SOPHIA ANTIPOLIS) | 006018            |
| 0060008B                               | CLG   | L'EAU VIVE         | 224 RUE VIRGILE BAREL                     | 06540       | BREIL-SUR-ROYA          | 006023            |
| 0061737F                               | CLG   | ANDRE MALRAUX      | 14 CHEMIN DU VALLON DES VAUX              | 06800       | CAGNES-SUR-MER          | 006027            |
| 0061280J                               | CLG   | JULES VERNE        | RUE JULES VERNE                           | 06800       | CAGNES-SUR-MER          | 006027            |
| 0060911H                               | CLG   | LES BREGUIERES     | 1 AVENUE SAINT EXUPERY                    | 06800       | CAGNES-SUR-MER          | 006027            |
| 0061342B                               | CLG   | CAPRON             | 6 BOULEVARD DE MADRID                     | 06400       | CANNES                  | 006029            |
| 0061174U                               | CLG   | GERARD PHILIPPE    | 1 AVENUE ALFRED DE VIGNY                  | 06150       | CANNES                  | 006029            |
| 0060799L                               | CLG   | LES MURIERS        | 3 RUE RENE DUNAN                          | 06150       | CANNES                  | 006029            |
| 0061279H                               | CLG   | LES VALLERGUES     | 71 AV DE LATTRE DE TASSIGNY               | 06400       | CANNES                  | 006029            |
| 0061130W                               | CLG   | PAUL LANGEVIN      | 11 RUE COLLE BELLE                        | 06510       | CARROS                  | 006033            |
| 0060019N                               | CLG   | VALLEES DU PAILLON | AVENUE CELESCHI                           | 06392       | CONTES                  | 006048            |
| 0061244V                               | CLG   | CANTEPERDRIX       | AV DE LA VICTOIRE DU 8 MAI 1945           | 06131       | GRASSE                  | 006069            |
| 0061240R                               | CLG   | CARNOT             | BOULEVARD CARNOT                          | 06131       | GRASSE                  | 006069            |
| 0061668F                               | CLG   | LES JASMINES       | CHEMIN STE MARGUERITE                     | 06131       | GRASSE                  | 006069            |
| 0060021R                               | CLG   | SAINTE HILAIRE     | 26 RUE DU PALAIS DE JUSTICE               | 06130       | GRASSE                  | 006069            |
| 0061826C                               | CLG   | FRANCOIS RABELAIS  | CHEMIN DU CASTEL                          | 06440       | L'ESCARRENE             | 006057            |
| 0061376N                               | CLG   | YVES KLEIN         | BD ALEX ROUBERT                           | 06480       | LA COLLE/LOUP           | 006044            |
| 0060910G                               | CLG   | LA BOURGADE        | 17 ALLEE DES LUCIOLES                     | 06340       | LA TRINITE              | 006149            |
| 0061723R                               | CLG   | EMILE ROUX         | CHEMIN DES PLAINES                        | 06110       | LE CANNET               | 006030            |
| 0061239P                               | CLG   | PIERRE BONNARD     | AVENUE GEORGES POMPIDOU                   | 06110       | LE CANNET               | 006030            |
| 0061853G                               | CLG   | LE PRE DES ROURES  | 7 ROUTE DE NICE                           | 06650       | LE ROURET               | 006112            |

|          |     |                           |                                |       |                      |        |
|----------|-----|---------------------------|--------------------------------|-------|----------------------|--------|
| 0061175V | CLG | ALBERT CAMUS              | AVENUE ROBERT SCHUMAN          | 06210 | MANDELIEU-LA-NAPOULE | 006079 |
| 0061924J | CLG | LES MIMOSAS               | 1216 AVENUE GENERAL GARBAY     | 06210 | MANDELIEU-LA-NAPOULE | 006079 |
| 0061238N | CLG | ANDRE MAUROIS             | 8 RUE MAGENTA                  | 06500 | MENTON               | 006083 |
| 0061824A | CLG | GUILLAUME VENTO           | 400 COURS DU CENTENAIRE        | 06503 | MENTON               | 006083 |
| 0061795U | CLG | LA CHENAIE                | 330 ALLEE DU PARC              | 06370 | MOUANS-SARTOUX       | 006084 |
| 0061068D | CLG | LES CAMPÉLIERES           | 121 CHEMIN DES CAMPÉLIERES     | 06250 | MOUGINS              | 006085 |
| 0061002G | CLG | ALPHONSE DAUDET           | 176 RUE DE FRANCE              | 06050 | NICE                 | 006088 |
| 0060045S | CLG | ANTOINE RISSO             | 8 BOULEVARD PIERRE SOLA        | 06300 | NICE                 | 006088 |
| 0060840F | CLG | FREDERIC MISTRAL          | 59 AVENUE YVONNE VITTONNE      | 06200 | NICE                 | 006088 |
| 0061006L | CLG | HENRI MATISSE             | AVENUE REINE VICTORIA          | 06050 | NICE                 | 006088 |
| 0060084J | CLG | JEAN GIONO                | 2 RUE HUMBERT RICOLFI          | 06300 | NICE                 | 006088 |
| 0061003H | CLG | JEAN ROSTAND              | 98 BOULEVARD DE LA MADELEINE   | 06000 | NICE                 | 006088 |
| 0060841G | CLG | JEAN-HENRI FABRE          | BOULEVARD HENRI SAPPJA         | 06102 | NICE                 | 006088 |
| 0061129V | CLG | JULES ROMAINS             | AV DE LA DIGUE DES FRANCAIS    | 06200 | NICE                 | 006088 |
| 0061694J | CLG | L'ARCHET                  | BD IMPERATRICE EUGENIE         | 06200 | NICE                 | 006088 |
| 0061131X | CLG | MAURICE JAUBERT           | COURS ALBERT CAMUS             | 06300 | NICE                 | 006088 |
| 0061001F | CLG | LOUIS NUCERA              | 2 PONT RENE COTY               | 06300 | NICE                 | 006088 |
| 0061339Y | CLG | PARC IMPERIAL             | 2 AVENUE PAUL ARENE            | 06050 | NICE                 | 006088 |
| 0061277F | CLG | PORT LYMPIA               | 31 BOULEVARD STALINGRAD        | 06300 | NICE                 | 006088 |
| 0060048V | CLG | RAOUL DUFY                | 30 AVENUE RAOUL DUFY           | 06203 | NICE                 | 006088 |
| 0060086L | CLG | ROLAND GARROS             | 10 BOULEVARD DE CIMIEZ         | 06000 | NICE                 | 006088 |
| 0060032C | CLG | SEGURANE                  | 3 RUE SINCAIRE                 | 06300 | NICE                 | 006088 |
| 0060838D | CLG | SIMONE VEIL               | 36 AVENUE DE L ARBRE INFERIEUR | 06000 | NICE                 | 006088 |
| 0060050X | CLG | VALERI                    | 128 AVENUE ST-LAMBERT          | 06103 | NICE                 | 006088 |
| 0060085K | CLG | VERNIER                   | 33 RUE VERNIER                 | 06000 | NICE                 | 006088 |
| 0061796V | CLG | PAUL ARENE                | 23 CHEMIN DU STADE             | 06530 | PEYMEINADE           | 006095 |
| 0062181N | CLG | ARNAUD BELTRAME           | AVENUE DE CANNES               | 06580 | PEGOMAS              | 006090 |
| 0060061J | CLG | AUGUSTE BLANQUI           | PROMENADE JEAN BAILET          | 06260 | PUGET-THENIERS       | 006099 |
| 0061237M | CLG | LA VESUBIE-JEAN SALINES   | 8 PROMENADE JEAN LAURENTI      | 06450 | ROQUEBILLIERE        | 006103 |
| 0062056C | CLG | ROQUEFORT LES PINS        | 1600 ROUTE DE VALBONNE         | 06330 | ROQUEFORT LES PINS   | 006105 |
| 0061666D | CLG | DES BAOUS                 | ROUTE DE GATTIERES             | 06640 | SAINT-JEANNET        | 006122 |
| 0062011D | CLG | INTERNATIONAL DE VALBONNE | 190 RUE FREDERIC MISTRAL       | 06560 | SOPHIA ANTIPOLIS     | 006152 |
| 0061925K | CLG | NIKKI DE ST PHALLE        | CHEMIN DE DARBOUSSON           | 06560 | SOPHIA ANTIPOLIS     | 006152 |
| 0060067R | CLG | JEAN MEDECIN              | BOULEVARD JULES FERRY          | 06380 | SOSPEL               | 006136 |
| 0060063L | CLG | JEAN FRANCO               | QUARTIER COUVENT               | 06660 | ST-ETIENNE-DE-TINEE  | 006120 |
| 0061134A | CLG | JOSEPH PAGNOL             | 1643 ESPLANADE EDMOND JOUHAUD  | 06700 | ST-LAURENT-DU-VAR    | 006123 |
| 0061738G | CLG | SAINT EXUPERY             | 116 AVENUE PIERRE AMADIEU      | 06703 | ST-LAURENT-DU-VAR    | 006123 |
| 0061400P | CLG | LUDOVIC BREA              | ROUTE DU COLLEGE               | 06670 | ST-MARTIN-DU-VAR     | 006126 |

|          |        |                              |                               |       |                     |        |
|----------|--------|------------------------------|-------------------------------|-------|---------------------|--------|
| 0060066P | CLG    | SAINT-BLAISE                 | 2 BOULEVARD SAINT BLAISE      | 06420 | ST-SAUVEUR-S/-TINEE | 006129 |
| 0061986B | CLG    | SIMON WIESENTHAL             | CHEMIN DES BLAQUEIRETTES      | 06460 | ST-VALLIER-DE-THIEY | 006130 |
| 0060072W | CLG    | JEAN-BAPTISTE RUSCA          | LE PETIT BOIS                 | 06430 | TENDE               | 006163 |
| 0060068S | CLG    | RENE CASSIN                  | 528 BD LEON SAUVAN            | 06690 | TOURRETTE-LEVENS    | 006147 |
| 0061211J | CLG    | PABLO PICASSO                | AVENUE DE L HOPITAL           | 06220 | VALLAURIS           | 006155 |
| 0061135B | CLG    | LA SINE                      | 214 CHEMIN DE LA SINE         | 06140 | VENCE               | 006157 |
| 0061825B | CLG    | ROMEE DE VILLENEUVE          | ALLEE RENE CASSIN             | 06270 | VILLENEUVE-LOUBET   | 006161 |
| 0060834Z | E.HOSP | LES CADRANS SOLAIRES         | 11 ROUTE DE ST PAUL           | 06141 | VENCE               | 006157 |
| 0060001U | LGT    | JACQUES AUDIBERTI            | BOULEVARD WILSON              | 06631 | ANTIBES             | 006004 |
| 0060009C | LGT    | AUGUSTE RENOIR               | AVENUE MARCEL PAGNOL          | 06802 | CAGNES-SUR-MER      | 006027 |
| 0060013G | LGT    | BRISTOL                      | 10 AVENUE ST NICOLAS          | 06405 | CANNES              | 006029 |
| 0060011E | LGT    | CARNOT                       | BOULEVARD CARNOT              | 06408 | CANNES              | 006029 |
| 0060014H | LGT    | JULES FERRY                  | 82 BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE | 06402 | CANNES              | 006029 |
| 0062089N | LGT    | RENE GOSCINNY                | 500 ROUTE DES CROVES          | 06340 | DRAP                | 006054 |
| 0061760F | LGT    | ALEXIS DE TOCQUEVILLE        | 22 CHE DE L ORME              | 06131 | GRASSE              | 006069 |
| 0060020P | LGT    | AMIRAL DE GRASSE             | 20 AVENUE SAINTE LORETTE      | 06130 | GRASSE              | 006069 |
| 0060026W | LGT    | PIERRE ET MARIE CURIE        | AVENUE DU DOYEN JEAN LEPINE   | 06500 | MENTON              | 006083 |
| 0060031B | LGT    | ALBERT CALMETTE              | 5 AVENUE MARECHAL FOCH        | 06050 | NICE                | 006088 |
| 0061763J | LGT    | GUILLAUME APOLLINAIRE        | 29 BD JEAN BAPTISTE VERANY    | 06300 | NICE                | 006088 |
| 0060033D | LGT    | H. D'ESTIENNE D'ORVES        | 13 AVENUE D'ESTIENNE D'ORVES  | 06050 | NICE                | 006088 |
| 0060030A | LGT    | MASSENA                      | 2 AVENUE FELIX FAURE          | 06050 | NICE                | 006088 |
| 0060029Z | LGT    | PARC IMPERIAL                | 2 AVENUE PAUL ARENE           | 06050 | NICE                | 06088  |
| 0061691F | LGT    | MELINEE ET MISSAK MANOUCHIAN | 2 AVENUE CLAUDE DEBUSSY       | 06200 | NICE                | 006088 |
| 0061642C | LGT    | INTERNATIONAL                | 190 RUE F. MISTRAL            | 06902 | SOPHIA ANTIPOLIS    | 006152 |
| 0062015H | LGT    | VALBONNE                     | 1265 ROUTE DE BIOT            | 06560 | VALBONNE            | 006152 |
| 0061884R | LGT    | HENRI MATISSE                | 101 AVENUE FOCH               | 06140 | VENCE               | 06157  |
| 0060075Z | LGT    | LES EUCALYPTUS               | AVENUE DES EUCALYPTUS         | 06200 | NICE                | 006088 |
| 0060002V | LP     | JACQUES DOLLE                | 120 CHEMIN DE SAINT CLAUDE    | 06600 | ANTIBES             | 006004 |
| 0061635V | LP     | AUGUSTE ESCOFFIER            | CHEMIN DU BRECQ               | 06800 | CAGNES-SUR-MER      | 006027 |
| 0061561P | LP     | ALFRED HUTINEL               | 21 RUE DE CANNES              | 06150 | CANNES              | 006029 |
| 0060015J | LP     | LES COTEAUX                  | 4/6 CHE MORGON AV DES COTEAUX | 06400 | CANNES              | 006029 |
| 0060023T | LP     | FRANCIS DE CROISSET          | 34 CHEMIN DE LA CAVALLERIE    | 06130 | GRASSE              | 006069 |
| 0060022S | LP     | LEON CHIRIS                  | 51 CHEMIN DES CAPUCINS        | 06130 | GRASSE              | 006069 |
| 0060028Y | LP     | PAUL VALERY                  | 1 AVENUE SAINT JACQUES        | 06500 | MENTON              | 006083 |
| 0060027X | LP     | PIERRE ET MARIE CURIE        | 353 AV DU DOYEN JEAN LEPINE   | 06500 | MENTON              | 006083 |
| 0060038J | LP     | VAUBAN                       | 17 BOULEVARD PIERRE SOLA      | 06300 | NICE                | 006088 |
| 0060908E | LP     | BEAU SITE                    | 38 AVENUE E. D'ORVES          | 06050 | NICE                | 006088 |

|          |       |                             |   |       |                   |        |
|----------|-------|-----------------------------|---|-------|-------------------|--------|
| 0060042N | LP    | LES PALMIERS                | 15 AVENUE BANCO                         | 06300 | NICE              | 006088 |
| 0060043P | LP    | MAGNAN                      | 34 RUE AUGUSTE RENOIR                   | 06000 | NICE              | 006088 |
| 0060082G | LP    | LES EUCALYPTUS              | AVENUE DES EUCALYPTUS                   | 06200 | NICE              | 006088 |
| 0060040L | LP    | PASTEUR                     | 25 RUE DU PROFESSEUR DELVALLE           | 06000 | NICE              | 006088 |
| 0061478Z | LPO   | LEONARD DE VINCI            | 214 RUE JEAN JOANNON ZONE INDU.         | 06633 | ANTIBES           | 006004 |
| 0060034E | LPO   | HOTELIER P. AUGIER          | 163 BD RENE CASSIN                      | 06203 | NICE              | 006088 |
| 0061987C | LPO   | de la MONTAGNE              | QUARTIER DU CLOT                        | 06420 | VALDEBLORE        | 006153 |
| 0061268W | SAIO  | RECTORAT DE NICE            | 53 AVENUE CAP DE CROIX                  | 06181 | NICE              | 006088 |
| 0061132Y | SEGPA | CLG PIERRE BERTONE          | 653 ROUTE DE GRASSE                     | 06600 | ANTIBES           | 006004 |
| 0060912J | SEGPA | CLG LES BREGUIERES          | 1 AVENUE SAINT EXUPERY                  | 06800 | CAGNES-SUR-MER    | 006027 |
| 0060804S | SEGPA | CLG LES MURIERS             | 3 RUE RENE DUNAN                        | 06150 | CANNES            | 006029 |
| 0061336V | SEGPA | CLG PAUL LANGEVIN           | 11 RUE COLLE BELLE                      | 06510 | CARROS            | 006033 |
| 0061644E | SEGPA | CLG VALLEES DU PAILLON      | AVENUE CELESCHI                         | 06392 | CONTES            | 006048 |
| 0061245W | SEGPA | CLG CANTEPERDRIX            | AV DE LA VICTOIRE DU 8 MAI 1945         | 06131 | GRASSE            | 006069 |
| 0061669G | SEGPA | CLG LES JASMINES            | CHEMIN STE MARGUERITE                   | 06131 | GRASSE            | 006069 |
| 0061480B | SEGPA | CLG PIERRE BONNARD          | AVENUE GEORGES POMPIDOU                 | 06110 | LE CANNET         | 006030 |
| 0061827D | SEGPA | CLG GUILLAUME VENTO         | 400 COURS DU CENTENAIRE                 | 06503 | MENTON            | 006083 |
| 0061142J | SEGPA | CLG LES CAMPÉLIERES         | 121 CHEMIN DES CAMPÉLIERES              | 06250 | MOUGINS           | 006085 |
| 0061004J | SEGPA | CLG FREDERIC MISTRAL        | 59 AVENUE YVONNE VITTONNE               | 06200 | NICE              | 006088 |
| 0061236L | SEGPA | CLG JEAN-HENRI FABRE        | BOULEVARD HENRI SAPPYA                  | 06102 | NICE              | 006088 |
| 0061712D | SEGPA | CLG L'ARCHET                | BD IMPERATRICE EUGENIE                  | 06200 | NICE              | 006088 |
| 0061337W | SEGPA | CLG MAURICE JAUBERT         | COURS ALBERT CAMUS                      | 06300 | NICE              | 006088 |
| 0061479A | SEGPA | CLG LOUIS NUCERA            | 199 ROUTE DE TURIN                      | 06300 | NICE              | 006088 |
| 0061428V | SEGPA | CLG PORT LYMPIA             | 31 BOULEVARD STALINGRAD                 | 06300 | NICE              | 006088 |
| 0061377P | SEGPA | CLG LA VESUBIE-JEAN SALINES | ROQUEBILLIERE                           | 06450 | ROQUEBILLIERE     | 006103 |
| 0061667E | SEGPA | CLG DES BAOUS               | ROUTE DE GATTIERES                      | 06640 | SAINT-JEANNET     | 006122 |
| 0061740J | SEGPA | CLG SAINT EXUPERY           | 116 AVENUE PIERRE AMADIEU               | 06703 | ST-LAURENT-DU-VAR | 006123 |
| 0061338X | SEGPA | CLG PABLO PICASSO           | AVENUE DE L'HOPITAL                     | 06220 | VALLAURIS         | 006155 |
| 0061813N | SEP   | LPO LEONARD DE VINCI        | 214 RUE JEAN JOANNON ZONE INDUSTRIELLE. | 06600 | ANTIBES           | 006004 |
| 0061812M | SEP   | LPO HOTELIER-PAUL AUGIER    | 163 BOULEVARD RENE CASSIN               | 06203 | NICE              | 006088 |
| 0061988D | SEP   | LGT de la MONTAGNE          | QUARTIER DU CLOT                        | 06420 | VALDEBLORE        | 006153 |

## DEPARTEMENT DU VAR

|          |     |                               |                                  |       |                     |        |
|----------|-----|-------------------------------|----------------------------------|-------|---------------------|--------|
| 0831047M | CIO | BRIGNOLES                     | LE CELEMI QUARTIER PRE DE PAQUES | 83170 | BRIGNOLES           | 083023 |
| 0830079K | CIO | DRAGUIGNAN                    | 380 RUE JEAN AICARD              | 83300 | DRAGUIGNAN          | 083050 |
| 0831048N | CIO | FREJUS                        | 560 AVENUE HENRI GIRAUD          | 83600 | FREJUS              | 083061 |
| 0830080L | CIO | HYERES                        | 15 AVENUE JEAN-JACQUES PERRON    | 83400 | HYERES              | 083069 |
| 0831049P | CIO | LA SEYNE                      | PLACE SEVERINE                   | 83500 | LA SEYNE-SUR-MER    | 083126 |
| 0830078J | CIO | TOULON                        | 335 AVENUE DES DARDANELLES       | 83000 | TOULON              | 083137 |
| 0830002B | CLG | HENRI NANS                    | ALLEE JEAN MOULIN                | 83630 | AUPS                | 083007 |
| 0830003C | CLG | RAIMU                         | 55 CHEMIN SAINT ETIENNE          | 83150 | BANDOL              | 083009 |
| 0830928H | CLG | JOSEPH D'ARBAUD               | ROUTE DE TAVERNES                | 83670 | BARJOLS             | 083012 |
| 0831630W | CLG | FREDERIC MONTENARD            | QUARTIER FLANQUEGIAIRE           | 83890 | BESSE SUR ISSOLE    | 083018 |
| 0830927G | CLG | FREDERIC MISTRAL              | LA BASTIDE NEUVE                 | 83230 | BORMES LES MIMOSAS  | 083019 |
| 0830734X | CLG | JEAN MOULIN                   | CHEMIN LA VIGUIERE               | 83170 | BRIGNOLES           | 083023 |
| 0830833E | CLG | PAUL CEZANNE                  | 620 AV DE LATTRE DE TASSIGNY     | 83170 | BRIGNOLES           | 083023 |
| 0831709G | CLG | GENEVIEVE DE GAULLE-ANTHONIOZ | 143 IMPASSE DES BAUQUIERES       | 83570 | CARCES              | 083032 |
| 0830836H | CLG | FREDERIC JOLIOT CURIE         | QUARTIER DE LA CROTADE           | 83320 | CARQUEIRANNE        | 083034 |
| 0830837J | CLG | GERARD PHILIPPE               | RUE DES MINES                    | 83310 | COGOLIN             | 083042 |
| 0830013N | CLG | LA FERRAGE                    | AVENUE DE LATTRE DE TASSIGNY     | 83390 | CUERS               | 083049 |
| 0830956N | CLG | EMILE THOMAS                  | QUARTIER LES COLLETES            | 83300 | DRAGUIGNAN          | 083050 |
| 0830929J | CLG | GENERAL FERRIE                | PLACE YITZHAK RABIN              | 83300 | DRAGUIGNAN          | 083050 |
| 0831274J | CLG | JEAN ROSTAND                  | 321 AVENUE DU FOURNAS            | 83300 | DRAGUIGNAN          | 083050 |
| 0830019V | CLG | MARIE MAURON                  | 851 ROUTE DE FREJUS              | 83440 | FAYENCE             | 083055 |
| 0831609Y | CLG | JEAN CAVAILLES                | QUARTIER LES MARTHES             | 83830 | FIGANIERES          | 083056 |
| 0830834F | CLG | ANDRE LEOTARD                 | 50 RUE DE LA MONTAGNE            | 83600 | FREJUS              | 083061 |
| 0830023Z | CLG | LES CHENES                    | AVENUE DU 15E CORPS              | 83600 | FREJUS              | 083061 |
| 0830823U | CLG | VILLENEUVE                    | RUE DE LA TOURRACHE              | 83600 | FREJUS              | 083061 |
| 0831391L | CLG | GUY DE MAUPASSANT             | AVENUE DU DOCTEUR BOSIO          | 83136 | GAREOULT            | 083064 |
| 0831537V | CLG | VICTOR HUGO                   | ROUTE DE CAVALAIRE               | 83580 | GASSIN              | 083065 |
| 0830145G | CLG | GUSTAVE ROUX                  | 172 CHEMIN DU SOLDAT MACRI       | 83407 | HYERES              | 083069 |
| 0830028E | CLG | JULES FERRY                   | RUE ANDRE MALRAUX                | 83418 | HYERES              | 083069 |
| 0830832D | CLG | MARCEL RIVIERE                | 2 CHEMIN DU PLAN DU PONT         | 83407 | HYERES              | 083069 |
| 0830012M | CLG | DU FENOUILLET                 | 264 RUE LOUIS MERIC              | 83260 | LA CRAU             | 083047 |
| 0831514V | CLG | ANDRE MALRAUX                 | QUARTIER LES PEYRONS             | 83210 | LA FARLEDE          | 083054 |
| 0830179U | CLG | JACQUES-YVES COUSTEAU         | AVENUE JULES FERRY               | 83957 | LA GARDE            | 083062 |
| 0830031H | CLG | FRANCOIS DE LEUSSE            | AVENUE PAUL CORROTTI             | 83250 | LA LONDE-LES-MAURES | 083071 |
| 0830180V | CLG | HENRI WALLON                  | 150 AVENUE GERARD PHILIPPE       | 83500 | LA SEYNE/MER        | 083126 |
| 0830925E | CLG | JEAN L'HERMINIER              | TAMARIS                          | 83504 | LA SEYNE/MER        | 083126 |
| 0831052T | CLG | MARIE CURIE                   | RUE PIERRE CURIE                 | 83500 | LA SEYNE/MER        | 083126 |

|          |     |                     |                                      |       |                       |        |
|----------|-----|---------------------|--------------------------------------|-------|-----------------------|--------|
| 0830830B | CLG | PAUL ELUARD         | 43 RUE MARCEL PAGNOL                 | 83500 | LA SEYNE/MER          | 083126 |
| 0830182X | CLG | ALPHONSE DAUDET     | 215 AVENUE GABRIEL AMORETTI          | 83160 | LA VALETTE-DU-VAR     | 083144 |
| 0831218Y | CLG | HENRI BOSCO         | AVENUE GERMAIN NOUVEAU               | 83160 | LA VALETTE-DU-VAR     | 083144 |
| 0831056X | CLG | JEAN GIONO          | LA FOURMIGUE                         | 83330 | LE BEAUSSET           | 083016 |
| 0831644L | CLG | LE VIGNERET         | CHEMIN DES FANGES                    | 83330 | LE CASTELLET          | 083035 |
| 0830163B | CLG | PIERRE DE COUBERTIN | AVENUE PIERRE DE COUBERTIN           | 83340 | LE LUC                | 083073 |
| 0830958R | CLG | LE MUY              | QUARTIER DE LA PEYROUA               | 83490 | LE MUY                | 083086 |
| 0830001A | CLG | JACQUES PREVERT     | BOULEVARD DE PEYMARLIER              | 83460 | LES ARCS              | 083004 |
| 0830076G | CLG | THOMAS EDISON       | 1 RUE EMILE HERAUD                   | 83510 | LORGUES               | 083072 |
| 0831610Z | CLG | LEONARD DE VINCI    | QUARTIER DE LA COLLE NOIRE           | 83440 | MONTAUROUX            | 083081 |
| 0830922B | CLG | LES EUCALYPTUS      | ROUTE DU GROS CERVEAU                | 83192 | OLLIOULES             | 083090 |
| 0830168G | CLG | GABRIELLE COLETTE   | QUARTIER LA COSTE                    | 83480 | PUGET-SUR-ARGENS      | 083099 |
| 0831645M | CLG | PIERRE GASSENDI     | QUARTIER FRAY REDON                  | 83136 | ROCBARON              | 083106 |
| 0831474B | CLG | ANDRE CABASSE       | QUARTIER LES PRES CHEVAUX            | 83520 | ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS | 083107 |
| 0830038R | CLG | ROMAIN BLACHE       | BD DE LATTRE DE TASSIGNY             | 83270 | SAINT-CYR-SUR-MER     | 083112 |
| 0830039S | CLG | BERTY ALBRECHT      | 32 AVENUE GASTON REBUFFAT            | 83120 | SAINTE-MAXIME         | 083115 |
| 0831442S | CLG | HENRI MATISSE       | ROUTE DE NICE                        | 83470 | SAINTE-MAXIMIN        | 083116 |
| 0830959S | CLG | LEI GARRUS          | QUARTIER DES ANGES                   | 83470 | SAINTE-MAXIMIN        | 083116 |
| 0830075F | CLG | ALPHONSE KARR       | 185 AV VICTOR SERGENT                | 83705 | SAINTE-RAPHAEL        | 083118 |
| 0831116M | CLG | L'ESTEREL           | AVENUE DE L'EUROPE                   | 83700 | SAINTE-RAPHAEL        | 083118 |
| 0830996G | CLG | MOULIN BLANC        | ROUTE DES SALINS                     | 83990 | SAINTE-TROPEZ         | 083119 |
| 0831657A | CLG | LES 16 FONTAINES    | QUARTIER PEIGROS-NOTRE DAME – RN 560 | 83640 | SAINTE-ZACHARIE       | 083120 |
| 0830178T | CLG | LA GUICHARDE        | 58 CHEMIN DES MAS DE L'HUIDE         | 83110 | SANARY-SUR-MER        | 083123 |
| 0830051E | CLG | FONT DE FILLOL      | RUE DE LA FONT DE FILLOL             | 83140 | SIX-FOURS-LES-PLAGES  | 083129 |
| 0831012Z | CLG | REYNIER             | RUE DE LA CAUQUIERE                  | 83183 | SIX-FOURS-LES-PLAGES  | 083129 |
| 0831355X | CLG | LOU CASTELLAS       | AVENUE DU 6E RTS                     | 83210 | SOLLIES-PONT          | 083130 |
| 0830831C | CLG | VALLEE DU GAPEAU    | 147 RUE DE LA REPUBLIQUE             | 83210 | SOLLIES-PONT          | 083130 |
| 0830071B | CLG | LOUIS CLEMENT       | 4 RUE MARC BARON                     | 83430 | ST-MANDRIER/ MER      | 083153 |
| 0831053U | CLG | DJANGO REINHARDT    | RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU             | 83050 | TOULON                | 083137 |
| 0830955M | CLG | GEORGE SAND         | RUE FAIDHERBE PONT DU LAS            | 83200 | TOULON                | 083137 |
| 0830181W | CLG | LA MARQUISANNE      | RUE BELLE VISTO QUA ESCAILLON        | 83200 | TOULON                | 083137 |
| 0830926F | CLG | LES PINS D'ALEP     | 323 CHEMIN DE L'ORATOIRE             | 83200 | TOULON                | 083137 |
| 0831115L | CLG | MARCEL PAGNOL       | 38 RUE GIMELLI                       | 83000 | TOULON                | 083137 |
| 0830148K | CLG | MAURICE GENEVOIX    | BOULEVARD DES ARMARIS                | 83100 | TOULON                | 083137 |
| 0830162A | CLG | MAURICE RAVEL       | RONDE-POINT BAZEILLES                | 83000 | TOULON                | 083137 |
| 0830953K | CLG | PEIRESC             | BOULEVARD DE STRASBOURG              | 83000 | TOULON                | 083137 |
| 0830069Z | CLG | PIERRE PUGET        | RUE FELIX MAYOL                      | 83200 | TOULON                | 083137 |
| 0830954L | CLG | VOLTAIRE            | PLACE VOLTAIRE                       | 83059 | TOULON                | 083137 |

|          |        |                                   |                              |       |                      |        |
|----------|--------|-----------------------------------|------------------------------|-------|----------------------|--------|
| 0831379Y | CLG    | PAUL-EMILE VICTOR                 | BOULEVARD DES VALLONS        | 83550 | VIDAUBAN             | 083148 |
| 0831552L | CLG    | YVES MONTAND                      | 351 AVENUE DE LA PALUDETTE   | 83560 | VINON-SUR-VERDON     | 083150 |
| 0830083P | E.HOSP | GUSTAVE ROUX                      | 172 CHEMIN DU SOLDAT MACRI   | 83407 | HYERES               | 083069 |
| 0830015R | LGT    | JEAN MOULIN                       | PLACE DE LA PAIX             | 83300 | DRAGUIGNAN           | 083050 |
| 0830025B | LGT    | JEAN AICARD                       | AVENUE GALLIENI              | 83412 | HYERES               | 083069 |
| 0831407D | LGT    | DU COUDON                         | AVENUE TOULOUSE-LAUTREC      | 83957 | LA GARDE             | 083062 |
| 0830050D | LGT    | BEAUSSIER                         | QUA BEAUSSIER PLACE GALILEE  | 83512 | LA SEYNE/MER         | 083126 |
| 0831646N | LGT    | DU VAL D'ARGENS                   | AVENUE DE VAUGRENIERS        | 83490 | LE MUY               | 083086 |
| 0830032J | LGT    | THOMAS EDISON                     | 1 RUE EMILE HERAUD           | 83510 | LORGUES              | 083072 |
| 0831559U | LGT    | MAURICE JANETTI                   | QUARTIER MIRADE              | 83470 | SAINT-MAXIMIN        | 083116 |
| 0831243A | LGT    | BONAPARTE                         | AVENUE W. CHURCHILL          | 83097 | TOULON               | 083137 |
| 0830053G | LGT    | DUMONT D'URVILLE                  | 212 AVENUE AMIRAL JAUJARD    | 83056 | TOULON               | 083137 |
| 0831616F | LGT    | ROUVIERE-SUZANNE LEFORT ROUQUETTE | QUARTIER SAINTE MUSSE        | 83070 | TOULON               | 083137 |
| 0830016S | LP     | LEON BLUM                         | 1111 BOULEVARD LEON BLUM     | 83011 | DRAGUIGNAN           | 083050 |
| 0831014B | LP     | GOLF-HOTEL                        | ALLEE GEORGES DUSSAUGE       | 83400 | HYERES               | 083069 |
| 0831354W | LP     | LA COUDOULIERE                    | CHEMIN DE LA COUDOULIERE     | 83140 | SIX-FOURS-LES-PLAGES | 083129 |
| 0830059N | LP     | PARC ST JEAN                      | PLACE DU 4 SEPTEMBRE         | 83059 | TOULON               | 083137 |
| 0830960T | LP     | GALLIENI                          | AVENUE MARECHAL LYAUTEY      | 83600 | FREJUS               | 083051 |
| 0830661T | LP     | CLARET                            | 202 BOULEVARD TRUCY          | 83000 | TOULON               | 083137 |
| 0830058M | LP     | GEORGES CISSON                    | 272 RUE ANDRE CHENIER        | 83100 | TOULON               | 083137 |
| 0830007G | LPO    | RAYNOUARD                         | RUE G. PELISSIER             | 83170 | BRIGNOLES            | 083023 |
| 0831440P | LPO    | ALBERT CAMUS                      | 560 RUE HENRI GIRAUD         | 83600 | FREJUS               | 083061 |
| 0831242Z | LPO    | DU GOLFE DE SAINT TROPEZ          | QUARTIER SAINT MARTIN        | 83580 | GASSIN               | 083065 |
| 0831563Y | LPO    | COSTEBELLE                        | 150 BD FELIX DESCROIX        | 83408 | HYERES               | 083069 |
| 0830042V | LPO    | ANTOINE DE SAINT EXUPERY          | 270 AVENUE DE VALLESCURE     | 83700 | SAINT-RAPHAEL        | 083118 |
| 0830923C | LPO    | PAUL LANGEVIN                     | BOULEVARD DE L'EUROPE        | 83514 | LA SEYNE/MER         | 083126 |
| 0831453D | LPO    | METIERS ANNE-SOPHIE PIC           | PLACE VATEL                  | 83098 | TOULON               | 083137 |
| 0831110F | SEGPA  | CLG RAIMU                         | 55 CHEMIN SAINT ETIENNE      | 83150 | BANDOL               | 083009 |
| 0831138L | SEGPA  | CLG JOSEPH D'ARBAUD               | ROUTE DE TAVERNES            | 83670 | BARJOLS              | 083012 |
| 0830735Y | SEGPA  | CLG PRE DE PAQUES                 | CHEMIN LA VIGUIERE           | 83177 | BRIGNOLES            | 083023 |
| 0831113J | SEGPA  | CLG GERARD PHILIPPE               | RUE DES MINES                | 83310 | COGOLIN              | 083042 |
| 0830718E | SEGPA  | CLG LA FERRAGE                    | AVENUE DE LATTRE DE TASSIGNY | 83390 | CUERS                | 083049 |
| 0830957P | SEGPA  | CLG EMILE THOMAS                  | QUARTIER LES COLLETES        | 83300 | DRAGUIGNAN           | 083050 |
| 0831293E | SEGPA  | CLG JEAN ROSTAND                  | 321 AVENUE DU FOURNAS        | 83300 | DRAGUIGNAN           | 083050 |
| 0830838K | SEGPA  | CLG VILLENEUVE                    | RUE DE LA TOURRACHE          | 83600 | FREJUS               | 083061 |
| 0830166E | SEGPA  | CLG GUSTAVE ROUX                  | 172 CHEMIN DU SOLDAT MACRI   | 83407 | HYERES               | 083069 |

|          |       |                              |                               |       |                      |        |
|----------|-------|------------------------------|-------------------------------|-------|----------------------|--------|
| 0830716C | SEGPA | CLG HENRI WALLON             | 150 AVENUE GERARD PHILIPPE    | 83500 | LA SEYNE/MER         | 083126 |
| 0831168U | SEGPA | CLG JEAN L'HERMINIER         | TAMARIS                       | 83504 | LA SEYNE/MER         | 083126 |
| 0830813H | SEGPA | CLG ALPHONSE DAUDET          | 215 AVENUE GABRIEL AMORETTI   | 83160 | LA VALETTE-DU-VAR    | 083144 |
| 0831219Z | SEGPA | CLG HENRI BOSCO              | AVENUE GERMAIN NOUVEAU        | 83160 | LA VALETTE-DU-VAR    | 083144 |
| 0831055W | SEGPA | CLG PIERRE DE COUBERTIN      | AVENUE PIERRE DE COUBERTIN    | 83340 | LE LUC               | 083073 |
| 0831618H | SEGPA | CLG LEONARD DE VINCI         | QUARTIER DE LA COLLE NOIRE    | 83440 | MONTAOUX             | 083081 |
| 0831147W | SEGPA | CLG L'ESTEREL                | AVENUE DE L EUROPE            | 83700 | SAINT-RAPHAEL        | 083118 |
| 0831013A | SEGPA | CLG REYNIER                  | RUE DE LA CAUQUIERE           | 83183 | SIX-FOURS-LES-PLAGES | 083129 |
| 0831054V | SEGPA | CLG DJANGO REINHARDT         | RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU      | 83050 | TOULON               | 083137 |
| 0830664W | SEGPA | CLG LA MARQUISANNE           | RUE BELLE VISTO QUA ESCAILLON | 83200 | TOULON               | 083137 |
| 0831137K | SEGPA | CLG PIERRE PUGET             | RUE FELIX MAYOL               | 83200 | TOULON               | 083137 |
| 0831468V | SEP   | LPO RAYNOUARD                | RUE G. PELISSIER              | 83170 | BRIGNOLES            | 083023 |
| 0831471Y | SEP   | LPO ALBERT CAMUS             | 560 RUE HENRI GIRAUD          | 83600 | FREJUS               | 083061 |
| 0831470X | SEP   | LPO DU GOLFE DE SAINT TROPEZ | QUARTIER SAINT MARTIN         | 83580 | GASSIN               | 083065 |
| 0831565A | SEP   | LPO COSTEBELLE               | 150 BD FELIX DESCROIX         | 83408 | HYERES               | 083069 |
| 0831501F | SEP   | LPO PAUL LANGEVIN            | BOULEVARD DE L'EUROPE         | 83514 | LA SEYNE/MER         | 083126 |
| 0831562X | SEP   | LGT MAURICE JANETTI          | QUARTIER MIRADE               | 83470 | SAINT-MAXIMIN        | 083116 |
| 0831469W | SEP   | LPO ANTOINE DE SAINT EXUPERY | 270 AVENUE DE VALLESCURE      | 83700 | SAINT-RAPHAEL        | 083118 |
| 0831472Z | SEP   | LPO METIERS ANNE-SOPHIE PIC  | PLACE VATEL                   | 83098 | TOULON               | 083137 |
| 0831617G | SEP   | LGT ROUVIERE                 | QUARTIER SAINTE MUSSE         | 83070 | TOULON               | 083137 |
| 0831647P | SEP   | LGT DU VAL D'ARGENS          | AVENUE DE VAUGRENIERS         | 83490 | LE MUY               | 083086 |
| 0831473A | SGT   | LP PARC ST JEAN              | PLACE DU 4 SEPTEMBRE          | 83059 | TOULON               | 083137 |

### Établissements ruraux isolés

Collège L'Eau Vive – **BREIL/ROYA** (0060008B)

Collège Auguste Blanqui – **PUGET-THENIERS** (0060061J)

Collège La Vésubie-Jean Salines – **ROQUEBILLIERE** (0061237M) / SEGPA (0061377P)

Collège Jean Franco – **SAINT ETIENNE DE TINEE** (0060063L)

Collège Saint Blaise – **SAINT SAUVEUR SUR TINEE** (0060066P)

Collège Jean Médecin – **SOSPEL** (0060067R)

Collège Jean-Baptiste Rusca – **TENDE** (0060072W)

Lycée de la Montagne – **VALDEBLORE** (0061987C) / SEP (0061988D)

Collège Henri Nans – **AUPS** (0830002B)

Collège Joseph d'Arbaud – **BARJOLS** (0830928H) / SEGPA (0831138L)

Collège Yves Montand – **VINON/VERDON** (0831552L)

### 3.4.4. Identification des postes spécifiques académiques

La carte des postes requérant des compétences particulières (postes identifiés sous le sigle « SPEA ») est arrêtée après consultation du Comité Technique Académique. Elle comprend les types de postes suivants :

| Types de postes  | Codes à saisir dans l'application SIAM |
|--|--|
| Postes liés à l'Accueil des enfants migrants   | MIG                                    |
| Français Langue Seconde (FLS)  | FLS                                    |
| Postes liés à l'Accueil des gens du voyage   | PART                                   |
| Postes implantés dans des établissements accueillant des enfants malades ou handicapés   | CURE                                   |
| Postes en établissement de soins, de cure et postcure  | CURE                                   |
| Postes en sections européennes lycées, pour l'enseignement de la discipline non linguistique   | CEUR                                   |
| Postes en sections européenne lycées professionnels, pour l'enseignement de la discipline non linguistique   | CEUP                                   |
| Professeurs d'attachés de laboratoire  | LABO                                   |
| Postes de Conseillers départementaux EPS   | CPD                                    |
| PLP coordonnateurs pédagogiques dans les CFA publics gérés par les EPLE  | COR                                    |
| Postes en sections de techniciens supérieurs (autres que celles retenues comme postes spécifiques nationaux) dans les disciplines dominantes du BTS et à temps complet | CSTS                                   |
| Postes liés aux formations offertes dans l'établissement   | PART                                   |
| Postes d'EPS dans les sections accueillant des élèves sportifs de haut niveau  | PART                                   |
| Postes à complément de service dans une autre discipline et dans une même commune  | CSM                                    |
| Postes Français langue étrangère   | FLE                                    |
| Poste de psychologue de l'éducation nationale, spécialité « Education, développement et conseil en orientation scolaire et professionnelle » - en service partagé      | PART                                   |
| Enseignant Référent Handicap (procédure papier)  | HAN                                    |
| Postes   | REEC                                   |
|  | REFA                                   |
|  | REEX                                   |
|  | REAE                                   |

## ANNEXE 2

### Lignes directrices de gestion académiques relatives à la mobilité des personnels administratifs, techniques, sociaux et de santé (ATSS) du ministère de l'éducation nationale

Le **droit à la mobilité** a été consacré par les articles 14 et 14 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 désormais intégrés au sein du code général de la fonction publique.

Une durée minimale d'occupation des emplois de deux ans est prévue pour les agents nommés dans le corps des Attachés d'Administration de l'Etat suite à :

- Une scolarité dans un institut régional d'administration (IRA) ;
- La réussite du concours interne organisé par le ministère ;
- Une promotion au choix par la voie de la liste d'aptitude.

Pour l'ensemble des personnels ATSS et pour tous les emplois à l'exception de ceux pour lesquels une durée minimale d'occupation est prévue par arrêté, le ministère **préconise une stabilité sur poste de trois ans** ; les situations particulières doivent néanmoins faire l'objet d'un examen attentif, en particulier lorsqu'elles relèvent de priorités légales

Par ailleurs, les procédures de mobilité sont encadrées par les dispositions des articles L. 311-2 et L. 512-18 du code général de la fonction publique, et du décret n° 2018-1351 du 28 décembre 2018<sup>6</sup>, qui dispose que **les autorités compétentes sont tenues de faire connaître au personnel toutes les vacances d'emplois.**

#### 1. Les campagnes annuelles de mutations

L'académie offre aux agents de la filière ATSS de **multiples possibilités d'affectations** qui constituent un atout en termes **d'attractivité** et autant d'opportunités leur permettant de construire un **parcours diversifié** au sein de l'univers éducation nationale/enseignement supérieur/jeunesse et sports et notamment dans les EPLE, les services déconcentrés, les établissements publics (administratifs, d'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports) présents dans l'académie.

Parmi les différentes opérations relatives à la mobilité, les **campagnes de mutations** des personnels titulaires ATSS demeurent prépondérantes, l'académie veillant toutefois au respect d'un équilibre entre les différentes procédures (campagnes annuelles, fil de l'eau, détachement).

---

<sup>6</sup> Décret n° 2018-1351 relatif à l'obligation de publicité des emplois vacants sur un espace numérique commun aux trois fonctions publiques.

## **1.1. Cadre de gestion des demandes**

Lors des campagnes annuelles de mutations, les agents candidatent soit sur des possibilités d'accueil, soit sur des postes fléchés, soit sur des postes à profil<sup>7</sup>. Le groupe de fonction de l'IFSE auquel se rattache le poste publié est affiché.

Tout candidat à mutation doit veiller au respect des règles suivantes :

- il peut formuler plusieurs vœux, six vœux au maximum ;
- une demande de mutation engage la responsabilité de son auteur pour les postes demandés, quel qu'en soit le rang, l'agent ne pouvant, sauf cas de force majeure ou en cas de mutation sous conditions, renoncer à être affecté sur un poste demandé.
- les candidats à une mutation peuvent demander tout poste de leur choix, même s'il ne figure pas sur la liste publiée.

Les éventuels avis défavorables formulés par les autorités hiérarchiques devront être motivés, la faible ancienneté sur un poste ne pouvant constituer à elle seule un motif de refus de départ en mobilité.

### **1.1.1. Situations des candidats à mutation**

Les candidats doivent saisir sur l'application AMIA les éléments relatifs à leur situation au regard de leur demande de mobilité, notamment ceux les rendant prioritaires légalement.

Une demande peut ainsi être présentée à plusieurs titres :

- rapprochement de conjoints ;
- travailleur handicapé (bénéficiaire de l'obligation d'emploi) ;
- politique de la ville ;
- suppression de poste ;
- convenance personnelle.

### **1.1.2. Confirmations des demandes de mutation et transmission des pièces justificatives**

A l'issue de la période de formulation des vœux de mobilité, tout agent sollicitant une mutation doit, à nouveau, se connecter sur le site dédié pour imprimer sa confirmation de demande de mutation, conformément au calendrier des opérations de mobilité spécifique à chaque corps et fixé chaque année.

La confirmation de demande de mutation ainsi que les pièces justificatives nécessaires à son instruction doivent parvenir par la voie hiérarchique dans les délais indiqués sur la confirmation, faute de quoi la demande de mutation est annulée. Seule la confirmation signée, avec éventuellement des modifications de vœux, fait foi.

---

<sup>7</sup> Possibilité d'accueil : « droit d'entrée » sans visibilité sur le poste,

Poste fléché : poste déterminé, par opposition à la possibilité d'accueil

Poste à profil : poste spécifique correspondant à des fonctions ou un lieu d'affectation particuliers

### 1.1.3. Demandes tardives, modification de demande de mutation et demande d'annulation

Après la fermeture des serveurs, seules sont examinées les demandes tardives de participation au mouvement, modificatives ou d'annulation, répondant à la double condition suivante :

- être parvenues dans un délai fixé annuellement par les services compétents ;
- être justifiées par un motif exceptionnel déterminé par l'administration.

S'agissant des campagnes connaissant deux phases (inter et intra académique), il est impossible pour les candidats de demander l'annulation de l'entrée sur la possibilité d'accueil qu'ils auront obtenue.

## 1.2. Mise en œuvre des règles de départage

Sans préjudice du pouvoir d'appréciation de l'autorité compétente, des besoins du service, ou de tout autre motif d'intérêt général, l'administration doit définir les modalités de prise en compte des priorités de légaux de mutation<sup>8</sup> et, le cas échéant, de mise en œuvre de critères supplémentaires prévus respectivement aux articles L. 512-19 et L. 512-20 du code général de la fonction publique, permettant d'examiner et de départager les demandes individuelles de mobilité.

### 1.2.1. Focus sur les priorités légales

Dans le cadre des campagnes de mutation à deux phases, toute situation jugée prioritaire, au sens de la loi susmentionnée, à l'occasion des opérations de la phase inter académique, sera également reconnue comme telle dans la phase intra-académique.

Un agent candidat à mutation peut relever d'une seule ou de plusieurs priorités légales.

#### 1.2.1.1. Le rapprochement de conjoints ou de partenaires liés par un PACS

**Le rapprochement est considéré comme réalisé dès lors que la mutation est effectuée dans le département où est située l'adresse professionnelle du conjoint ou du partenaire ou dans un département limitrophe** pour les agents dont le conjoint ou le partenaire exerce sa profession dans un pays frontalier.

La séparation des agents mariés ou pacsés donne lieu à priorité lorsqu'elle **résulte de « raisons professionnelles »** : ainsi, ne relèvent pas de la priorité légale, les agents dont le conjoint ou le partenaire n'exerce pas d'activité professionnelle (ex : chômage, retraite, formation non rémunérée) ou exerce une activité insuffisamment caractérisée dans le temps (ex : contrat saisonnier).

Pour les agents liés par un PACS, les obligations déclaratives en matière fiscale sont similaires à celles des couples mariés ; cependant, les droits et garanties attachés à l'article 60 supposent

---

<sup>8</sup> Rapprochement de conjoint, situation de handicap, exercice dans un quartier urbain où se posent des problèmes sociaux et de sécurité particulièrement difficiles, CIMM, fonctionnaire dont l'emploi est supprimé et qui ne peut être réaffecté sur un emploi correspondant à son grade dans son service.

qu'ils produisent la preuve qu'ils se soumettent à l'obligation d'imposition commune prévue par le code général des impôts. L'agent devra, ainsi, produire un avis d'imposition commune.

Il est précisé, par ailleurs, que le mariage ou la conclusion du PACS s'apprécie au 1<sup>er</sup> septembre de l'année d'ouverture des opérations de mutation.

Les demandes de rapprochement de concubins ou de rapprochement familial avec un proche (enfant ou ascendant) ne relèvent pas de l'article 60 ; cependant, conformément à ce même article, de manière générale, et dans toute la mesure compatible avec le bon fonctionnement du service, les affectations prononcées devront tenir compte de la situation de famille des intéressés.

### **1.2.1.2. La prise en compte du handicap**

Les agents qui sollicitent un changement d'affectation au titre du handicap doivent déposer **un dossier auprès du médecin de prévention qui donnera un avis sur l'impact éventuel de la mutation sur l'amélioration des conditions de vie et de travail de l'agent**. Cet avis sera un des éléments pris en compte lors de l'examen des situations individuelles en cas de candidatures concurrentes relevant des différentes priorités légales.

Le plan pluriannuel d'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap prévoit la prise en compte du handicap du conjoint ou de l'enfant handicapé d'un fonctionnaire effectuant une demande de mutation. Cette prise en considération du handicap du conjoint ou de l'enfant handicapé dans les campagnes annuelles de mutation des ATSS ne revient pas pour autant à accorder une priorité au titre du handicap au fonctionnaire effectuant une demande de mutation.

### **1.2.1.3. L'exercice dans un quartier urbain où se posent des problèmes sociaux et de sécurité particulièrement difficiles**

Afin de favoriser l'affectation des agents dans ces établissements et de les inciter à y occuper durablement leurs fonctions, une priorité est accordée aux agents y ayant exercé des services continus accomplis pendant au moins cinq années, conformément à **l'article 3 du décret n° 95-313 du 21 mars 1995 relatif au droit de mutation prioritaire et au droit à l'avantage spécifique d'ancienneté** accordés à certains agents de l'Etat affectés dans les quartiers urbains particulièrement difficiles. Cette ancienneté d'affectation s'apprécie à la date de réalisation de la mutation, soit le 1<sup>er</sup> septembre 2021.

## **1.2.2. Les critères supplémentaires à caractère subsidiaire**

Les critères supplémentaires prévus à l'article L. 512-19 du code général de la fonction publique sont pour le ministère établis dans l'ordre suivant :

- 1) Pour les demandes de mutation au titre de la priorité légale de rapprochement de conjoints : la durée de séparation des conjoints ;
- 2) Pour les demandes de mutation au titre de la priorité légale de rapprochement de conjoints : le nombre d'enfants mineurs ;
- 3) Pour les demandes de mutation des agents en position de détachement, de congé parental et de disponibilité dont la réintégration s'effectuerait dans leur académie d'origine et entraînerait

de fait une séparation de leur conjoint ou partenaire : la durée de détachement, de congé parental ou de disponibilité ;

- 4) Pour l'ensemble des demandes de mutation : l'exercice de l'autorité parentale conjointe (garde alternée, garde partagée, droit de visite) ;
- 5) Pour l'ensemble des demandes de mutation, l'affectation, dès trois ans d'exercice, sur un poste situé dans une zone rurale, isolée ou de montagne de l'académie, ou sur un poste de l'académie comportant des sujétions spécifiques, dont les conditions d'exercice entraînent des difficultés particulières de recrutement Ce critère s'applique également pour les personnels exerçant à Mayotte, dès cinq ans d'exercice, dans le cadre des mutations inter académiques à gestion déconcentrée et des mutations intra académiques qui leur sont associées<sup>9</sup>. ;
- 6) Pour l'ensemble des demandes de mutation : l'ancienneté de poste ;
- 7) Pour l'ensemble des demandes de mutation : l'ancienneté de corps ;
- 8) Pour l'ensemble des demandes de mutation : le grade ;
- 9) Pour l'ensemble des demandes de mutation : l'échelon détenu.

#### **Précisions sur les critères supplémentaires à caractère subsidiaire :**

La phase de départage entre chaque critère supplémentaire à caractère subsidiaire, pris l'un après l'autre et dans l'ordre présenté ci-dessus, est favorable à la candidature présentant la valeur la plus haute du critère supplémentaire à caractère subsidiaire concerné (nombre d'enfant, durée, ancienneté, grade, échelon).

#### **Situation des agents en situation de rapprochement de conjoint :**

Ne sont pas considérées comme des périodes de séparation :

- les périodes de disponibilité ;
- les périodes de position de non activité ;
- les congés de longue durée et de longue maladie ;
- le congé pour formation professionnelle ;
- les périodes pendant lesquelles le conjoint est inscrit à Pôle emploi ou sans employeur.

Ces situations sont suspensives, mais non interruptives, du décompte des années de séparation.

---

<sup>9</sup> Article 9 du décret relatif aux LDG prévoit que les LDG peuvent notamment prévoir au titre des critères supplémentaires une priorité établie à titre subsidiaire, applicable au fonctionnaire ayant exercé ses fonctions pendant une durée minimale dans une zone géographique connaissant des difficultés particulières de recrutement

### **Ancienneté dans le poste :**

- Pour les agents relevant de la priorité légale « politique de la ville », l'ancienneté de poste est déjà un des critères constitutifs de la priorité légale, aussi l'ancienneté de poste prise en compte dans les critères supplémentaires à caractère subsidiaire sera celle dépassant le seuil ayant permis l'attribution de cette priorité légale « politique de la ville ».
- Pour les agents détachés, l'ancienneté dans le poste correspond à celle du dernier poste occupé durant le détachement.
- Pour les agents affectés dans une COM, réintégrant l'académie de Nice au titre de leur académie d'origine, l'ancienneté de poste correspond à la durée des services effectifs dans la COM et dans le même corps.
- Pour les agents réintégré après congé parental, ou CLM, l'ancienneté de poste correspond à celle du dernier poste occupé.
- Pour les agents réintégré après disponibilité, aucune ancienneté de poste n'est retenue.

### **Date d'observation des critères supplémentaires à caractère subsidiaire :**

Il est précisé que la durée de détachement, de congé parental et de disponibilité les 5 ans d'exercice dans un service ou établissement situé à Mayotte, le grade puis l'échelon s'apprécient au 1<sup>er</sup> septembre N-1 pour une mutation au 1<sup>er</sup> septembre N.

L'ancienneté de poste, les trois ans d'exercice dans les postes correspondant au 5) des critères de départage, l'ancienneté de corps s'apprécient au 1<sup>er</sup> septembre N pour une mutation au 1<sup>er</sup> septembre N.

S'agissant de la durée de séparation pour les demandes de mutation au titre de la priorité légale de rapprochement de conjoints, elle s'apprécie au 1<sup>er</sup> septembre N.

Pour les demandes de mutation au titre du rapprochement de conjoint ou les demandes de mutation présentant l'exercice d'une autorité parentale conjointe (garde alternée ou garde partagée ou droit de visite), afin de faire valoir le caractère mineur de l'enfant, l'âge de l'enfant s'apprécie au 1<sup>er</sup> septembre N (jour de la mutation).

### **1.2.3. La procédure de départage**

Les modalités d'examen sur les postes **non profilés** sont établies comme suit :

**Candidature unique pour un poste donné :** lorsque le poste proposé fait l'objet d'une seule candidature, aucune procédure de départage n'est mise en œuvre.

L'affectation demandée est alors, dans toute la mesure compatible avec l'intérêt du service, prononcée.

#### **Candidatures concurrentes pour un poste donné :**

Lorsque le poste est demandé par plusieurs candidats, la procédure de départage est mise en œuvre dans l'ordre suivant :

- 1) Pour les candidatures concurrentes relevant de priorités légales et de convenances personnelles, le départage est favorable aux demandes relevant de priorités légales.

2) Pour les candidatures concurrentes relevant de priorités légales, le départage entre les priorités légales est favorable aux agents réunissant le plus de priorités légales.

3) Dans le cas où la règle de départage prévue au 2) ne permet pas de départager les candidatures concurrentes relevant de priorités légales, le départage s'effectue en prenant en compte les critères subsidiaires.

Dans ce cas, le départage s'effectue sur la base des critères subsidiaires pris l'un après l'autre et dans l'ordre présenté au b). En effet si le premier critère subsidiaire ne permet pas de départager les candidatures concurrentes, le critère subsidiaire suivant est pris en compte pour réaliser le départage ;

4) Dans le cas où les candidatures concurrentes relèvent uniquement de convenances personnelles, la règle de départage prenant en compte les critères subsidiaires prévue au 3) est appliquée.

Dans ce cas, le départage s'effectue sur la base des critères subsidiaires pris l'un après l'autre et dans l'ordre présenté au b).

Cette procédure de départage des demandes de mutation ne se substitue pas à l'examen de la situation individuelle des agents liée en particulier à leur santé ou celle de leurs enfants, à des conditions de travail particulièrement difficiles ou à une situation sociale grave par exemple.

### **1.3. Situations particulières liées à la mobilité**

#### **1.3.1. Agents concernés par une mesure de carte scolaire**

Ces agents sont informés de la mesure de carte avant la fin de la phase de formulation des vœux dans le cadre des opérations de mutations qui les concerne. Ils bénéficient d'une priorité de réaffectation dans la ville même ou, à défaut, dans les communes limitrophes puis dans les communes de moins en moins proches du département, puis dans l'académie. La règle de priorité en matière de réaffectation joue d'abord sur un poste de même nature puis sur un poste de nature différente dans la même circonscription géographique. Les agents concernés par une mesure de carte scolaire qui souhaitent une mutation hors de leur académie d'origine doivent participer à la campagne de mutation inter académique.

Le principe de protection des travailleurs handicapés au regard des mesures de carte scolaire est respecté : un examen au cas par cas est préconisé en lien avec le médecin de prévention qui indiquera, en fonction de la nature du handicap et de ses besoins de compensation, s'il y a nécessité de maintenir l'agent dans l'établissement.

#### **1.3.2. Agents en situation de réintégration après congé parental**

Les agents réintégrés à l'expiration de leur congé parental sont affectés dans les conditions prévues par les articles L. 515-10 à L. 515-12 du code général de la fonction publique.

### **1.3.3. Agents en situation de réintégration après disponibilité, congé de longue durée ou détachement**

Il est rappelé que la réintégration à l'issue d'une période de détachement, de disponibilité ou de congé de longue durée ne constitue pas une mutation, mais un acte de gestion qui précède les opérations de mutation stricto sensu. La réintégration des agents titulaires est prioritaire sur tout emploi, y compris sur les emplois occupés par des agents non-titulaires.

Précisions relatives aux :

- réintégrations après un congé longue durée (CLD) : il est rappelé que l'avis favorable du comité médical compétent est requis.

- réintégrations après disponibilité : il est exigé un certificat médical d'aptitude physique, établi par un médecin agréé, attestant de l'aptitude physique de l'agent à exercer ses fonctions, en application des dispositions de l'article 49 du décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié.

- réintégrations après détachement : Les agents candidats à une mutation doivent joindre à leur demande de mutation une copie de leur demande de réintégration à la date du premier septembre de l'année des opérations de mutations.

### **1.3.4. Aide à la mobilité des conjoints de militaires**

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'accompagnement des familles et d'amélioration des conditions de vie des militaires, le ministère de l'éducation nationale s'est engagé à examiner la manière dont les personnels ATSS conjoints de militaires, pourraient rejoindre, dans la mesure du possible, une affection proche de celle du militaire muté.

Une attention particulière est donc portée à ce type de situation.

### **1.3.5. Situation des stagiaires**

Les agents stagiaires ne peuvent **pas participer aux campagnes annuelles de mutations**, réservées aux seuls titulaires du corps. Pour autant, ce principe ne doit pas faire obstacle à l'examen ponctuel de situations individuelles particulières dans l'intérêt du service ou pour tenir compte de la situation particulière de l'agent.

### **1.3.6. Mutation conditionnelle**

Sont considérées comme demandes de mutations conditionnelles, les demandes liées exclusivement à la situation professionnelle du conjoint ou du partenaire de PACS. Les agents concernés doivent communiquer à l'administration le résultat de cette demande de mutation avant la date limite précisée dans la circulaire académique annuelle.

## **2. Liste des EPLE situés dans les zones rurales, isolées ou de montagne de l'académie de Nice**

### **Département des Alpes Maritimes**

- Collège l'Eau Vive – BREIL SUR ROYA (0060008B)

- Collège Auguste Blanqui – PUGET THENIERS (0060061J)
- Collège la Vesubie Jean Salines – ROQUEBILLIERE (0061237M)
- Collège Jean Franco – SAINT ETIENNE DE TINEE (0060063L)
- Collège Saint Blaise – SAINT SAUVEUR SUR TINEE (0060066P)
- Collège Jean Médecin – SOSPEL (0060067R)
- Collège Jean-Baptiste Rusca – TENDE (0060072W)
- Lycée de la Montagne – VALDEBLORE (0061987C)

**Département du Var :**

- Collège Henri Nans – AUPS (0830002B)
- Collège Joseph d’Arbaud – BARJOLS (0830928H)
- Collège Yves Montand – VINON SUR VERDON (0831552L)

**3. Postes de l’académie de Nice comportant des sujétions spécifiques, dont les conditions d’exercice entraînent des difficultés particulières de recrutement**

**INFENES**

Postes logés dans un établissement avec internat, entraînant des astreintes

**ADJAENES et ATRF**

Affectation sur deux demi-postes

**4. Les mutations au fil de l’eau sur des postes à profil**

Les agents peuvent être amenés à effectuer au sein du MEN une demande de mutation en candidatant sur des postes publiés sur le site place de l’emploi public (PEP).

Pour la mise en œuvre de ces procédures, les services veilleront, dans toute la mesure du possible, à :

- accuser réception de l’ensemble des candidatures reçues ;
- conduire des entretiens de manière collégiale ;
- recevoir de manière systématique les agents qui bénéficient d’une priorité légale ;
- à profil égal, retenir le candidat bénéficiant d’une telle priorité ;
- compléter une fiche de suivi permettant notamment d’objectiver le choix du candidat retenu ;
- adresser un courrier de réponse à l’ensemble des candidats.

L’académie prendra en compte la politique d’égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans le choix des personnels retenus sur les postes à profil et se conforment aux bonnes pratiques recensées dans le guide « recruter, accueillir et intégrer sans discriminer ».

## **ANNEXE 3**

### **Lignes directrices de gestion académiques relatives à la mobilité des personnels d'encadrement du ministère de l'éducation nationale**

Les affectations des lauréats de concours constituent la première étape du parcours professionnel des agents.

Au sein de l'académie, elles sont réalisées par le recteur en tenant compte des postes à pourvoir, du rang de classement et des priorités légales.